

REVUE  
**M**IROIRS

NUMÉRO 5 - 2017

**L'activisme  
au-delà des  
frontières :**  
société civile  
et réseaux  
transnationaux

## Sommaire

## INTRODUCTION

*Marie-Violaine Louvet & Michel Martínez* 3

Jacobitism on the Grand Tour?  
The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)  
*Jérémy Filet, Université de Lorraine* 8

The British Anti-Vietnam War Movement:  
an example of transnational solidarity?  
*Claire Mansour, Université Toulouse 2 Jean Jaurès* 26

La société civile chypriote grecque à Londres :  
Un militantisme en bout de course ?  
*Solveig Marois, Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle* 42

La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre  
el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?  
*Michel Martínez Pérez, Université Toulouse 1 Capitole* 62

Navigating Solidarity: How Palestine solidarity groups in the UK  
and Ireland have responded to the Palestinian statehood bid  
*David Landy, Trinity College Dublin* 76

Les « rencontres transfrontalières » des associations de la mémoire  
historique républicaine : entre internationalisation des luttes et  
territorialisation des mémoires  
*Anélie Prudor, Université Toulouse 2 Jean Jaurès* 98

“Finding the balance” : le rôle transfrontalier des associations du  
secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne  
*Pierre-Alexandre Beylier, Université Grenoble-Alpes* 124

Sociedad civil y democracia en América Latina: La movilización  
legal de las Organizaciones de Sociedad Civil (OSC) en la defensa  
de los derechos de salud  
*Luz Muñoz (Universitat de Barcelona, UB);  
Luis Zavala (Universidad Panamericana de México); David Moya (UB)* 146

## INTRODUCTION

### L'activisme au-delà des frontières : société civile et réseaux transnationaux

**Marie-Violaine Louvet et Michel Martínez**  
**Université Toulouse 1 Capitole**

*La publication de ce numéro de Miroirs fait suite à l'organisation, par le Département des Langues et Civilisations, d'une journée d'étude internationale, plurilingue et interdisciplinaire organisée à l'Université Toulouse 1 Capitole, le 6 mai 2016.*

A l'heure de l'activisme globalisé, l'importance stratégique des associations civiles dans les sphères publiques anglophone et hispanophone ne saurait faire aucun doute. Le phénomène de mondialisation, associé au regroupement des Etats dans des instances supranationales, a engendré des répercussions sur la nature et la forme de l'action militante, qui tend à se développer sur le modèle de l'action transnationale, un activisme au-delà des frontières. Comme le souligne John Clark, le déplacement des lieux de décision et des espaces politiques de référence a suscité des formes nouvelles de mobilisation (Clark, 2003, 3). Si les prémisses de telles mobilisations peuvent dater, nous le verrons, de périodes historiques plus lointaines, les institutions supranationales qui se sont multipliées depuis la fin de la seconde guerre mondiale n'ont plus aujourd'hui le monopole de la défense du bien commun. C'est le cas de l'Union Européenne, qui, vacillante face à la tragédie des migrants en Méditerranée et à la détresse économique de la Grèce, est emprisonnée dans une indécision paralysante et un double discours, qui ouvrent un champ d'action aux réseaux transnationaux. Ces réseaux, liés par le ciment d'un engagement à la fois ressenti et décrit comme le fruit d'un impératif moral, souvent fondé sur la défense des droits de l'Homme, ont pour caractéristique l'utilisation de l'action directe. Celle-ci vient contrecarrer la passivité des Etats et des instances supranationales, et met par conséquent en lumière un déni démocratique latent au sein de ces entités politiques.

Ce numéro de Miroirs invite le lecteur à s'interroger sur l'action des associations, publiques comme privées, qui, sans soutien institutionnel, parviennent à s'associer à des structures homologues de l'étranger. Ces groupes, dont le dynamisme a pris de l'ampleur à la fin des années 1960, constituent des réseaux transnationaux, unis par des valeurs et un discours communs, qui sont à l'origine d'échanges tangibles d'information et de services (Keck et Sikkink, 1998, 18). La récente multiplication, depuis les années 1990, des associations transnationales est grandement facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies (internet, vidéoconférences, réseaux

sociaux...) et la démocratisation des transports, aériens notamment, qui permettent, malgré la distance géographique, de tisser des liens entre activistes du Nord et du Sud et d'éliminer tous les intermédiaires dans le relais et l'interprétation des actualités politiques, économiques, culturelles et sociales. Il s'agit ici de s'interroger sur les modalités de l'action collective et l'impact réel de ces structures militantes créées de manière horizontale. Sont soulevées les questions du fonctionnement des collaborations transnationales, des différents types des actions engagées (lobbying politique, manifestations, piquets de grève, promotion de la culture, boycott, opérations coups de poing...) mais aussi des discours nourris par une rhétorique de l'explication et de la justification qui entourent ces formes d'action et visent à promouvoir une image désirable des groupes mobilisés. La nature commune des causes épousées, les motivations des acteurs politiques et l'obtention de financements qui permettent de soutenir l'action collective font aussi partie des problématiques abordées ici.

L'ancien président de l'Uruguay, José Mujica, a déclaré : « les humains doivent cesser de raisonner en 'nationaux' et commencer à réfléchir en tant qu'espèce et pour cela nous devons nous doter d'une gouvernance mondiale » (2015). Les activistes transnationaux seraient-ils une nouvelle forme de gouvernance mondiale et mondialisée ? Pourraient-ils le devenir et ont-ils cette ambition ? Les nombreux visages de l'activisme transnational se mettent en scène dans une rhétorique symbolique de la justification qui se décline dans le discours militant. Les mécanismes de concertation libèrent le potentiel créateur de l'action collective qui crée une fracture de plus en plus évidente, à mesure que le temps passe, avec le répertoire d'action collective traditionnel qui précède la création d'une internationale civile (Tarrow, 2005, 15). Celle-ci se nourrit d'une dynamique de la revendication et de la rupture avec une norme de participation à la sphère publique pour laisser place à l'agir-ensemble intentionnel. Subversion, provocation et potentiel de déstabilisation caractérisent l'action transnationale qui est souvent nourrie, nous le verrons, par des nationalismes, sentiments identitaires et identités catégorielles qui remettent en question l'activisme transnational comme arme de régénération démocratique.

Notre étude des mouvements transnationaux s'intéresse tout d'abord à la naissance de réseaux transnationaux de solidarité au tout début du 18<sup>e</sup> siècle. Dans le Royaume de Grande-Bretagne, la Glorieuse révolution (1688) pousse à l'exil vers le continent européen les soutiens du roi catholique déchu Jacques II, éloigné du trône par le Parlement britannique au bénéfice de sa fille Marie II et de son mari Guillaume III d'Orange puis de son autre fille Anne et enfin de la Maison de Hanovre avec l'accession au trône de George 1<sup>er</sup> en 1714. Jérémy Filet (Université de Lorraine), dans 'Jacobitism on the Grand Tour? The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)' nous invite à nous interroger sur les réseaux de soutien jacobites qui se tissent avec les visiteurs britanniques du Duché de Lorraine à l'occasion du Grand Tour,

ce traditionnel voyage autour de l'Europe entrepris par les jeunes gens des classes les plus aisées du Royaume-Uni. Jérémy Filet sonde l'engagement de ces visiteurs auprès des Jacobites qui se sont installés dans le Duché, dont Jacques Edouard Stuart – prétendant au trône et fils de Jacques II – qui le rejoint en 1713. Il montre en particulier la place tout à fait unique du Duché de Lorraine comme cœur du mouvement jacobite, en partie du fait du rôle des académies qui y sont implantées et qui se feront l'écho d'une propagande jacobite.

Après cette étude historique, notre survol des manifestations d'un activisme au-delà des frontières nous amènera dans le Royaume-Uni contestataire du milieu des années 1960 au milieu des années 1970. En s'appuyant sur des sources originales, qui comprennent 10 années de publications alternatives et étudiantes (1965-1975), Claire Mansour (Université Toulouse 2 Jean Jaurès) s'est attachée à démontrer l'origine britannique des manifestations de masse contre la guerre du Vietnam au Royaume-Uni et à en identifier les spécificités. Avec 'The British Anti-Vietnam War Movement: an example of transnational solidarity?', elle met en évidence l'inscription symbolique de ce mouvement anti-guerre au sein de plateformes de revendication plus larges comme le mouvement anti-nucléaire, ou le mouvement LGBT. Un peu plus tard, dans les années 1980, apparaissent les premières associations militantes chypriotes à Londres, au sein des communautés qui ont fui l'île déchirée en 1974 par le conflit qui opposa Chypriotes grecs et turcs. Dans 'La société civile chypriote grecque à Londres : Un militantisme en bout de course ?' Solveig Marois (Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle) étudie l'évolution de l'activisme transnational de cette population en exil, en particulier les formes des revendications entreprises par les différentes générations nées ou non au Royaume-Uni, et s'interroge sur la pérennité du mouvement et de son identité première.

La période contemporaine est nous l'avons dit, la plus riche en ce qui concerne la création de réseaux transnationaux de solidarité. Pour l'espace ibérique contemporain, Michel Martínez Pérez (Université Toulouse 1 Capitole) s'intéresse aux mouvements pro-palestiniens dans 'La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?'. Il s'interroge sur les échos de ces mouvements dans les territoires périphériques de la péninsule qui connaissent des mouvements nationalistes (hégémoniques ou non). Autrement dit, il est question d'étudier le poids du contexte politique local dans les engagements solidaires avec la Palestine ou avec d'autres « territoires occupés ». Pour le Royaume-Uni et la République d'Irlande, David Landy (Trinity College Dublin), analyse la réponse des groupes pro-palestiniens locaux à la demande de reconnaissance de l'Etat palestinien présentée à l'ONU en 2011. Celle-ci était présentée par Mahmoud Abbas, le Premier Ministre de l'Autorité Palestinienne sous contrôle du Fatah. Landy montre comment ce moment-clé dans le processus international de reconnaissance de l'Etat palestinien a révélé des différences fondamentales de fonctionnement, de

stratégie et d'idéologie entre les différentes factions pro-palestiniennes organisées dans les îles britanniques.

Entre l'Espagne et la France, Anélie Prudor (Université Toulouse 2 Jean Jaurès) propose un focus sur les associations dites de « mémoire historique » des deux côtés des Pyrénées avec un article intitulé 'Les « rencontres transfrontalières des associations de la mémoire historique républicaine » : entre internationalisation des luttes et territorialisation des mémoires'. Il s'agit de passer en revue les enjeux pluriels de ces rassemblements transnationaux de militants qui entendent dépasser les frontières et faire avancer leurs revendications quant aux questions mémorielles de l'Espagne républicaine.

Dans, "Finding the balance" : le rôle transfrontalier des associations du secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne' Pierre-Alexandre Beylier (Université Grenoble Alpes) met en lumière la réaction des associations du secteur privé face à l'amplification des mesures de sécurité autour de la frontière américano-canadienne qui a suivi les attentats du 11 septembre 2001. L'objectif de continuer à développer le libre-échange a, contre toute attente, développé une nouvelle forme d'activisme économique et dynamisé les relations transnationales entre ces entités dont l'entente repose sur un intérêt commun.

Finalement, dans 'Sociedad civil y democracia en América Latina: La movilización legal de las Organizaciones de Sociedad Civil (OSC) en la defensa de los derechos de salud, Luz Muñoz (Universitat de Barcelona), Antonio Zavala (Universidad Panamericana de México) et David Moya (Universitat de Barcelona) proposent une réflexion sur la mobilisation de citoyens argentins, mexicains et colombiens pour le déploiement adéquat de lois sur la santé, notamment sur le contrôle de la consommation de tabac. La mobilisation et l'expérience des OSC, dans ces pays et entre ces pays, se sont avérées cruciales pour garantir aux citoyens une avancée dans ces domaines de santé publique et une stricte application des lois.

Nous souhaitons profiter de cet espace pour remercier toutes les personnes ayant participé à l'organisation de la Journée d'Etude du 6 mai 2016 (DLC) ainsi que tous les participants pour leur contribution enrichissante et rigoureuse.

**Marie-Violaine Louvet et Michel Martínez**

## Références

Clark J., 2003, *Globalizing Civic Engagement, Civil society and transnational action*, Londres, Earthscan publications Ltd, 194 p.

Keck, M. E., Sikkink, K., 1998, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 227 p.

Tarrow, S., 2005, *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 258 p.

Interview de José Mujica dans l'émission télévisée Salvados (chaîne espagnole La Sexta) diffusée le 30 novembre 2015. Interview réalisée par le journaliste Jordi Évole. <https://www.youtube.com/watch?v=ZIE-9ohXgDI> Page consultée le 1er juin 2017.

## Jacobitism on the Grand Tour? The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)

Jérémy Filet, Université de Lorraine

### Résumé

Cet article a pour but de présenter le Duché de Lorraine comme un arrêt pour les Grand-touristes britanniques dans la première moitié du 18<sup>e</sup> siècle, au moment où le réseau transnational Jacobite s'installait également en Lorraine. En conséquence du traité d'Utrecht de 1713, le « Vieux prétendant » dut s'installer au sein du Duché jusqu'en 1716. La Lorraine fut rendue à Leopold suite au traité de Ryswick de 1697, et la politique de reconstruction du duc attira les membres du réseau transnational des Jacobites, qui devinrent membres de la société civile du Duché. Dans le même temps furent créées les académies des nobles et des arts en Lorraine. Une fois en Lorraine, « Jacques III », avec l'aide du réseau transnational Jacobite installé en Lorraine, fomenta la révolution Jacobite de 1715 au sein de sa cour à Bar.

Mon hypothèse consiste à dire que le réseau Jacobite européen trouva en Lorraine une opportunité de communiquer avec le prétendant Stuart en utilisant le Grand Tour comme une « excuse » pour aller en Lorraine, et le rencontrer. Certains voyageurs firent également le voyage jusqu'à Bar-le-Duc uniquement pour cette raison. Je vais ainsi tenter ici de déterminer lesquels de ces voyageurs étaient simplement « curieux » vis-à-vis du Jacobitisme, et lesquels étaient des Jacobites « plus impliqués ». Pour ce faire, j'utiliserai des archives britanniques, mais aussi des sources venant des archives du Duché de Lorraine.

**Mots-clés :** Lorraine, Jacobites, Prétendant Stuart, Grand Tour, Académies de Lunéville

<sup>1</sup> I would like to thank Jean Boutier to whom I owe a fair part of what is presented about the travellers of the Lunéville “académie des nobles”. Noticeably, he sent me his early draft of “A l'épreuve du cosmopolisme. Les noblesses européennes à l'académie de Lunéville-Nancy, 1699-1730” (a talk given at the conference “Echanges, passages et transferts à la cour du Duc Léopold (1698-1729)”, May 13<sup>th</sup>, 2015, Lunéville), to be published in 2017.

### Abstract

In this paper, I would like to argue that the Duchy of Lorraine was a stop on the British Grand Tour, not only because of its famed academy but also because of its Jacobite networks, which allowed a few Grand Tourists to meet the head of the political faction, the Old Pretender. The transnational Jacobite networks supported the pretention of James II over William III, and after the Glorious Revolution its members fled the UK and sought asylum abroad. The Williamite - and later Hanoverian - governments continuously tried to prevent the return of the exiled Stuarts. However, James III negotiated with Queen Anne to recover his throne, and nearly succeeded after the 1713 treaty of Utrecht was signed. The English government asked France to expel the Old Pretender from his Saint Germain-en-Laye residence as a condition for peace in Europe. As a consequence, the “king over the water” took refuge with his Lorraine cousin, Duke Leopold, from January 1713 to March 1716. After this border crossing, James III settled in Bar-Le-Duc with his Jacobite court and fomented the 1715 revolution from there, with the help of Scottish activists.

Leopold returned to his Duchy in 1698 and led a policy of reconstruction, notably with the creation of the Academies of Lunéville, which soon became a stop on the Grand Tour for British gentlemen. Therefore, my hypothesis is that in Lorraine the Jacobite European network found an opportunity to communicate with the heir using the Grand Tour as “an excuse” to meet their leader. Other travellers attended the academy to educate themselves, but made trips to Bar-le-Duc to meet the Pretender. Exploiting Lorraine and British archival sources, I will attempt to present a way to determine which of these travellers were merely “curious” of Jacobitism and which ones were more “involved” Jacobites.

**Keywords :** Lorraine – Jacobites – Old Pretender – Grand Tour – Lunéville academies

It was after the 1688 Glorious revolution that the Jacobites followed James II in exile on the continent (De Dromantin, 2005). From then on, Jacobite activists spread all over Europe, creating gigantic transnational networks, which strongly opposed the Williamite and later Hanoverian regime (Holmes, 1969; Vallance, 2009). The impact of the Jacobite diaspora has been mostly studied in France and Spain, but new bodies of research have recently been produced about the North of Europe or even Russia (Clark, 2010; McGarry, 2013; Genet-Rouffiac, 2007). *Le grand exil* (Les Jacobites en France, 1688-1715) (Paris: Service historique de la Défense, 2007) Nonetheless, only one publication has been issued on small early modern states such as Lorraine (Richard-Maupillier, 2014, 285-89). At the same time, the British Grand Tour was expanding rapidly in Europe, and more and more gentlemen went to travel on the continent (Black, 2003). After the return of peace in 1713, the trend of the time was to attend the fashionable “Academies” which had flourished in Europe from the late 17<sup>th</sup> century onwards (Brennan, 2005). These Academies have been studied thoroughly in France and Italy, but very little has been published on the Academies of Lorraine created by Duke Leopold in 1699 and 1702 (Boutier, 2005). As a result, researchers have overlooked both the establishment of a Jacobite transnational network in Lorraine, and the role of Leopold’s Academies on the British Grand Tour. I therefore propose to lay out my proposed paths of research, and to give an insight on the links between Jacobite activism on the Grand Tour and the Jacobite network in Lorraine.

In my first part, I will present the settlement of the Jacobites in Lorraine and their connections to the Jacobite networks, more particularly the help given by Lorraine in the fomentation of the 1715 Rebellion. My second part will deal with the possible link between the art academy of Lorraine and the Stuart pictorial propaganda, as well as with the importance of the “académie des nobles” on the British Grand Tour. Finally, my last part will propose a way to overcome the limitations of the material informing us about Jacobite activists in Lorraine, and the difficulties to know whether or not Grand-tourists were linked to the Jacobite transnational networks.

### **The settlement of Jacobites in Lorraine and the Fomentation of the 1715 rebellion.**

*“Lexil est d’abord organisation de résistance active.”* (Chaussinand-Nogaret, 1973, 1097)

The establishment of Jacobitism in Lorraine was the direct consequence of the European treaty of Ryswick (Haussonville, 1997, 48-54). In 1697, all Europe signed the treaty and Williamite England imposed three conditions for peace on Louis XIV. Firstly, France had to return Lorraine to its rightful monarch, Leopold of Lorraine. Then, James Francis Edward Stuart – the Old Pretender – had to leave

France under the incognito “Chevalier de St Georges”. Finally, Louis XIV had to disband a fair part of James’s Jacobite army, which settled in Lorraine. Following this, the newly restored Duke of Lorraine dispatched his Prime Minister Francis Taaffe, Earl of Carlingford, to take possession of the Duchy (Harsany, 1938). The Irish-born Catholic was part of a Jacobite transnational family, which had been at the service of the Lorraine family for at least two generations.<sup>2</sup> Carlingford took strong political measures to insure the settlement of the disbanded Jacobites from France. In 1702, he created a law to suppress the “droit d’aubaine” – a tax on foreign craftsmen and merchants. This law enabled foreigners to marry, and acquire real estate in the same way as the Lorrains (De Rogéville, 1777, 350). Carlingford also played a prominent role in the establishment of the Irish Recollets in Boulay between 1699 and 1701 (Jennings, 1944, 118; *Dictionary of Irish Biography*, 628). Catholic Irish friars sought asylum in Lorraine because of the establishment of new penal laws against them but also due to Leopold’s family’s reputation: “*The Duke is a friend of the Franciscans (...) as well as Count Carlingford, Lord Taaffe and Prime minister, who is immensely disposed to our country, and is hoped to stay in the future.*”<sup>3</sup> Carlingford strongly supported the Irish Catholics in exile who had always been the stock in trade of the Jacobite transnational networks (O Ciardha, 2004). Carlingford’s position within the administration of the Duchy also empowered him to appoint Irish Jacobites to key positions in the Duke’s household, army or administration. Carlingford’s pro-Irish activism bolstered the settlement of Irish Jacobites in the Duchy of Lorraine. Leopold himself admitted: “it is sure that, since I returned, there had been [in Lorraine] a lot of them [strangers].” (Harsany, 1938, 22).

As Lucien Bély underlined, families were always following soldiers while departing for military campaigns and settling in different regions (Bély, 1990, 180-219). It is however very difficult to assess the numbers of Jacobites who settled in Lorraine but Nathalie Genet-Rouffiac calculated that an average of five thousand Jacobites were dismissed from France (Genet-Rouffiac, 2007, 199) and Richard Maupillier found at least 220 individuals in the Lorraine registers (Maupillier, 2014, 288). However, the Jacobites must have been far more numerous than Maupillier’s estimation due to the massive disbanding from the Stuart army in France, but also owing to the impossibility of taking the families into the counting of the settlement. While

<sup>2</sup> Theobald’s Taaffe (Carlingford’s father) played on his connections with Charles II to have his son appointed in the Empire at the service of Leopold’s father: Charles V of Lorraine. Francis Taaffe did his whole career in the empire at the service of the Lorraine family, sending presents from the campaign against the Turks to James II (1685) and being appointed at the command of a regiment of 1800 Catholic Irishmen. *Dictionary of Irish Biography*, 629-30 ; *Dictionary of National Biography*, 223-5.

<sup>3</sup> My translation of “Rector Societatis, [hence Leopold] (...), fuit bonus amicus, et pariter Patres reliqui; (...), ac benefactor minificus, vel potius futurus benefactor, Comes Tafé alias Marescallus Carlingford; est immense propensus in totam nationem” in *Friar Gavan to Friar Bernardin Gavan to Friar Patric Duffy (undated)*, reproduced in Jennings, “The Irish Franciscans at Boulay.”, 120.

Irish exiles mostly settled as merchants in the Bordeaux region for instance, they also settled in other occupations within the Duchy and occupied jobs as varied as “doctors, weavers, masons, butchers” and craftsmen (Maupillier, 2014, 288). As in France, the support between fellow exiles created a sense of community. A good example of that would be the wedding of Charles O’Reilly who married Jeanne (Jane) O’Regeane (O’Regane) in Toul on April 13<sup>th</sup>, 1719, while serving as a lieutenant in Vaudémont’s Cavalry regiment (Petiot, 2014, 400). The baptism of their daughter was also representative of this since all the godparents were Irish Catholics in exile. The Jacobite diaspora in Lorraine was thus present in all strata of society: in the government (Carlingford), in the nobility (O’Rouerke), and in the religious institution (the Recollets in Boulay). Daniel Szechi explained the importance of the Church in the settlement of Jacobitism: “they [the religious institution] were able to ease the transition of their Catholic fellow-countrymen by (...) helping them make the right connections with the local elites.” (Szechi, 1994, 128). As in Saint Germain-en-Laye before, Lorraine would thus have the two major anchor points of the Jacobite networks by 1713: the religious institution and the royal monarch himself (Genet-Rouffiac, 2007, 371).

Thenceforth, from October 1712 to the death of Queen Anne in 1714, Leopold asked his envoy to London - Forstner - to keep him updated on the situation at the English Court, and on the government proclivity toward James. The envoy thought that James had a good chance of being restored.<sup>4</sup> From Forstner’s correspondence with Leopold, we can deduce that the Duke genuinely believed in Anne’s support in 1713.<sup>5</sup> At the beginning of 1714, the French, the Lorrain, and a few of Anne’s closest advisers believed that James would be restored after Anne’s death. The Lorraine envoy was very optimistic concerning James’s restoration: “Je ne sais si je ne me trompe de mettre la Reine même à la tette, et on le dit d’oreille qu’elle a été gagnée par quelques euques qui luy en ont faits un cas de conscience.”<sup>6</sup> By mid-1714, Leopold thought the return of the Stuart heir was very probable following Anne’s death. It is thus possible to deduce that Leopold welcomed James at Bar-le-Duc in March 1713 with the hope of taking advantage of a possible restoration. However, by March 1714, the succession was confirmed to be Hanoverian as James refused to hide his Catholic faith to succeed his half-sister. Jacobitism was therefore more stimulated than ever, as James Stuart had superior rights to rule. It was thus in Leopold’s interest to help develop the Jacobite court at Bar-le-Duc in case of a

<sup>4</sup> “Car à la vérité, Monseigneur, on est icy si malcontent de la conduite de l’electeur de Hannovre, et la nation même en general commence a temoigner une si grande aversion pour ce prince, que je ne puis jamais m’imaginer qu’il montera du moins paisiblement sur le trône.” London, October 2<sup>nd</sup> 1712. Archives départementales de Meurthe-et-Moselle [A.D.M.M.] 3F421.

<sup>5</sup> For a further analysis of Forstner’s correspondence and a detailed account of the Irish Jacobites in Lorraine, see Jérémy Filet, 2016.

<sup>6</sup> “Mémoire de Forstner sur l’Angleterre et la maison de Hanovre.” May, 24<sup>th</sup> 1713. A.D.M.M., 3F210.

restoration. Jacobite activism in Lorraine was indeed re-galvanised right from the arrival of James in Bar-le-Duc, since the marquis of Bassompierre (the leader of Bar’s society) and an Irish Jacobite (also James’s secret envoy to Lorraine), Owen O’Rouerke were both present to welcome James with Leopold. The local newspaper *Le Journal de Verdun* depicted James in laudatory terms making him “popular at once” (Lang and Shields, 2012, 183). Leopold offered full-protection to the Stuart Pretender since James had a price put on his head. Lorraine even participated in the political faction’s propaganda in authorizing a Protestant Chapel to exist in Bar-le-Duc. In spite of the traditional fight of the Lorraine family for the strictest Catholicism, James had the non-juror Charles Leslie as a resident chaplain for the Protestants. Leopold thus helped the king to fight the “popish” image of the Stuart shadow court - which was a major problem for James’s restoration - and also assisted the Jacobites in extending their influence to the Protestant non-juror faction in the British Isles.

Besides, Lorraine favoured the upholding of the immaterial culture of Jacobitism. The court was an exiled one, thus it had to accommodate the wishes and dreams of its adherents to be able to compete with the post-1688 court in London. Since the Jacobites in exile were considered traitors, they experienced a social death at home and the Stuart shadow court had to face up to that problem with an attractive and cultural court life. Therefore, the Duchy of Lorraine followed the “Jacobite calendar” when receptions were organised in James’s honour. For instance, Leopold welcomed the Jacobite court at Lunéville on June 10<sup>th</sup>, 1713 for White Rose day, James’s birthday. Charles-Henri de Vaudémont organised a whole month of festivities for the same reasons. Regular Jacobite propaganda was equally important to sustain Jacobitism, and Lorraine enabled the deposed king to print various declarations for his supporters in the British Isles at the crucial moment of Queen Anne’s death, and in preparation of the 1715 Rebellion. James issued a protest from “sa court de Bar-Le-Duc”, which infuriated George to the point of sending back Lambertie in reprisal.<sup>7</sup> Even though, a small state like Lorraine was then at odds with one of the most powerful states of early modern Europe, Leopold let the exiled king stay in Bar-le-Duc. Hence, it is believed that Leopold was well aware of the preparation of the 1715 Rebellion since it is known that James considered military actions in the British Isles from the end of 1714. Leopold’s welcoming of the Jacobite court was already a support to the Jacobite networks in itself, but it was calculated that the Duke also spent more than 300,000 pounds in three years to help the Jacobites in

<sup>7</sup> Lambertie was Leopold’s envoy to London. The emissary contributed to the spreading of seditious Jacobite idea by distributing the Pretender’s declaration in London, so it was no surprise that King George I did not like him.

Bar. Considering, James's expenses of 10,000 pounds a month<sup>8</sup>, the Bar-le-Duc court was not so poor. As far as money was concerned, many Barisians and prominent Lorraine nobles (such as Vaudémont or Bassompierre for example) lent James great amounts of money between 1714 and 1715. The Duke himself gave a secret loan of 25 000 *louis d'or* for James to recruit troops and supplies.<sup>9</sup> Such so called "loans" were used to recruit troops and provide supplies for the 1715 rebellion. By February 1715, James resigned his incognito but Leopold did not expel him from his Duchy. In May 1715, Francis Colclough "enlisted a great number of persons (...) in order to go to Lorraine for the service of the Pretender".

James's activities were also closely monitored by British spies who infiltrated the court. For example, one of them reported to the government that: "James in Lorraine reviewed such troops as he had managed to raise there - recruits from England and Irishmen who had served the French colours." A lot of Irish Jacobites at the service of Lorraine deserted in 1715 in order to follow James III in Scotland, and Leopold decided to overlook that. The Butler regiment (which was the Lorraine regiment of Guards that Leopold paid and assigned to ensure James's security in Bar le Duc) disappeared soon after James's departure to Scotland. Interestingly enough, James's departure from Commercy was secretly covered by a visit of Mary of Modena to the Lorrain Earl of Vaudémont. The rest of the story is well known, James arrived in Scotland and both the ill-concerted Jacobite networks and the well-informed British Government led to the defeat of the Jacobites at the battle of Preston in November 1715, and James returned to Lorraine until he left for Avignon by the end of 1716.

### **The Academies of Lunéville: a stop on the British Grand Tour?**

*"Sa cour était formée sur celle de France ; on en croyait presque pas avoir changé de lieu, quand on passait de Versailles à Lunéville."* (Voltaire, 1750, ch. 17).

While James was in Lorraine, he spent a lot of time at Duke Leopold's court in Lunéville and Nancy; the cities in which the Duke chose to establish both his "*Académie Royale de Peinture et de Sculpture*" and his "*Académie des nobles*". The Academies were created in line with Leopold's will to return to the Golden Age that his Duchy experienced under Charles III. Leopold himself claimed a strong interest in both the arts and the works of his predecessors: "*Les sciences et les arts*

<sup>8</sup> Royal Archives [RA] Stuart Papers [SP]. 8/92 Estimate of his majesty's household, 1715, "J III's household in Lorrain 1713-15."

<sup>9</sup> British Library [BL], Manuscripts [MSS]. Carte 211 f° 325 An account of the Duke of Lorrain's Gold, Mar 1716.

*ayant toujours procuré la gloire et la richesse des états les plus florissants, et même le plaisir de leurs souverains, les ducs [ses] prédécesseurs les ont aussy toujours chéry très particulièrement, et travaillé à les cultiver."* (Lionnois, 1811, 17). The academy of arts was created on February 8<sup>th</sup>, 1702 in order to develop a sumptuous court life. The academy taught painting, sculpture, but also mathematics. Leopold created that structure in order to completely control artistic production within his Duchy<sup>10</sup> "afin qu'on ne mette rien en publique qui ne soit bien et honnête". The 24<sup>th</sup> article of the regulation noticeably stated that one should be coopted at the academy in order to be appointed ordinary painter or sculptor, but the very first academicians were appointed by Leopold himself. Such rules clearly showed that the Duke of Lorraine wanted a total control of the pieces of art produced in his Duchy, and he must have applied the same regulations to the French artists working for him at his Court. Interestingly enough, two famous French artists worked at Lunéville. The first one was Jacques Van Schuppen who painted a sketch of Leopold and his family which strangely recalls Pierre Mignard's *James II's family* spatial composition. The second one was Pierre Gobert to whom Leopold commissioned many portraits of the ducal couple. Lorraine even offered some paintings to James while he was in Bar. Gobert occasionally worked in Lorraine from 1709 to 1721, and participated in the Jacobite pictorial propaganda. Indeed, James and the shadow court in exile had to remain visible to their supporters in the British Isles, especially in the years 1713-15. James commissioned these portraits because Gobert was already in Lorraine painting for the Duke. Unfortunately, none of Gobert's portraits of the Stuart Court painted in Bar survived (Corp, 2001). It is known that Mary of Modena did not like Gobert's portrait that her son ordered to be sent to her from Bar. The Stuart portrait had to be a good likeness of the exiled, and especially of James, to debunk the myth of the warming-pan baby. Mary surely did not like Gobert's portrait because she feared the pro-Hanoverian government might use it to despise James as illegitimate. Moreover, Gobert was famous as the painter "*des femmes, des enfants, des mains fines et des visages gracieux*" (Voreaux, 1998, 151), and the last thing James needed was to look effeminate, as opposed to Mary of Modena who commissioned her own portrait to be produced.

The second academy – "*l'académie des nobles*" – was founded in May 1699 and aimed at teaching equestrian arts, history, geography, mathematics, law and foreign languages. In order to do so, Leopold wanted to welcome both the local and the foreign nobilities. The Duke publicised his academy through tracts distributed to

<sup>10</sup> Raphaël Tassin, « Une institution pour encadrer la production artistique : le cas de l'académie royale de peinture et de sculpture de Nancy » (Paris, *Journée annuelle de l'équipe Histara*, INHA, 12 Novembre 2015) & « L'académie Royale de Peinture et Sculpture de Nancy : un instrument dans la stratégie politique du duc Leopold » (Sperlonga, *Le virtuose adunanze. La cultura accademica tra XVI e XVIII secolo. Emblem, simboli e linguaggi*, 9 et 10 Mai 2013).



all European Courts, which said : “Son Altesse Royale, toujours attentive au Bien de son Etat, & à procurer, non seulement à ses Sujets, mais encore à la jeune Noblesse Etrangère, la facilité d’apprendre tous les Exercices, qui conviennent aux Personnes de Qualité.”<sup>11</sup> The Academy of Lunéville-Nancy was a real success, as Edward Southwell pointed out in 1723: “This academy enjoys more privileges than any in Europe”.<sup>12</sup> In England the Duchess of Marlborough thought that “there is an extream good academy at Lorrain.”<sup>13</sup> Actually, the academy enjoyed a privileged position in the heart of Europe and welcomed even more strangers than locals. From the lists held in the archives for the years 1714-1728<sup>14</sup>, 30% of the academists were Lorrain, 12% were British and the 52% left were either French or German (Conrads, 1982, 236). However, this list is very incomplete, especially for British travellers. There were those who included the academy as a major part of their European Grand Tour, and those who made it merely a stop. For instance, an anonymous British traveller spent more than 4 months at the academy in 1720. Charles Spencer stayed there from November 1726 to September 1727, whereas his Brother - John - stayed from October 1726 to February 1727. Thomas Pitt preferred “to spend the winter here at the academie”. The long-stayers highlight the presence of British travellers from all over the British Isles, from every religious and political background. Another anonymous British traveller, who was in Lunéville from August 1720 to January 1721, denounced the presence of four other British, who were not recorded anywhere. Firstly, there were two Englishmen: Robert Spencer and Charles Cavendish who stopped in Lunéville when on their Grand Tour to France and Italy. An Irish Jacobite, Justin Plunkett was also present along with a member of the Welsh gentry, Bussy of Margam. The academy was also a stopping point for British Grand-Tourists as exemplified by the passages of Edward Southwell in 1723 and 1724 on his way to Italy. In Lunéville, he met the Scottish Lord Polwarth, and the Irish “Maguise”, who is likely to be Maguire, an Irish Jacobite who recruited in Ireland prior to 1715 (Ciardha, 2004). The academy could have been the ultimate goal of one’s journey. For example, an anonymous English traveller stayed in Lorraine from August 1720 to January 1721 in order to attend the Lorraine court. Indeed, the court intrinsically worked with the Lorraine Academies. The rule of the academy authorized the strangers to “*aller à la Cour, où ils auront mille agréments & entreront dans les Plaisirs du Prince*”.<sup>15</sup> The presence of the multilingual and international nobility also transformed the court into a meeting place for gentlemen from all over Europe. Leopold personally welcomed all the academists, and gathered them at his table along with the Lorraine nobility: “*Etrangers et académistes vont chaque jour à la cour.*” (Pfister, 1909, 20).

11 Bibliothèque Municipale de Nancy [BMN] Manuscripts [MS]. 392, f° 60.

12 BL, Additional [Add.] Mss. 34753, September, 23 1723.

13 BL, Add. Mss. 61444, f° 73, “Letter of the duchess to captain Fish”, Blenheim, October, 15, 1726.

14 Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle, 3F275, f°21

15 “Règlement pour l’Académie” (1699), 2.

### The limit to the Academies’ lists and the possibility of Jacobite activism on the Grand Tour

The link not only between the Academies and Lunéville’s court, but also between the Stuart Court in exile and the Lorraine court can raise the questions of the presence of Jacobite activists on the Grand Tour in Lorraine. Assessing one’s allegiance is always a complicated task, but the real problem studying the Academies is the absence of any registration from 1699 to 1714. As an example, a British traveller wrote about his meeting with 44 students at the academy among whom were 7 British, while 17 interns were officially registered. Another problem is the choice between two different styles of academic teaching. There were the “interns” and the “externs”. The interns were supposed to have been registered, but – even when they were – their names were often ill-transcribed, which made them all the more difficult to identify. The externs are much more problematic as they were even more rarely registered than the interns, and the British travellers preferred the extern option for, at least, three reasons. The academy proposed an *a la carte* teaching that the British preferred to a whole curriculum. Moreover, the externs seemed to have been a little privileged by the Duke. Fiorentini - an Italian attending the academy - commented that the first invited to the cultural events of the court were “*ceux qui étaient logés en dehors de l’académie*”. In 1731, the German traveller Keyssler observed that there was : “à peu près autant de jeunes étrangers qui se logent dans Lunéville, à la fois pour bénéficier des leçons privées des maîtres de l’académie, et pour les avantages d’une éducation de cour” (Keyssler, 2016, 281). It must also be understood that the British preferred to live in the city after having attended their college or university, and they did not hesitate to share their dwellings - like the Spencer brothers for example - in order to reduce the cost of the sojourn. The British wanted to enjoy both the court life and cultural atmosphere of Lunéville even if they preferred to stay among themselves. Lyttleton recorded that the British “*pour se rendre incomfortables aux autres, s’étaient fait une loi parmi eux de n’admettre aucun étranger dans leur compagnie*”. They preferred to spend their free time together, and recorded only the presence of fellow British travellers in their travel accounts or personal diaries. The celebration of St George’s day in May 1727 illustrated the cultural life of the city since young English travellers organized it to display their national celebration. An English traveller witnessing the event added that it was organized in response to the Scottish St Andrew and the Irish St Patrick, which had already been celebrated.<sup>16</sup>

Consequently, the patchy registration of the academists as well as the British preference for the externship forces us to consider other sources. The first one would be the travel accounts and personal diaries of the British Grand Tourists going to

16 BL Add. Mss. 61444, f° 125, “Letter of Fish to the duchess of Marlborough”, Lunéville, May, 1<sup>st</sup> 1727.

Lorraine, and the second one would be the private correspondences referring to the academy; two sources that I have begun to exploit in this presentation. My theory is that the arrival of the Old Pretender in Lorraine brought many British travellers to the Academies. Whether those were Jacobite activists or just curious tourists has yet to be determined. I have already identified a few atypical travellers. Philip, Duke of Wharton was from a whig anti-Jacobite family and evaded his Grand-Tour tutor in order to meet James in Lorraine, and then became a Jacobite activist when returning to England. The Catholic Baronet of Northumberland, Sir Carnaby Haggerston, also went to meet the Pretender while he was “studying in Lorraine” (Lord, 2004). For a further study of this phenomenon in my dissertation, I will consider the memoirs of the Jacobite courtiers who were with James in Bar, such as those of David Nairne or Charles Leslie. The private correspondences and the after-death inventory of the Jacobites who settled in Lorraine from 1697 will constitute an interesting source as well. Indeed, the members of the Jacobite transnational networks who still had a family in the British Isles were much more valuable to the movement as they could gather priceless intelligence. The intelligence war was at the heart of the Jacobite networks, as British spies’ reports will demonstrate (Dougins, 2000). A spy of the British government in France reported after 1713 that “Many British come from Paris to Bar on the pretext of seeing Champagne” (Lang and Shields, 2012, 187), revealing a part of the movement within the Jacobite networks. Two English visitors even admitted having made a detour to Bar because they were curious about meeting James Stuart (Black, 2003). Secondary sources already established by the Haklyut society and the Grand Tour project will also nourish my reflection as I pursue my research to complete my dissertation.<sup>17</sup>

In conclusion, Jacobitism was a form of pro-monarchy activism which developed in most of Early Modern European countries. The Jacobite network was secret and transnational by nature, but it was also composed of every nation and religion that constituted the British Isles.<sup>18</sup> This diversity provoked dissensions within the movement, but reinforced its transnationalism as the three nations involved in it were intrinsically different and allied themselves with distinct European countries and religious factions. In line with the international European context and with the domestic context in England, the head of the political faction - James III of England and VIII of Scotland - sought help abroad, and used the Jacobites in exile to keep his movement alive. The Old Pretender reached Lorraine in the crucial year of 1713 due to the international pressure, and he allied with both Lorraine’s civil society and the Jacobites who had settled in the Duchy. Whereas the Jacobite

<sup>17</sup> “The Grand Tour Project”, <http://grandtour.stanford.edu/>, accessed June 1, 2017; “Haklyut Society Publishes Books on Voyages of Discovery, Maritime Exploration, History of Navigation, Navigators, Journals”, Haklyut Society, <http://www.haklyut.com>, accessed June 1, 2017.

<sup>18</sup> For a complete description of the three circles which composed Jacobitism, see Cruickshanks and Black, 1988.

diaspora arrived at St Germain with James II, a part of the diaspora had settled in Lorraine sixteen years before the Stuart monarch. In St Germain, the English group was at the court while the Irish made up the majority of the Jacobites, but remained peripheral as far as decisions were concerned (Corp, 2009). In Lorraine, the Scottish were prominent with the English at court because of the Scottish nature of the 1715 rebellion (Szechi, 2006), and the Irish were of importance because they were partly integrated in the Duchy of Lorraine. It is therefore the integration of the Irish Jacobites in the Duchy’s army, administration and nobility, which made them all the more important to James.

At the same time, British gentlemen went on the Grand Tour to France, Germany and Italy in order to perfect their artistic and genteel education (Black, 2003). As such, the modernity of the “*académie des nobles*” and its innovative program of education made it a valuable stop for British people on the Grand Tour. The academy soon became a place of passages and exchanges between students of different nations, who decided to stay there. Indeed, the Duchy of Lorraine was on both routes to Italy and Germany, a strategic position as far as the Grand Tour was concerned. The avowed purpose of the academy was to attract strangers and to create a multi-cultural and multi-national place of education strongly linked to the ducal court. Leopold’s court hosted the academicians on a regular basis, but also organized balls and parties to honour James III when he lived with the Jacobites at Bar-le-Duc (Davillé, 1928, 337–49 & De Baucourt, 1910, 225–46). This aspect, and the political context of the 1715, raises the question of the presence of Jacobite activists on the Grand Tour in Lorraine as exemplified by Philip, Duke of Wharton. James’s appeal for the arts must also have sparked his interest in Leopold’s academy of art. While the Duke of Lorraine created an academy in an attempt to control the artistic production of his state, James Stuart organized his pictorial propaganda from Lorraine by employing artists working there. As a consequence, one could posit that the Jacobite transnational network was linked with the Grand Tour in the Duchy of Lorraine – at least during James’s sojourn in Lorraine. International Jacobite activism, artistic propaganda and the Grand Tour had therefore merged together within the frame of the Jacobite networks. To reach this conclusion, much research is still to be done, but the Duchy of Lorraine - as a neutral state situated in the heart of early modern Europe - was the perfect ground for the development of the transnational Jacobite network. Notwithstanding the failure of the 1715 Rebellion owing to the international European context, I hope further research will improve our knowledge of Jacobitism and cast a new light on the role of Lorraine in the Jacobite networks. On a broader scale, linking Jacobitism and the Grand Tour would also lead to the study of cultural and intellectual exchanges between the British Isles and Europe, and maybe with Lorraine. For instance, Vayringe (Courbet, 2007, 267–69) - a mathematics professor at the Lorraine academy - went to study with Newton while a Jacobite Free-masonry began to settle around Lunéville court, and its lodge counted many members of the Jacobite diaspora (Chollet, 2015 & Chollet and Andriot, 2016).

## Bibliography

*Dictionary of Irish Biography*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

*Dictionary of National Biography*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

*Archives Départementales de Meurthe-et-Moselle*.

Bély, L., 1990, *Espions et ambassadeurs : Au temps de Louis XIV*, Paris, Fayard, 908 p.

*Bibliothèque Municipale de Nancy [BMN] Manuscripts [MS]*, n.d.

Black, J., 2003, *The British Abroad: The Grand Tour In The Eighteenth Century*. New edition, Stroud, Gloucestershire, The History Press Ltd, 355 p.

Black, J. 2003, *Italy and the Grand Tour*, New Haven, Yale University Press, 268 p.

Brennan, M. G., 2005, *The Origins of the Grand Tour : The Travels of Robert Montagu, Lord Mandeville*, Ashgate, 350 p.

*British Library [BL], Manuscripts [MSS]*, n.d.

Chaussinand-Nogaret, G., 1973, “Une élite insulaire au service de l’Europe : les jacobites au XVIIIe siècle”, *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 28, 5, pp. 1097–1122.

Chollet J., Andriot C., 2016, *Les Mystères de la Franc-maçonnerie à Lunéville*, Haroué, Gérard Louis, 368 p.

Chollet J., 2015, *Les O’Heguerty. Francs-Maçons agents secrets à la cour de Stanislas*, Haroué, Gérard Louis, 224 p.

Ciardha, E O., 2004, *Ireland and the Jacobite Cause, 1685-1766: A Fatal Attachment*. Dublin, Four Courts Press Ltd, 468 p.

Clark, G. B., 2010, *Irish Soldiers in Europe: 17th - 19th Century*, Cork, The Mercier Press Ltd, 352 p.

Conrads, N., 1982, *Ritterakademien der frühen Neuzeit: Bildung als Standesprivileg im 16. und 17. Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 414 p.

Corp, E., 2001, *The King over the Water: Portraits of the Stuarts in Exile after 1689*. Edinburgh, Trustees of the National Galleries of Scotland, 436 p.

Corp, E., 2009, *A Court in Exile: The Stuarts in France, 1689-1718*, Cambridge, Cambridge University Press, 404 p.

Courbet, A., 2007, “Une Machine À Calculer Fabriquée Par Philippe Vayringe”, *Le Pays Lorrain*, 88, 4, pp. 267–69.

Cruickshanks, E., Black, J., 1988, *The Jacobite Challenge*, Edinburgh, John Donald Publishers Ltd, 208 p.

Davillé, L., 1928, “Le Séjour Du Prétendant Jacques-Edouard Stuart À Bar-Le-Duc (1713-1716)” *Le Pays Lorrain*, 20,7, pp. 337–49.

De Baucourt, F., 1910, “Le Chevalier de Saint-Georges (Jacques III Stuart) À Bar-Le-Duc 1713-1716”, *Société Des Lettres de Bar-Le-Duc, Mémoires* 38, pp. 225–46.

De Rogéville, P., 1777, “Dictionnaire Historique Des Ordonnances et Des Tribunaux de La Lorraine et Du Barrois”, Nancy, Veuve Leclerc, 1, 800 p.

De Saussure, C., 1705, “A Foreign View of England in the Reigns of George I and George II : The Letters of Monsieur Cesar de Saussure to His Family; Translated and Edited by Madame Van Muyden,” <https://archive.org/details/foreignviewofengooausuoft>, Accessed June 1, 2017.

Dougins, H., 2000, *Jacobite Spy Wars: Moles, Rogues and Treachery*, Stroud, Sutton Publishing Ltd, 306 p.

Dromantin, P., 2005, *Les réfugiés jacobites dans la France du XVIIIe siècle: l’exode de toute une noblesse “pour cause de religion.”*, Bordeaux, Presses Univ de Bordeaux, 525 p.

Filet, J., 2016, *Jacobitism in an Early-Modern State : The Duchy of Lorraine and the 1715 Rebellion*, Université de Lorraine, unpublished: Master dissertation, 2016.

Genet-Rouffiac, N., 2007, *Le grand exil : Les Jacobites en France, 1688-1715*. Paris, Service historique de la Défense, 702 p.

“Hakluyt Society Publishes Books on Voyages of Discovery, Maritime Exploration, History of Navigation, Navigators’ Journals. Hakluyt Society.”, <http://www.hakluyt.com/>, Accessed June 1, 2017.

Harsany, Z., 1938, *La Cour de Léopold, Duc de Lorraine et de Bar (1698-1729)*. Imprimerie V. Idoux, Nancy-Saint-Nicolas-De-Port, 585 p.

Harsany Z. (ed.), 1938, *Cayer Pour Laisser À Mon Successeur... Mémoire Sur Le Duché de Lorraine Rédigé Vers 1715 Par Le Duc Léopold. Texte Publié et Commenté*, Nancy, Paris, Strasbourg, Edition Berger-Levrault, 98 p.

Haussonville, C., 1997, “Les Grandes Dates de l’histoire de Lorraine : Le Traité de Ryswick, Mai–Octobre 1697”, *Le Pays Lorraine*, 78, 1, pp. 48–54.

Holmes, G. S., 1969, *Britain After the Glorious Revolution: 1689-1714*, London, Palgrave Macmillan, 245 p.

Jennings, Fr B., 1944, “The Irish Franciscans at Boulay.” *Archivium Hibernicum*, 11, 118. doi:10.2307/25485546.

Keysler, J. G., 2016, *Travels Through Germany, Bohemia, Hungary, Switzerland, Italy, and Lorrain, Vol. 2: Giving a True and Just Description of the Present State of Those Countries*. London, Forgotten Books, 514 p.

Lang, A., Shields, A. 2012, *The King Over The Water*, Altenmünster, Jazzybee Verlag, 499 p.

Lionnois, J-J., 1811, *Histoire Des Villes Vieille et Neuve de Nancy, Depuis Leur Fondation Jusqu'en 1788, Tome Second*, Nancy, Haener Père.

Lord, E. 2004, *The Stuart Secret Army: The Hidden History of the English Jacobites*, New York, Longman, 312 p.

McGarry, S., 2013, *Irish Brigades Abroad: From the Wild Geese to the Napoleonic Wars*, Stroud, The History Press, 288 p.

Petiot, A., 2014, *Les Lorrains et les Habsbourg : Dictionnaire biographique illustré des familles lorraines au service de la Maison d'Autriche, Coffret 2 tomes*, Aix en Provence, Mémoire et documents - Mémodoc éditions, 408+302 p.

Pfister, C., 1909-1910, “Description de Lunéville, de Nancy et de La Cour de Lorraine En 1731”, *Bulletin de La Société Philomatique Vosgienne XXXV*, 38 p.

Richard-Maupillier, F., 2014, “The Irish in the Regiments of Duke Leopold of Lorraine.” *Archivium Hibernicum*, no. LXVII, pp. 285–89.

*Royal Archives [RA] Stuart Papers [SP]*, n.d.

Szechi, D., 1994, *The Jacobites, Britain and Europe 1688-1788*. Manchester, Manchester University Press, 172 p.

Szechi, D., 2006, *1715 - The Great Jacobite Rebellion*, New Haven, Yale University Press, 384 p.

“The Grand Tour Project”, <http://grandtour.stanford.edu/>, Accessed June 1, 2017.  
Vallance, E., 2009, *The Glorious Revolution: 1688: Britain's Fight for Liberty*, Reprint, New York, Pegasus, 400 p.

Voltaire, 1750, *Le Siècle de Louis XIV*. Berlin, De Francheville, 478 p.

Voreaux, G., 1998, *Les Peintres lorrains du dix-huitième siècle*, Paris, Messène, 237 p.

## Pour citer cet article

---

### *Référence électronique*

FILET, Jérémy, « Jacobitism on the Grand Tour?  
The Case of the Duchy of Lorraine (1698-1730)

Revue Miroirs (en ligne), Vol. 5 2017, mis en ligne le 30 juin, 2017  
<http://www.revuemiroirs.fr/links/5/article1.pdf>

---

### *Auteur*

Jérémy FILET  
Université de Lorraine  
Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes  
Doctorant à l'IDEA (Interdisciplinarité dans les études anglophones)  
[jeremy-filet@hotmail.fr](mailto:jeremy-filet@hotmail.fr)

---

Droits d'auteur  
© RevueMiroirs.fr

## **The British Movement against the Vietnam War: An Example of Transnational Solidarity?**

**Claire Mansour, Université Toulouse 2 Jean Jaurès**

### **Résumé**

Cet article étudie le mouvement britannique contre la guerre du Vietnam à travers l'analyse de sources primaires provenant de journaux étudiants et alternatifs de 1965 à 1975. Étant donné que le Royaume-Uni ne fut pas directement impliqué dans ce conflit, les jeunes britanniques ne risquaient pas d'être appelés sous les drapeaux contre leur gré, contrairement à leurs alter ego américains. C'est principalement pour cette raison que leur mouvement d'opposition n'a souvent pas été pris au sérieux mais a simplement été considéré comme l'expression d'une mode passagère venue d'outre-Atlantique. Ainsi il s'agira de démontrer que l'opposition à la guerre du Vietnam a pris la forme d'un mouvement cohérent doté de caractéristiques spécifiques héritées du contexte local, avant de proposer une vision plus globale du conflit symbolisant la lutte entre les puissances impérialistes et les peuples opprimés. Enfin, il conviendra d'examiner comment ce processus de cadrage a également permis la transposition à d'autres mouvements dans des contextes parfois très différents.

**Mots-clés :** mouvement social – guerre du Vietnam – manifestations – 1968 – impérialisme – étudiants – Irlande du Nord

### **Abstract**

This article is a study of the British anti-Vietnam War movement through an in-depth analysis of primary sources coming from student and underground newspapers from 1965 to 1975. Since the United Kingdom was only indirectly involved in the conflict, British youths did not face the threat of conscription against their will, contrary to their American counterparts. This is mainly why their opposition movement was not taken seriously and was dismissed as a passing fad which had spilled over from the other side of the Atlantic. Therefore, this paper will try to show that protest against the Vietnam War took the form of a coherent movement endowed with specific characteristics shaped by the local context, before evolving to offer a more global vision of the conflict symbolising the struggle between imperialist powers and oppressed peoples. Finally, this framing process also enabled the transposition to other movements in very different contexts.

**Keywords :** social movement – Vietnam War – demonstrations – 1968 – imperialism – students – Northern Ireland

On 17 March and 27 October 1968, the streets of London were swarmed by respectively approximately 25,000 and 100,000<sup>1</sup> British anti-Vietnam War protesters. But despite these impressive numbers, the movement has been neglected. First, it is very often studied as part of the student movement, which has itself often been dismissed as “echoes from the storm” not measuring up to its American or European equivalents (Marwick, 1998, 632). It has also been claimed that the British version started much later than in other countries mainly because it was an insubstantial, fashion-induced copy of the American movement (Bouchier, 1978; Green, 1998; Sandbrook, 2007; Young, 1977).

It is true that British youths never faced the threat of conscription, and that their country was only indirectly involved in the war.<sup>2</sup> In the light of these facts, how can the massive London demonstrations be explained? Should they be understood as part of a real anti-war movement or just as isolated events? Why did the British activists take to the streets? Was it just for the fun of indulging in collective action or for the sake of rebelling against authority as the clichés often suggest? And more importantly, how did they perceive the conflict in Vietnam and their role as protesters?

In order to answer these questions, it will be necessary to show that the British activists constructed a unique movement which was shaped by the specificities of the British context. Then it will be argued that the issues at stake were reframed to offer a more global vision of the movement as a transnational phenomenon. The final part of this paper will explain how, thanks to the degree of abstraction required by the previous frame transformation to make the movement resonate in different countries, it also enabled its transposition to other issues.

To carry out this study as thoroughly as possible, four different newspapers were studied during a time span of ten years – beginning in 1965 when the United States started sending troops in South Vietnam while bombing the North and ending in 1975 since the fall of Saigon in April is generally considered the end of the war. Because the activists protesting against the Vietnam War in Britain were generally young and mostly students, three student newspapers and one underground magazine were selected to reflect the composition of the movement. First, the *International Times* or IT3 was an alternative cultural magazine with an internationalist focus

<sup>1</sup> These are the numbers generally agreed on by most scholars of the topic (Ali, 2005, 254, 304; Ellis, 1998, 63-64; Green 263, 270; Hoeflerle, 2013, 111, 113; Lent, 2001, 52; Nehring, 2005, 131; Sandbrook, 2007, 533).

<sup>2</sup> Britain supported the American war effort mainly by providing arms and intelligence, sending experts and advisers, training American soldiers to jungle warfare in Malaysia and building air bases in Thailand. The successive British governments resisted American demands to officially commit military troops.

<sup>3</sup> Because of legal restrictions, the newspaper was forced to use the abbreviation as its name (Green, 148).

destined to members of the counter-culture.<sup>4</sup> It was launched in the autumn 1966 and interrupted its publication at the end of 1973, due to legal proceedings. It was one of the most prominent underground publications of the era in Britain and by 1969 boasted of having a readership of up to 150,000 regulars (14 February 1969, 1). It was written and mainly read by members of the London alternative society. The three student newspapers come from three distinct geographical areas. The *Beaver* was the publication of the London School of Economics (LSE) students' union. Although it was politically unaligned, its location at the heart of the capital, its high proportion of overseas students, and its focus on social sciences all contributed to make it more cosmopolitan and radical than other university publications (Hoeflerle, 2013, 57). *Union News* (UN) was published by the Leeds University Union until 1970 when it merged with *Pact*, the Leeds Polytechnic Student newspaper to become *Leeds Student* (LS). The publication was voted newspaper of the years 1970-71 and 1972-3 in a journalistic competition organised by the National Union of Students. As for *The Glasgow University Guardian* (GUG), it was chosen to exemplify a non-English viewpoint. Both provincial newspapers had no particular political orientation and represented more moderate opinions than the two London papers.

### **As British as the Beatles – The Specificities of the British Context A Reaction of Moral Indignation**

As can be seen from a thorough study of the student and underground newspapers of the time, the main underlying emotion propelling their protest against the Vietnam War was one of moral indignation. It was a reactive negative emotion<sup>5</sup> caused by the escalation of the conflict following the Gulf of Tonkin incident which led to an increasing American military presence on the ground and a sustained bombing campaign on North Vietnam launched in February 1965. The protesters' interpretation of the situation was woven into a coherent “moral” frame pitting themselves as the defenders of morality having the duty to protest against the immoral actions of the American and British governments. For instance, student journalists lambasted the United States as “a bigoted and morally bankrupt nation” (*Beaver*, 17 February 1966, 3) or the 1964-70 governments of Harold Wilson for lacking “moral fibre” (UN, 2 February 1968, 2), pointing to its support for the

<sup>4</sup> Here the term is used to refer to the cultural movement of the late 1960s aimed at creating an alternative lifestyle through social and individual liberation and by developing their own parallel institutions. For more information on the British counter-culture see Green, 114.

<sup>5</sup> The American sociologist Jasper studied the central role of emotions in protest movements. He distinguishes between reactive and affective emotions – the former being a temporary response to events or information while the latter is of a more general and ongoing nature. He also asserts that negative emotions caused by an unfair situation tend to have a stronger motivational effect as regard mobilisation. (Jasper, 401, 414)

war effort as “commercial complicity” (IT, 18 October 1968, 2) and even cheekily denouncing the alleged venality of the Foreign Office by calling it the “Whore Office” (IT, 21 April 1967, 2). Wilson had himself scathingly criticised US foreign policy in South East Asia during the 1950s<sup>6</sup>, which explained the disillusionment and the sense of betrayal felt by the activists. As their indignation turned into outrage, their condemnation became more outspoken and virulent, accusing the American government of committing “a crime [...] against humanity and against civilisation” (UN, 21 November 1969, 3) or lamenting over “the hundreds and thousands of charred corpses hastily buried under Vietnamese clay” (GUG, 2 November 1967, 3). Their diagnostic frame<sup>7</sup> was aimed at exposing the human toll of the war too often downplayed by the mainstream media, condemning American intervention and the backing of the undemocratic regime of South Vietnam, along with British nominal and material support. Consequently, they demanded immediate British disassociation from American actions, that Britain fulfilled her obligations as a co-signatory of the Geneva Agreement, an imminent ceasefire and support for United Nations peace proposals or any peaceful settlement negotiated with both Vietnamese sides.

This framing of the situation in moral terms was actually part of what connected the British anti-Vietnam War movement to its local context.

### **Continuity with the British Nuclear Disarmament Movement**

When analysing the British anti-Vietnam War movement, it is necessary to take into account its direct predecessor – the nuclear disarmament movement of the late 1950s and early 1960s which set into motion the sustained protest wave of the following years. At the time, the activists’ main argument to support unilateral disarmament was that the decline of British influence and diplomatic prestige which had accompanied the collapse of the Empire could be compensated by taking on a new role as a moral leader and setting an example to the whole world by giving up nuclear weapons.<sup>8</sup> Hence, British students had their own home-grown source of inspiration and first-hand experience of political protest. By looking at the chronological unfolding of the events on both sides of the Atlantic, it appears that they actually set up a national demonstration against the Vietnam War in February

<sup>6</sup> Wilson had declared during the 1954 Geneva Convention: “we must not join with nor in any way encourage the anti-Communist crusade in Asia” (Vickers, 2008, 45).

<sup>7</sup> According to Benford and Snow, diagnostic framing is one of the core framing tasks which allows the protesters to identify the problem in a given situation and to lay the blame on the group perceived to be responsible. Its corollary is prognostic framing, aimed at proposing a solution to the initial problem (Benford and Snow, 2000, 616).

<sup>8</sup> For more information on the focus of the British nuclear disarmament movement on morality see Burkett, 2010.

1965 – a couple of months before their American counterparts. This protest was called for by the newly created Oxford Vietnam Committee – from which Tariq Ali would later be catapulted onto the national scene – and by the youth wing of the Campaign for Nuclear Disarmament (CND)<sup>9</sup> and Committee 100<sup>10</sup> (C100) which were the two main organisations of the anti-nuclear weapons movement (UN, 26 February 1965, 5).<sup>11</sup> Although in both countries local actions had already taken place, the first national event in the United States would only be organised two months later by the Students for a Democratic Society (SDS). On 17 April 1965, more than 15,000 people gathered in Washington (Faber, 1994, 138). Scholars tend to agree on the fact that the nuclear disarmament movement declined after its peak in 1961-1962 when its emblematic Easter marches could conjure up to 150,000 people (Frey, 2008, 39; Burkett, 2012, 628; Wittner, 1993, 190). Although not focused solely on unilateral nuclear disarmament anymore, it seemed that the Easter marches continued to be organised and to muster a significant number of participants by taking on the Vietnam issue. In April 1965, a crowd of approximately 50,000 congregated on Trafalgar Square for the culminating rally of the CND march, which was more than twice the number present at the Washington rally (UN, 20 April 1965, 3). Hence, the existence of former anti-nuclear weapons organisations like CND and C100 might have fastened the emergence of the British anti-War movement by organising the first protest actions before specific organisations were created. The direct action focus of the C100 also provided the activists with a tactical repertoire that they immediately put into practice to organise local protests as when they used non-violent intervention to prevent the Prime Minister from speaking during the church service opening the 1966 Labour Party conference in Brighton. The article relating the event explicitly states that many of the protestors present that day had C100 backgrounds (Beaver, 20 October 1966, 3).

### **An Internationalist Attitude**

Another characteristic that the British anti-Vietnam War movement seems to have inherited from its ancestor is its focus on internationalism. Because of Britain’s unique place on the international scene – her imperial past, her links with the Commonwealth, her special relationship with America and geographic closeness with Europe – led the activists to look in several directions. Thanks to the economic development and technological improvements of the post-war era, mass media communication and transports had been greatly facilitated. As

<sup>9</sup> The Campaign for Nuclear Disarmament (CND) was a moderate extra-parliamentary organisation launched early in 1958.

<sup>10</sup> The Committee 100 was created by Bertrand Russell who resigned as President of CND in 1960. This group was more radical and committed to the use of direct action tactics.

<sup>11</sup> The four-hour protest rallied approximately 840 people outside the American Embassy in London (UN, 26 February 1965, 5).



a result, cross-national links between activists and organisations increased and tightened. The students were able to invite several foreigners to give lectures in their universities, including American officials like Walt W. Rostow who was one of President Johnson's chief advisers on foreign policy (UN, 3 March 1967, 5), American student leaders like Carl Oglesby – SDS President from 1965 to 1966 (UN, 18 November 1966, 9) or even Vietnamese students (UN, 21 October 1966, 4; Beaver, 12 October 1967, 1). Activists also gradually developed a perception of their movement as an international phenomenon as shown by reports describing protest actions across the world published in both student and underground newspapers such as the column “Student World” in Union News. In the year preceding the first transnational mass demonstration in October 1967, the number of news items describing anti-Vietnam War actions across the world soared. Such pieces ranged from how the Vietnam issue monopolised student debates in Chile (UN, 21 October 1966, 7), through draft resistance in Australia or Puerto Rico (UN, 4 November 1966, 4), to violent student riots in Japan (UN, 13 October 1967, 4). The activists' internationalist focus was also made explicit by the International War Crimes Tribunal organised by veterans of the earlier nuclear disarmament movement. In a statement describing his endeavour, the lead organiser Bertrand Russell<sup>12</sup> declared that “World opinion and world action must halt these vast atrocities, or ‘Eichman’ will come to stand for Everyman. ‘We,’ said Eichman, “only provided the lorries” (IT, 14 November 1966, 4). The analogy with the Nuremberg Trials showed the moral imperative to expose American actions in Vietnam before the eyes of citizens across the globe. Russell himself had been corresponding regularly with the North Vietnamese leader Ho Chi Minh and had also close relationships with members of the National Liberation Front of South Vietnam which facilitated the coordination of anti-war events (Mehta, 2012, 69-72). Protest actions against the Vietnam War had already been synchronised to occur simultaneously in different countries in October 1965 thanks to the links between the Washington-based National Coordinating Committee to End the War in Vietnam and various Old and New Left groups in Europe. In Britain, local Communist branches and student societies helped to organise the first actions (UN, 19 February 1965, 2). In France, the French Communist Party (Parti communiste français) also played a key part in the early phase of the movement (Journoud, 2007, pp. 1103-4). The events which took place two years later were of a different nature. On 21 October 1967, protesters gathered in their capitals in unprecedented numbers. About 50,000 people marched on the Pentagon in Washington while the movement reached its peak in Paris with a crowd of 35,000 (Farber, 1994, 220; Jalabert, 1997, 73). In Britain, the movement was also

<sup>12</sup> Bertrand Russell was a famous British pacifist, Nobel-Prize winner and former President of CND. He used his Peace Foundation established in 1963 to set up the tribunal with the help of his close associate Ralph Schoenman. Two sessions were conducted in Sweden and in Denmark during the course of 1967 convening various internationally acclaimed intellectuals such as Jean Paul Sartre. For more information see Mehta, 2012.

stepping up. On Sunday 22 October, 10,000 activists<sup>13</sup> had answered the call of the Vietnam Solidarity Campaign<sup>14</sup> and marched from Trafalgar Square to the American Embassy, through the Australian and New Zealand Embassies to denounce their involvement in Vietnam. New signs and slogans such as North Vietnamese flags and “Victory for the Vietcong” showed that the mood had changed and that the movement had entered a new stage (Beaver, 26 October 1967, 1, 8).

### **A Global Vision: Transnational Solidarity with “the Oppressed” Towards the Adoption of a Revolutionary Frame**

During this new phase of mass protest, the mobilising frame was altered reflecting a more global vision both of the protest movement itself and of the issues at stake. From the very name of the main organisation to the repeated calls for protest, “solidarity” became the activists' leitmotiv. With IT's typical sarcastic tone, an account of the climatic demonstration of 27 October 1968 mocks the relatively peaceful and acquiescent behaviour of the protesters: “We thronged the streets to show our politico-emotional solidarity with the Vietnamese people but instead used the opportunity to express our solidarity with some of the basic thinking of our spiritually and politically mortgaged elders” (IT, 15 November 1968, 3). This shift in focus was also accompanied by a reframing of the issues in a more Manichean fashion. The Vietnamese, as the inhabitants of a rather small and poor nation, were now perceived as fighting a war of liberation from the oppression of one of the most heavily armed superpower metonymically standing for Western imperialist forces protecting and even expanding their own capitalist interests. Therefore, the new dichotomy pitted the oppressed against their evil oppressors and the capitalist system they wished to withstand. Therefore, the prognostic frame evolved into support for a victory of the National Liberation Front and North Vietnam along with a more general inclination to overthrow capitalism. The demonstrators drew an analogy between the struggle of the Vietnamese against the Americans and their own against the perceived flaws of their societies: “such demonstrations give a unique opportunity for progressive forces to come together and demonstrate not only their solidarity with the Vietnamese but their solidarity with each other, a

<sup>13</sup> The number may seem small compared to previous CND Easter marches, but it actually represented an increase given that the action focused solely on the Vietnam issue. It should also be noted that CND and the old left-wing organisations had refused to support the event and had organised their own alternative demonstration on the previous day. But the turnout was unimpressive due to poor advertising (Beaver, 26 October 1967, 8).

<sup>14</sup> The Vietnam Solidarity Campaign was founded in 1966 by Ralph Schoenman – the director of the Bertrand Russell Peace Foundation – showing yet another degree of filiation between the struggle for nuclear disarmament and the one opposing the Vietnam War. It became the leading organisation of the movement in Britain.

solidarity which is ultimately going to form the basis of the only real challenge to the kind of society we live in" (Beaver, 29 February 1968, 3). In their minds, to solve the situation in Vietnam, it was necessary to change the whole system responsible for creating the problem in the first place.

### **The Allegorical Dimension of the Tet Offensive**

In January 1968, the Tet Offensive became a real turning point in the conflict in Vietnam. Although it was technically a defeat for the North Vietnamese forces who were ultimately beaten back, the operation had a significant impact which extended far beyond the military realm. The Vietcong launched a synchronised series of attacks on more than a hundred cities in South Vietnam, even daring to assault the American Embassy in Saigon. By doing so, they exposed the "credibility gap" between the claims of Johnson's administration that the war was being won and the reality of the situation. For the activists, the David and Goliath symbolic of the conflict had potent implications for their movement. "Vietnam," wrote an enthusiastic LSE student less than a month after the Tet episode, "continues to offer a ray of hope that if the extension of Western capitalism can be defeated in South East Asia, then it can be defeated elsewhere" (Beaver, 29 February 1968, 3). The Tet Offensive had a galvanising effect on the movement which reached its peak in the course of the year with the demonstrations of March and October.

### **The Romantic Ideal of Guerrilla Warfare**

Guerrilla fighters became romantic figures in the eyes of the protesters. Ho Chi Minh, the leader of the North Vietnamese forces, was revered as a hero by young activists, as the numerous slogans such as "Ho-Ho-Ho-Che-Minh [sic]" (Beaver, 7 November 1968, 2) or "Long live Ho Chi Minh" (GUG, 2 November 1967, 3) and the eulogy published in IT after his death could testify (IT, 26, September 1969, 5). Guerrilla fighters were not only praised for their revolutionary character but also for their rejection of the rigid top-down hierarchy characterising regular armies. Guerrilla forces were usually made up of small autonomous units which strongly appealed to the protesters' longing for more horizontal, community-oriented structures – which could then be applied to anything. "On this march," a participant in the 27 October 1968 demonstration admirably declared, "there were no stewards and the march was self-organised. People linked arms and kept their own groups together" (UN, 1 November 1968, 5). By praising this new configuration, he was implicitly rejecting the usual structure of traditional demonstrations with stewards in charge of keeping the procession in order. But guerrilla tactics were also transposed to university functioning, as a Union News report about the Medical Faculty of Hanoi University showed. Not only were its facilities dispersed in the jungle to avoid US bombing, but its power configuration was egalitarian and it operated autonomously. The students had taken "the leading role in running the university", performing

various tasks such as "building the roads, houses, laboratories and equipment, growing their food, doing military training" and teaching "methods of sanitation to the neighbouring villages." Relations between students and faculty were described "as man to man" (UN, 13 December 1968, 3). This ideal of a small, self-reliant and egalitarian collective became a model for community organising and was taken on by other movements. The crafting of a global frame had required a degree of abstraction to construct a binary vision of the world, but by doing so it paved the way for a transposition of the frame to other issues.

### **Bringing the War Home - Transposition of the Frame to Other Issues From External to Internal Issues**

Students in Britain started mobilising around external issues which then made them aware of problems more directly relevant to them. Protesting against the Vietnam War enabled many of them to develop a political consciousness. The Leeds students who revolted against the award of an honorary degree to the Foreign Secretary Michael Stewart did it first in light of their opposition to the government's support for American policy in Vietnam, but also because it made them aware of their exclusion from the decision-making process in their university. Consequently, they demanded that "students should have some expression or representation in the selection of honorary degree candidates" (UN, 24 June 1966, 1). In the aftermath of an anti-Vietnam protest at Sussex University when an American official was splattered with red paint, two students were suspended. This incident called to the students' attention their lack of say over disciplinary procedures. One of the two students sanctioned lamented to Beaver: "I was given no chance to say anything in my defence, but was merely told the sentence. Nor was I allowed to hear the evidence against me, or even witnesses names" (29 February 1968, 12). Similar grievances were expressed by the LSE students after the Director Walter Adams decided to close the School to prevent students from occupying the buildings. The students had planned to organise "sanctuary, medical assistance and political discussion" in preparation of the 27 October 1968 demonstration (Beaver, 24 October 1968). But in the event, the authorities were unable to close the facilities, and during the Saturday night it is estimated that a total of 3,000 took some part in the event. Although Vietnam was the original cause of the action, the perceived "arbitrary" and "authoritarian" character of Adams's decision inflamed the protesters and led to a surge in numbers. Most students did not originally support the proposed action, but the announcement of the closure changed the minds of many, including moderates (Beaver, 7 November 1968, 4-10). Each time, the students felt they were being "oppressed" by the administration. From there on, it was easy to portray the administration as another expression of a faceless, oppressive system.

Hence by changing the students' perception of their own situation, the anti-Vietnam War movement catalysed the movement centring on student issues.

### **Vietnam – a Unifying Issue**

A similar process can be seen at work in the extension of the frame to include the people within the “oppressed” category, as opposed to the system and its representatives. Hence, the workers joined in the anti-war protest under the rallying call of solidarity and started organising their own actions, which were also attended by students for the sake of “solidarity” (UN, 28 February 1969, 3). Both groups set up symbolical joint actions, as the blood donor session which took place at the LSE when members of about twenty different trade unions gave around 81 pints of their blood (Beaver, 3 November 1969, 7). The movement against racial discrimination which had progressively emerged in the early 1960s had also drawn analogies between racism experienced at home and imperialism abroad which were seen as part of a global black struggle. Ideological bridges were then constructed to link their fight with the anti-Vietnam War movement. The example of a combined demonstration of the VSC and British Black Panthers in London which claimed to be a “unified action in solidarity of the Indo-Chinese and Trinidadian peoples” focused on unity by depicting the “oppressed” as “people” and as fighting a war of liberation from their racist oppressors represented by the police and their alleged “brutality and racist behaviour” (IT, 8 May 1970, 2). Other movements emerged at the time, spurred by the anti-Vietnam War protest and transformed the frame to adapt to their own concerns, as for example the Women's Liberation Movement and the Gay Liberation Front whose very names clearly indicate their source of inspiration.

### **From the Vietnamese Jungles to the Streets of Belfast**

This frame was also transferred to another issue, closer to Britain but which still required some alterations to become compatible with the Northern Irish Troubles. The four newspapers studied have all published at least one article comparing more or less explicitly American intervention in Vietnam and the deployment of British troops in Northern Ireland. A number of analogies were drawn between both conflicts: the terrain (the maze-like configuration of the streets of Belfast and of Vietnamese jungle), the low morale of the soldiers, the rising rates of drug abuse and desertion among the troops, the guerrilla tactics used by the NLF and the IRA, the lack of popular support for both American and British forces among the local populations, officials inflating the numbers of Vietcong or IRA members arrested, the involvement of ground troops as a temporary solution which gradually dragged both countries into a quagmire, and most of all the denunciation of American and British imperialism (Beaver, February 1973, 12; GUG, 29 October 1971, 6; IT, 28 June 1973, 6-7; LS 15 October 1971, 4). The first article on the subject in the

four newspapers understudy was published about a month after British soldiers were sent to Northern Ireland in August 1969 to quell the intense sectarian rioting which had followed in the wake of the local Civil Rights movement. Both the timing and the title of the piece (“HANDS OFF VIET ULSTER”) indicate that the anti-imperialist frame was applied to Northern Ireland precisely because the British government had chosen to take military action since it echoed “Hands off Vietnam” – one of the first slogans used by the anti-Vietnam War movement (IT, 26 September 1969, 5; UN, 19 February 1965, 2). But the campaign really stepped up in reaction to the introduction of internment without trial during the summer 1971 and the allegations of torture experienced by the internees at the hands of British soldiers. The leaders of the Northern Irish Civil Rights movement came to give numerous lectures and speeches on the British mainland, as for instance, when Bernadette Devlin and Eamon McCann spoke in front of a packed theatre at the LSE in October 1971. They sought to take advantage of the analogy with the anti-Vietnam War movement to point out the paradoxical discrepancy of protest against both issues: “LSE students had a fine record of concern and action over many distant issues such as Vietnam but that once the situation was closer to home the student movement as such had done little to show evidence of its solidarity with the oppressed people of Northern Ireland” (Beaver, 28 October 1971, 2). Again, the very use of the same terms (“solidarity”, “oppressed people”) belonging to the same anti-imperialist frame, showed that the activists were willing to oversimplify the religious, political and social entanglement of the Northern Irish conflict in order to raise awareness and convince the students to join in the protest. The fact that they resorted to drawing comparisons with such a far-away land to interest the students in what was happening in their own country, could perhaps indicate that Vietnam War had by then become some kind of universal allegory of the struggle of the oppressed against their oppressors.

### **Conclusion**

The British anti-Vietnam War movement never reached the scale and the intensity of its American equivalent, but it does not follow that it should be neglected or dismissed as a pale imitation, reduced to the catchy slogans of rebellious students or lost among the sound and fury of the 1968 demonstrations. Thanks to the preceding nuclear disarmament movement, British protesters were actually early birds. They made use of its pre-existing organisations to build a coherent campaign mobilising around a sentiment of moral injustice at the actions of the American and British governments and focusing on making international connections. They managed to enlist mass support by reframing the issues at stake in a new anti-imperialist frame aimed at arousing solidarity with the oppressed in their fight against their oppressors. The guerrilla fighters of the NLF were acclaimed as heroes after the breakthrough of the Tet Offensive of early 1968 which was interpreted by the protesters as a proof that a popular movement could triumph against the forces

of Western capitalism. Finally, by protesting against external issues, British students started applying the same frame to their own situation and became aware of new issues concerning them more directly such as their lack of representation which catalysed their own separate movement for university reform. Similar processes occurred with the feminist and LGBT movements. Bridges were also created to rally to their cause other groups which were fighting their own struggles such as black people or workers. The Vietnam War became a potent symbol of the struggle between Manichean forces and its mobilising potential was widely used as a unifying issue. So much so that it was even used to propel people in Britain to protest against the involvement of the army in their own country in Northern Ireland.

This very example quickly exposed the limits of such analogies. Although several protests against internment and military presence took place both on the local and national scale, they failed to attract as much support as the mobilisation against the Vietnam War and to materialise into a fully-fledged movement. If for a while, the radical students, left-wing activists and members of the counter-culture could paint the IRA as romantic heroes defending the oppressed Catholic minority, the bombing of mainland Britain in the 1970s soon crackled the painting.

## Bibliography

### Primary Sources:

Beaver. Consulted online at: <http://digital.library.lse.ac.uk/browse#beaver>

International Times. Consulted online at: <http://www.internationaltimes.it/archive/>

Glasgow University Guardian. Consulted online at:

<http://www.gla.ac.uk/services/archives/guardian/>

Union News; Leeds Student. Consulted online at:

<http://digital.library.leeds.ac.uk/view/newspapers/>

### Secondary Sources:

Ali, T., 2005, *Street Fighting Years: an Autobiography of the Sixties*, Verso, London, 403p.

Benford, R. D., Snow D. A., 2000, "Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment", *Annual Review of Sociology*, 26, pp. 611-639.

Bouchier, D., 1978, *Idealism and Revolution: New Ideologies of Liberation in Britain and the United States*, St. Martin's Press, New York, 190 p.

Burkett, J., 2012, 'The Campaign for Nuclear Disarmament and Changing Attitudes towards the Earth in the Nuclear Age', *The British Journal for the History of Science*, 45, 4, pp. 625-39.

Burkett, J., 2010, "Re-Defining British Morality: 'Britishness' and the Campaign for Nuclear Disarmament 1958-68", *Twentieth Century British History*, 21, 2, pp.184-205.

Frey, M., 2008, 'The International Peace Movement', in Klimke, M. and Scharloth J., 1968 in Europe, Palgrave Macmillan, New York, pp. 33-44.

Green, J., 1998, *All Dressed up: The Sixties and the Counter-Culture*, Jonathan Cape, London, 482 p.

Ellis, S., 1998, "A Demonstration of British Good Sense? British Student Protest during the Vietnam War" in De Groot, Gerard, *Student Protest: the Sixties and After*, Longman, London, pp. 54-69.

Farber, D., 1994, *The Age of Great Dreams: America in the 1960s*, Hill and Wang, New York, 296p.

Jallabert, L., 1997, "Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam", *Vingtième Siècle : Revue d'histoire*, 55, July-September, pp. 69-81.

Journoud, P., 2007, *Les relations franco-américaines à l'épreuve du Vietnam entre 1954 et 1975 : De la défiance dans la guerre à la coopération pour la paix* (Unpublished doctoral thesis), Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 1397p.

Lent, A., 2001, *British Social Movements since 1945: Sex, Colour, Peace, and Power*, Plgrave, New York, 252 p.

Hoefflerle, C., 2013, *British Student Activism in the Long Sixties*, Routledge, Taylor & Francis Group, New York, 253 p.

Marwick, A., 1998, *The Sixties: Cultural Revolution in Britain, France, Italy, and the United States*, Oxford University Press, Oxford, 903 p.

Mehta, H. C., 2012, "North Vietnam's Informal Diplomacy with Bertrand Russell: Peace Activism and the International War Crimes Tribunal", *Peace & Change*, 37, 1, pp. 64-94.

Nehring, H., 2005, "National Internationalists: British and West German Protests against Nuclear Weapons, the Politics of Transnational Communications and the Social History of the Cold War, 1957-1964", *Contemporary European History*, 14, 4, pp. 559-582.

Roggeband, C., 2007, "Translators and Transformers: International Inspiration and Exchange in Social Movements," *Social Movement Studies*, 6, 3, pp. 245-59.

Sandbrook, D., 2007, *White Heat: a History of Britain in the Swinging Sixties*, Abacus, London, 954 p.

Vickers, R., 2008, "Harold Wilson, the British Labour Party, and the War in Vietnam", *Journal of Cold War Studies*, 10, 2, pp. 41-70.

Wittner, L. S., 1993, *The Struggle Against the Bomb*, Stanford University Press, Stanford, 704 p.

Young, N., 1977, *An Infantile Disorder: the Crisis and Decline of the New Left*, Routledge and Kegan Paul, London, 490 p.

## Pour citer cet article

---

### *Référence électronique*

MANSOUR, Claire, « The British Movement against the Vietnam War: An example of Transnational Solidarity? », *Revue Miroirs (en ligne)*, 5 Vol.I |2017, mis en ligne le 30 juin, 2017,  
<http://www.revuemiroirs.fr/links/5/article2.pdf>

---

### *Auteur*

Claire MANSOUR  
Université Toulouse 2 Jean Jaurès  
Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes  
Doctorante au CAS (Cultures Anglo-Saxonnes)  
[claire.mansour@univ-tlse2.fr](mailto:claire.mansour@univ-tlse2.fr)

---

### **Droits d'auteur**

© RevueMiroirs.fr

## La société civile chypriote grecque à Londres : Un militantisme en bout de course ?

Solveig Marois, Université Sorbonne-Nouvelle Paris III

### Résumé

Le but de cet article est de s'interroger sur la pérennité du militantisme chypriote grec à Londres. Après plus de quarante ans de conflit, les réfugiés et leurs descendants se trouvent face à un questionnement : quelle(s) suite(s) donner à leur implication ? Alors que la résolution du conflit semble se profiler, les associations créées par les réfugiés dès les années 1980 doivent réfléchir à leur futur. La résolution du conflit pose la question du devenir de ces associations et des partenariats mis en place avec Chypre et la société civile londonienne, tandis que la prolongation du conflit soulève la question de l'implication des jeunes Chypriotes de la deuxième et de la troisième génération à Londres pour poursuivre le combat mené jusque-là par leurs aînés. À travers des entretiens réalisés avec des responsables de la société civile chypriote, il apparaît que cette communauté est disposée à s'adapter, quelle que soit l'issue des négociations, et que le militantisme chypriote grec à Londres est prêt à se diversifier afin de rester une part intégrante de la vie locale pendant encore de longues années.

**Mots-clefs :** *chypriote, transnationalisme, société civile, activisme, deuxième génération*

### Summary

This article reflects on the sustainability of Greek Cypriot activism in London. After more than forty years of conflict, the refugees and their descendants are now facing the issue of the future of their commitment. As the resolution of the conflict no longer seems out of reach, the associations created by the refugees in the 1980s must look ahead. The settlement of the dispute would inevitably raise the question of the associations' partnerships both in Cyprus and London, while a prolongation of the conflict would entail a renewed activism of the next generations of Cypriots. Interviews with leaders of the Greek Cypriot civil society show that the Greek Cypriot community is ready to adapt, whatever the outcome of the recent talks, and is willing to remain part and parcel of the society that welcomed them.

**Keywords :** *Cypriot, transnationalism, civil society, activism, second generation*

### Introduction

« 2016 est l'année de l'espoir et de l'opportunité pour Chypre » a déclaré à plusieurs reprises Espen Barth Eide, le conseiller du Secrétaire Général des Nations Unies délégué à la question chypriote lors de la seconde rencontre de la Fondation philanthropique Stelios le 24 mars 2016<sup>1</sup>. 2016 marque pourtant le quarante-deuxième anniversaire de l'invasion d'un tiers de l'île par la Turquie. Depuis le 20 juillet 1974, la ligne verte - ou ligne Attila - sépare la république de Chypre et le Nord de l'île<sup>2</sup>, et malgré les tentatives de réconciliation, la situation a peu changé. Le dialogue entre les deux actuels présidents des deux parties de l'île, Nicos Anastasiades (République de Chypre) et Mustafa Akinçi (partie Nord) n'est pourtant pas fermé, et les récentes rencontres menées avec l'aide des Nations Unies, laissaient présager une issue favorable. Cependant les dernières négociations à Crans-Montana (Suisse) en juin 2017, ont échoué, laissant en suspens le processus de réconciliation<sup>3</sup>. Cette annonce a déçu de nombreux Chypriotes grecs et turcs à l'étranger.

Avec plus de 300 000 membres présents en Grande-Bretagne – dont environ 2/3 de Chypriotes grecs – la population chypriote est loin d'être la plus nombreuse, mais elle fait sans aucun doute partie des communautés les plus actives. Plus d'une centaine d'associations, rien qu'à Londres, se battent depuis plus de quarante ans pour la résolution du conflit qui déchire leur île d'origine. Ce militantisme touche plusieurs domaines et se construit en lien étroit non seulement avec la population chypriote de l'île mais aussi avec les Chypriotes présents dans d'autres pays. C'est ce militantisme transnational qui est mis en question aujourd'hui. En effet, si la communauté chypriote grecque est une communauté particulièrement active, comme le montrera la description de ses actions, ce militantisme repose sur un seul sujet : l'occupation du Nord de l'île par les troupes turques. Or, il ne va pas de soi que ces préoccupations soient partagées par les Chypriotes grecs de la deuxième et de la troisième génération. En effet, certains chercheurs suggèrent que les liens entretenus par les migrants avec leur pays d'origine ne sont pas systématiquement transmis, et s'amenuisent parmi les membres des deuxième et troisième générations<sup>4</sup>. Cette affirmation est confirmée par l'ancien président de la Fédération Nationale des Chypriotes de Grande-Bretagne, principal organisme chypriote en Grande-Bretagne, qui regroupe des associations au niveau national. Peter Droussiotis explique que l'obstacle le plus important dans son combat est le temps qui passe : les souvenirs s'estompent et il n'est pas facile de susciter l'intérêt des jeunes Chypriotes pour le combat de leurs parents car la plupart d'entre eux

1 <<https://unficyp.unmissions.org/sasg-eide-speaks-hope-opportunity-cyprus>>, consulté le 19 mars 2018

2 Le 15 novembre 1985, Rauf Denktash, président chypriote turc, déclare la création de la République Turque de Chypre Nord ou RTCN. Cette entité n'est reconnue que par la Turquie et est fermement condamnée par la communauté internationale.

3 <<https://www.reuters.com/article/us-cyprus-conflict/cyprus-reunification-talks-collapse-u-n-chief-very-sorry-idUSKBN19S02I>> consulté le 2 avril 2018

4 Waldinger, R. et Soehl, T., 2012. p.780

a toujours vécu à Londres. D'autre part, la Turquie espère que le statu quo rendra la réunification de l'île impossible. Le plan Annan conçu en 2004 par les Nations Unies en vue de l'entrée de Chypre dans l'Union Européenne avait déjà démontré les limites d'une réunification après 30 années et le décalage entre les revendications chypriotes et la situation sur le terrain. La communauté chypriote grecque de Londres s'était particulièrement mobilisée contre le plan, qui ne prévoyait pas un retour complet des réfugiés dans leurs maisons, par exemple, et il fut rejeté par les Chypriotes grecs à Chypre (mais accepté par les Chypriotes turcs)<sup>5</sup>. Déjà en 2004, il semblait difficile d'expulser les colons turcs venus d'Anatolie des maisons qu'ils occupaient depuis des décennies. La mobilisation de la communauté chypriote grecque à Londres et l'influence qu'elle joue dans le processus de réconciliation est une force sociale non négligeable. Mais quel est son avenir, dans une situation où peu de personnes ont connu l'île autrement que divisée ?

### Le militantisme chypriote grec à Londres

Le militantisme chypriote grec se caractérise par des actions en lien avec le pays d'origine afin de parvenir à la réunification de l'île. En raison de la relative proximité géographique et les liens historiques qui unissent Chypre et la Grande-Bretagne, la communauté chypriote grecque est en mesure d'effectuer des allers-retours entre les deux pays plus fréquemment que les autres membres de la diaspora installés en Australie ou aux États-Unis par exemple. C'est pendant ces échanges que des partenariats sont mis en place et que les liens entre le Royaume-Uni et Chypre se développent. Cette double implication des Chypriotes grecs, à la fois au Royaume-Uni et à Chypre, est le témoin de liens transnationaux. Le transnationalisme a tout d'abord été défini au début des années 1990 comme une double implication du migrant, à la fois dans la société dans laquelle il vit et dans celle dont il est originaire, notamment dans le but de pouvoir prospérer<sup>6</sup>. Bien que la définition ait été précisée au fil des années, la notion de double implication reste toujours le point central. Cette définition décrit exactement l'attitude des Chypriotes grecs, qui, bien qu'impliqués à Londres, conservent des liens variés avec leur pays d'origine. Parallèlement, Peggy Levitt et Nadya Jaworsky ont identifié cinq domaines dans lesquels des attitudes transnationales peuvent se développer : l'économie, la culture, la religion, l'entraide sociale et la politique<sup>7</sup>. Le militantisme chypriote repose presque exclusivement sur ces liens transnationaux qui relient les deux pays et créent une relation particulière. Les liens transnationaux chypriotes grecs sont principalement politiques. The National Federation of Cypriots in the UK, principale fédération d'associations, qui rassemble à la fois des associations chypriotes grecques et turques, est l'une des

5 Le plan Annan, un texte complexe de 182 pages, prévoyait deux États indépendants d'égal statut avec un gouvernement fédéral. Seule la moitié des réfugiés pouvait rentrer et le plan ne prévoyait pas une démilitarisation complète. Le plan a été rejeté à 76% par les Chypriotes grecs et accepté à 65% par les Chypriotes turcs, avec, respectivement, un taux de participation de 88% et 87%.

6 Glick Schiller, et al. 1992. p. 1.

7 Levitt, P et Jaworsky, N. 2007. p. 134.

structures les plus actives. Elle semble donner le ton et est considérée aujourd'hui comme l'organisme représentatif et la voix reconnue de la communauté chypriote<sup>8</sup>. Son but est à la fois de faire connaître la situation chypriote au public, et de faire pression sur les élus parlementaires ou les autorités locales des *boroughs* où se trouvent les associations, afin que celles-ci s'impliquent dans la résolution du conflit. Le Royaume-Uni dispose d'une influence et d'un poids diplomatique bien plus important que Chypre, en particulier au niveau européen<sup>9</sup>. Or depuis l'entrée de Chypre dans l'Union Européenne le 1er mai 2004, le conflit qui divise l'île relève des autorités européennes et non plus de l'ONU. Impliquer le Royaume-Uni est, d'après les responsables de la société civile, le meilleur moyen de voir la question chypriote sur l'agenda européen<sup>10</sup>. La Fédération organise régulièrement des manifestations devant l'ambassade de Turquie à Londres dans le quartier de Belgravia, et son ancien directeur, Peter Droussiotis, s'adressait dès qu'il le pouvait à des commissions parlementaires afin de sensibiliser les élus à la question chypriote. Des manifestations devant l'ambassade turque ont lieu chaque 15 novembre, pour commémorer le 15 novembre 1983, date de la déclaration d'indépendance de la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Lors des manifestations, toutes les associations (politiques, culturelles, ou d'entraide sociale) sont représentées. À travers ces événements, ainsi que par le biais des discussions ou débats à Westminster, les Chypriotes de Londres cherchent à impliquer les parlementaires. La Fédération est soutenue dans ses actions par les partis politiques chypriotes présents en Grande-Bretagne. AKEL, acronyme grec de Parti Progressiste des Travailleurs<sup>11</sup>, organise des rencontres entre les élus chypriotes qui visitent Londres et des membres du Parlement britannique, à des fins de lobbying. Bambos Charalambous, secrétaire général du parti AKEL en Grande-Bretagne, organise également des rencontres électorales pour soutenir les candidats travaillistes. Les différentes actions d'AKEL sont documentées à travers un journal hebdomadaire disponible en anglais et en grec sur Internet : Parikiaki<sup>12</sup>. Bien que ces partis n'aient aucune influence politique à Londres, ils constituent néanmoins un soutien précieux pour les partis politiques britanniques et utilisent cette relation comme levier et moyen de pression. Le secrétaire général de la branche britannique d'AKEL, Bambos Charalambous, expliquait à la présente auteure lors d'un entretien que le parti AKEL s'allie avec les partis britanniques non seulement pour mieux servir la population chypriote londonienne, mais également pour se rapprocher des arcanes du pouvoir britannique, et faire connaître leurs revendications. AKEL n'est pas le seul parti chypriote à avoir une branche établie à Londres. Des six partis politiques chypriotes, quatre sont alliés à un parti britannique. Cet appui des partis

8 <http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmfaif/1567/1567we28.htm>

La Fédération est également un organisme connu de tous.

9 Drevet, J-F., 2010. p.776.

10 Le vote sur le Brexit revêtait donc un intérêt tout particulier pour la communauté.

11 Anorthotikó Kómma Ergazómenou Laou

12 [www.pariakiaki.com](http://www.pariakiaki.com)

politiques chypriotes se manifeste notamment par le soutien des programmes et leur promotion auprès de la population chypriote qui est très attentive à ce que les partis recommandent. Lors des élections législatives de mai 2015, les Chypriotes étaient encouragés par la NFCUK (National Federation of Cypriots in the UK) à voter pour des partis qui s'intéressaient au conflit qui divise leur île<sup>13</sup>.

L'aspect politique du militantisme chypriote grec se retrouve également dans le discours moins direct, mais tout aussi militant, d'autres associations telle que les associations des villages d'origine (Hometown Associations ou HTAs). Contrairement aux associations précédemment citées qui s'intéressent uniquement aux faits, les HTAs incluent un élément personnel qui montre la réalité de l'exil, au-delà de la description factuelle faite par les responsables politiques. Ces associations participent aux actions menées par les associations plus développées, mais organisent peu de projets. Elles représentent principalement des villages situés dans la partie nord de l'île, comme Aradippou, Chirokitia ou Patriki. Ces associations sont peu actives d'un point de vue politique. Elles se concentrent davantage sur la création d'une communauté unie par des souvenirs, et sur la présentation d'un village et de ses habitants. Les associations chypriotes grecques se soutiennent et il n'est pas rare de voir sur un site internet une annonce pour une action menée par d'autres associations, plus impliquées dans la lutte. Leur but est à la fois de venir en aide aux personnes originaires de ces villages et présentes en Grande-Bretagne, et d'aider leur village par le biais de levées de fonds ou de manifestations. Les réseaux sociaux ont changé la façon dont les informations circulent et il est plus facile de rassembler les membres de la communauté. Le militantisme est tout aussi visible à travers les sites internet que dans les actions sur le terrain. Beaucoup de ces sites internet ont été créés entre 2003 et 2004, au moment de l'entrée de l'île dans l'Union Européenne. Ils reprennent les mêmes arguments, dénonçant la barbarie de l'invasion turque en 1974. Il n'est pas rare de voir des barbelés et des photos avant/après de la région. Ces sites montrent deux choses : la beauté de l'île et de leur ville ou village avant l'invasion et les effets de l'invasion sur le paysage et sur les habitants. Les Chypriotes grecs sont particulièrement fiers de leur héritage byzantin et de la culture chypriote. Ces éléments se retrouvent dans le vocabulaire utilisé : il reflète les émotions vécues par les personnes qui ont été expulsées. On s'éloigne des faits : il s'agit ici de ressenti et de rhétorique. Il n'en demeure pas moins que ces récits permettent de donner une image plus claire du traumatisme vécu par les Chypriotes grecs en 1974. Les autorités turques et les colons sont des « oppresseurs », les troupes turques sont « des hordes » de « barbares » et des « terroristes », qui ont commis « des crimes atroces ». L'invasion est qualifiée de « vandalisme », « brutal » et « sauvage » sur des habitants « fiers et travailleurs », qui ont opposé une « défense héroïque »

<sup>13</sup> <<https://cypriotfederation.org.uk/news/this-thursday-vote-for-supporters-of-cyprus/>> Consulté 2 avril 2018

et qui sont les propriétaires « légitimes et légaux »<sup>14</sup> de l'île et des maisons, une manifestation de « terrorisme d'état »<sup>15</sup>. C'est une « terrible injustice » qui sépare « les hommes de leur mémoire ». Les Chypriotes grecs « pleurent » leur île et expriment leur « colère ». Cette invasion étant en « violation des lois internationales », ils « attendent la justice » et promettent qu'ils « retourneront » sur la terre « qui leur a donné naissance » et où se trouvent « leurs ancêtres » et leur « héritage ». Certains sites s'intéressent également aux changements de paysage, montrant des photos du village, du « paysage magique » avant l'invasion. La ligne Attila est qualifiée de « ligne de la honte », tout comme les points de vue qui montrent aujourd'hui des barbelés, un élément que l'on retrouve sur la page Internet. La notion de retour est idéalisée pour ces Chypriotes « réfugiés dans leur propre pays », condamnés à voir d'autres « vivre dans [leur] maison ». Ils attendent le « saint jour du retour »<sup>16</sup> où ils retrouveront « la joie et le bonheur » et ne seront plus dans un « pays étranger », sans pouvoir être « enterrés » avec leurs familles. Des tableaux montrant l'évolution démographique au fil des années s'arrêtent en 1974 avec la mention « Tous réfugiés ». La majorité des sites est rédigée en anglais et ceux qui sont en grec proposent une traduction<sup>17</sup>, peut-être pour les jeunes Chypriotes qui ne connaîtraient pas le grec mais surtout pour toucher un public plus large et faire part du traumatisme.

Associés aux actions menées par la Fédération ou les partis politiques, ces témoignages personnels constituent un argument de poids dans la lutte pour la résolution du conflit. Ce militantisme politique est souvent associé à des éléments juridiques, ce qui montre que les Chypriotes grecs ne se satisfont pas du statu quo. Les responsables de la communication dans les associations comme Lobby for Cyprus par exemple, insistent sur les termes employés dans les affiches publicitaires ou lors de reportages<sup>18</sup>. La RTCN n'étant pas reconnue, le terme ne peut pas être utilisé. D'après les responsables, l'association a ainsi gagné de nombreux procès afin de changer la dénomination utilisée. La partie nord de l'île est une zone occupée et devrait être qualifiée comme telle. Il s'agit aussi de ne pas lâcher du terrain. Les Turcs comptent en effet sur le fait qu'avec le temps, la situation deviendra la norme. Mais l'association reste vigilante. C'est notamment grâce à elle qu'un précédent a pu être créé concernant les propriétés des Chypriotes grecs, en aidant Meletis Apostolides à remporter son procès contre les Oram, un couple de Britanniques qui avait acheté une propriété dans le Nord de l'île. M. Apostolides avait non

<sup>14</sup> <<https://famagustaassociation.wordpress.com/a-very-warm-welcome-to-our-website/history/>> consulté le 2 avril 2018

<sup>15</sup> <[http://kypros.org/Occupied\\_Cyprus/achna/](http://kypros.org/Occupied_Cyprus/achna/)> consulté le 2 avril 2018

<sup>16</sup> <[http://kypros.org/Occupied\\_Cyprus/amvrosios/](http://kypros.org/Occupied_Cyprus/amvrosios/)> consulté le 2 avril 2018

<sup>17</sup> <[http://www.kypros.org/Occupied\\_Cyprus/](http://www.kypros.org/Occupied_Cyprus/)> consulté le 2 avril 2018. Tous les sites sont en réalité issus de ce site qui regroupe tous les villages occupés.

<sup>18</sup> <<http://knews.kathimerini.com.cy/en/news/rt-faux-pas-caught-by-lobby-for-cyprus>> consulté le 2 avril 2018 La chaîne RT a utilisé un mauvais drapeau pour représenter Chypre et a été obligée de présenter ses excuses.



seulement contesté l'acquisition mais dénoncé les travaux qui avaient été faits dans sa maison. Celle-ci lui appartenait, mais il en avait été expulsé en 1974. L'affaire fut portée jusque devant la Cour de justice de l'Union Européenne en 2009, après deux années d'appels et de recours dans les tribunaux de Londres et Nicosie. La cour statua en faveur de M. Apostolidis et décida que les époux Oram devaient rendre la propriété à Meletis Apostolidis<sup>19</sup>. Ce jugement fut considéré comme une victoire importante pour les avocats de Lobby for Cyprus, qui s'appuient sur ce précédent pour défendre des cas similaires<sup>20</sup>.

Si le militantisme politique est la caractéristique des Chypriotes grecs à Londres, les responsables s'impliquent également dans d'autres types d'associations que l'on retrouve parmi d'autres populations présentes à Londres, comme les écoles de langues ou les sociétés culturelles. Ces associations se sont développées graduellement, lorsqu'un retour dans le pays s'est avéré plus compliqué que prévu. Elles permettent de perpétuer la culture et la mémoire auprès des générations suivantes. Un des arguments pour inciter les parents et leurs enfants à s'inscrire dans les écoles de grec est le fait que la langue les relie à la culture de leur pays<sup>21</sup>. Historiquement, les écoles de langue étaient dirigées par l'Église orthodoxe, qui a toujours joué un rôle prépondérant dans la vie des Chypriotes, comme cela se vérifie encore à Londres. Tenant un rôle à la fois administratif, social, culturel et politique dans l'histoire de l'île, l'Église orthodoxe se cantonne aujourd'hui à un rôle culturel, bien que sa conscience politique soit toujours présente. Elle est le point d'ancrage des Chypriotes grecs lorsqu'ils arrivent à Londres et de nombreuses associations d'aide étaient affiliées aux paroisses orthodoxes dans les années 1950. C'est donc tout naturellement que l'Église s'est chargée des cours de grec, faisant venir des professeurs et des manuels depuis la Grèce ou Chypre, afin que les enfants ne perdent pas contact avec la culture chypriote une fois intégrés dans les écoles londoniennes. Aujourd'hui, les écoles servent également aux Chypriotes de la deuxième génération qui souhaitent renouer avec leur culture. Les responsables espèrent que le lien culturel créé à travers les cours de langue permettra aux jeunes Chypriotes de se mobiliser. L'Église est également particulièrement investie dans des associations culturelles qui cherchent à protéger le patrimoine de l'île. Régulièrement, l'armée turque publie des photos d'églises orthodoxes transformées en mosquées ou intégrées à des exploitations agricoles dans le Nord de l'île<sup>22</sup>. D'autres photos circulent, montrant des soldats tirant sur des œuvres d'art dans

19 [http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d0f130d53012212768e94f38b7fa0b2e03f0fcc\\_e34Kaxil\\_c3eQe40L\\_axqMbN4Oc34Le0?text=&docid=74011&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=539393](http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7d0f130d53012212768e94f38b7fa0b2e03f0fcc_e34Kaxil_c3eQe40L_axqMbN4Oc34Le0?text=&docid=74011&pageIndex=0&doclang=fr&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=539393) > consulté le 2 avril 2018

20 Entretien avec Théodora Christou, vice-présidente de l'association *Lobby For Cyprus*, 31 mars 2015.

21 <<http://www.manorhill.org/aims-objectives.html>>

<<https://www.finchleygreeksschool.co.uk/about>>

Consultés le 2 avril 2018

22 <<http://www.mcw.gov.cy/mcw/DA/DA.nsf/All/5C63072411078AB9C22572750055D67D>> consulté le 2 avril 2018

les églises ou des familles turques déjeunant sur des pierres tombales transformées en tables<sup>23</sup>. Au-delà, de l'impact émotionnel que ces photos provoquent, elles montrent la destruction d'un patrimoine historique et culturel. Les associations sont soutenues dans leurs actions par l'UNESCO et la Commission américaine sur la liberté religieuse internationale (USCIRF)<sup>24</sup>.

Enfin, un des derniers pans du militantisme chypriote grec est soutenu par les associations étudiantes. Certaines existent depuis de nombreuses années dans les universités et sont principalement composées d'étudiants chypriotes venus faire un cycle d'études au Royaume-Uni. Ces derniers sont généralement très dynamiques. Ils amènent avec eux un souffle nouveau, grâce à leur enthousiasme et à de nouvelles idées, mais également grâce à un nouveau regard extérieur. Certains sont des étudiants déjà actifs à Chypre dans le domaine politique et la résolution du conflit chypriote ou des jeunes gens jusque-là peu concernés par le conflit qui cherchent, une fois à Londres, à se rapprocher d'associations chypriotes pour des raisons culturelles. De retour à Chypre, ils s'engagent et militent à leur tour. Dans les deux cas, les liens créés sont conservés et développés par des partenariats. Ainsi, l'association chypriote d'Hackney qui participe à l'opération « Cycle Across Barriers », s'appuie sur les étudiants un temps actifs dans l'association puis repartis à Chypre pour mettre en place des actions tout au long du parcours<sup>25</sup>. Le Haut-Commissariat de la République de Chypre à Londres estime qu'il y a environ 12 000 étudiants chypriotes dans les universités britanniques<sup>26</sup>. Les étudiants sont de loin ceux qui utilisent le plus les réseaux sociaux, pour pouvoir atteindre plus de personnes. Ils sont présents lors des manifestations et n'hésitent pas à partager ou échanger sur le sujet, et à créer des sociétés dans les universités où ils étudient afin de toucher le plus de monde possible.

Si ces associations constituent depuis longtemps le paysage associatif de la population chypriote grecque à Londres, le but de certaines associations a évolué pour se concentrer sur la société d'accueil et la vie des Chypriotes grecs à Londres, semblant faire passer le conflit à l'arrière-plan. L'intégration progressive des jeunes Chypriotes dans la société d'accueil de leurs parents révèle les contradictions et les limites de ce militantisme.

### Les limites du militantisme chypriote grec

Toutes les associations ne sont pas unanimes concernant la solution à adopter pour Chypre ou les relations que la société civile devrait entretenir avec les autorités

23 Chotzakoglou, C., 2008.

24 <<http://www.uscifr.gov/news-room/press-releases/cyprus-uscifr-concerned-over-demolition-200-year-old-church-in-northern>> consulté le 2 avril 2018

25 Entretien avec Andreas Michaelides. 22 octobre 2015.

26 Site internet du Haut-commissariat de Chypre à Londres :

[http://www.mfa.gov.cy/mfa/highcom/london.nsf/index\\_en/index\\_en?OpenDocument](http://www.mfa.gov.cy/mfa/highcom/london.nsf/index_en/index_en?OpenDocument)

britanniques et chypriotes. Cela pose la question de la voix ou de la position officielle de la communauté. Pour que le militantisme soit efficace et puisse avoir un impact, il faut que la communauté puisse parler d'une seule voix afin d'avoir un poids plus important. Toutefois, certaines associations souhaitent agir politiquement sans pour autant s'allier à qui que ce soit. C'est notamment le cas de l'association « Lobby for Cyprus ». De peur de se voir contrainte à des concessions une fois le conflit réglé, l'association ne souhaite pas être en relation avec des partis politiques, chypriotes ou britanniques, mais conduit tout de même des actions de lobbying politique auprès des autorités européennes dans le but de réaliser ce que ses responsables appellent les 3R<sup>27</sup> :

- Le Retrait des troupes turques
- Le Rapatriement des colons d'Anatolie
- Le Retour des Chypriotes grecs dans leurs propriétés

Ce programme constituait les principales revendications des Chypriotes grecs en 1974. Au vu de la situation, il semblerait qu'aujourd'hui la société civile chypriote, grecque et turque, souhaite plutôt la création d'un état bizonal et bicommunautaire, avec un fort gouvernement fédéral. Il y aurait une seule identité chypriote, une seule citoyenneté, mais deux régions distinctes. Après quarante-deux années, il apparaît difficile de demander aux colons de partir, et peu de Chypriotes grecs retourneraient vivre définitivement sur l'île. Cette différence de point de vue laisse apparaître un premier défi du militantisme chypriote grec : l'harmonisation des voix et l'adaptation à une situation qui change avec les années. Le traumatisme de l'exil vécu en 1974 est à la fois personnel et national. Les personnes en charge des associations ont toutes dans leur famille un membre qui a vécu l'exil ou qui a perdu sa maison et il est difficile de s'accorder et d'œuvrer pour une solution réaliste. S'il est clair que la situation ne peut rester en l'état, aucun consensus n'a été trouvé pour la marche à suivre. Les opinions de certains responsables diffèrent par exemple sur le rôle que la Grèce doit jouer dans ce processus. Les origines du conflit proviennent, entre autres, de l'influence que la Grèce et la Turquie voulaient exercer sur Chypre. La résolution du conflit repose sur la souveraineté et l'indépendance de Chypre envers ces deux pays. Lorsque les associations se joignent à des célébrations exclusivement grecques, certains pensent que c'est l'envoi d'un mauvais message non seulement en direction des Chypriotes turcs, dont le soutien est indispensable pour une réunification de l'île, mais également des autorités britanniques, que la société civile souhaite mobiliser.

27 <<http://www.lobbyforcyprus.org/removal.aspx>> consulté le 2 avril 2018

Malgré un désir affiché de communiquer sur la situation de manière plus large et plus abordable, certains séminaires et certaines rencontres organisés par la société civile chypriote ne sont pas accessibles à des sympathisants extérieurs car les langues parlées sont exclusivement le grec ou le turc et aucune traduction n'est disponible. Le 25 mars a, par exemple, été présenté comme le Cyprus National Day sur le site de la Fédération Nationale des Chypriotes, mais aucune information à propos de la journée n'était disponible. Après consultation auprès du président, seuls deux séminaires furent organisés. Il s'avéra également qu'il s'agissait en fait du jour de la fête nationale grecque. Les deux séminaires organisés portaient sur la révolution grecque contre le pouvoir ottoman et la lutte anticoloniale des Chypriotes à partir de 1955, des sujets peu susceptibles d'intéresser les Londoniens. Certains sites internet présentent également une partie seulement de leur contenu en anglais, le reste étant rédigé en grec, sans possibilité d'accéder à une traduction en anglais ou en turc. Il semblerait que les responsables de la société civile choisissent quels événements culturels partager avec le reste de la société d'accueil, dans le but de conserver l'image publique qu'ils se sont créés à travers le discours public des responsables. Cette situation est cependant en train de changer. Pour l'année 2018, la célébration du 25 mars a été associée à celle du 1er avril 1955, date à laquelle le mouvement de résistance chypriote EOKA avait lancé une offensive contre le pouvoir colonial britannique<sup>28</sup>. Le nouveau président semble vouloir conserver la Grèce comme alliée tout en affirmant son indépendance.

La communication paraît aussi être difficile entre les Chypriotes grecs eux-mêmes. Le désaccord concernant la solution à adopter pour l'île démontre que la vision de la réunification n'est pas similaire pour tous les responsables de la société civile chypriote grecque. Les divergences de points de vue concernant la résolution du conflit ne sont qu'un exemple des dissensions. Malgré un discours célébrant les valeurs de solidarité et d'acceptation, les associations chypriotes grecques organisent peu d'actions en faveur des chypriotes turcs et vice versa. La solidarité de façade qui est affichée dans les discours n'est pas retranscrite dans l'attitude effective des responsables de la société civile. Les responsables chypriotes grecs dominent le discours public concernant la situation de l'île et la vision chypriote turque n'apparaît jamais. Si au cours d'entretiens, certains responsables reconnaissent volontiers la part de responsabilité des Chypriotes grecs dans l'origine du conflit, elle est peu mentionnée en public. C'est cette vision unilatérale du conflit qui bloque également le processus de réconciliation, comme le laissait sous-entendre le conseiller du Secrétaire général pour la question chypriote aux Nations Unies. La majorité des associations est arrivée à la conclusion que la meilleure solution pour les deux communautés serait un état bizonal et bicommunautaire avec un fort gouvernement fédéral. Toutefois les différences économiques entre les deux zones pourraient mener à des conflits. La place de la Turquie n'est également jamais

28 <<https://cyriotfederation.org.uk/news/community-celebrates-national-days/>> consulté le 2 avril 2018

discutée, alors que les Chypriotes turcs ressentent un fort attachement pour le pays. Les relations avec la société d'accueil ne sont pas davantage couronnées de succès. Les manifestations ont peu d'impact auprès de la population. Le quartier de Belgravia étant le quartier où se trouvent la plupart des ambassades, les manifestations gagnent peu de soutien populaire. De plus, aucune télévision nationale ou locale londonienne ne couvre les événements. Une des personnes présentes à la manifestation du 15 novembre 2016 expliquait que sans l'action du Royaume-Uni, il n'y aurait pas de résolution possible, mais que malgré les actions et les discours, il n'y avait aucune réaction. Aucun parlementaire britannique n'est présent aux manifestations ou n'exprime le moindre soutien public. L'affaire Oram contre Apostolides (2007-2009) n'a pas non plus vraiment bénéficié aux Chypriotes dans leur quête de soutiens britanniques. L'affaire a eu un impact médiatique important, car l'avocate du couple Oram était Cherie Blair, épouse du Premier ministre de l'époque<sup>29</sup>. Mais cela démontrait bien où se trouvait l'intérêt des Britanniques : c'est précisément ce qui a inquiété les responsables de la société civile à ce moment-là, et les inquiète encore aujourd'hui. Le Royaume-Uni, que ce soit en la personne d'un parlementaire ou à travers une prise de position officielle, ne semble pas concerné par la cause chypriote. Si des députés ou des membres de la Chambre des Lords prêtent une oreille attentive aux interventions, ce n'est suivi d'aucune action.

Le temps qui passe joue en défaveur du combat chypriote. L'inactivité des instances européennes et la réticence des hommes politiques britanniques à s'impliquer pourrait conforter les jeunes dans l'idée qu'il s'agit d'une lutte perdue d'avance, ce qui fragiliserait leur engagement, alors qu'il leur est difficile d'imaginer l'île autrement que divisée. Les Chypriotes de la deuxième et de la troisième génération n'ont pour la plupart jamais vécu sur l'île, et il leur est toujours difficile de s'identifier à une culture qui n'est pas toujours bien définie. Rauf Denktash a même déclaré qu'il n'y avait pas de culture chypriote, et donc aucun fondement pour bâtir une nation et un État chypriote<sup>30</sup>. Chypriotes grecs et turcs ne partagent ni la même langue, ni la même religion ni la même histoire. Ce qui est un sujet de fierté nationale pour les uns représente une défaite pour les autres.

Les années qui passent font également évoluer le but des associations ou les objectifs de certains membres de la communauté. Les parents n'inscrivent pas leurs enfants dans les écoles de langue pour leur faire connaître l'histoire nationale chypriote, mais pour qu'ils obtiennent une certification au GCSE, une compétence supplémentaire dans un environnement scolaire compétitif. Un constat similaire est observable parmi les associations culturelles. Malgré le désir des associations d'y ajouter une dimension politique, rares sont les actions qui suscitent l'envie de se mobiliser chez les jeunes Chypriotes. La Fédération a organisé des événements commémorant

<sup>29</sup> <[http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/4538960.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/4538960.stm)> consulté le 2 avril 2018

<sup>30</sup> Denktash, R., 1982.

le 40ème anniversaire de l'invasion turque en organisant un concert avec des interprètes chypriotes ou en finançant une exposition d'artistes racontant l'exil. Destinée tant à la communauté chypriote grecque qu'à Londres, ces manifestations ont permis à la société civile de faire connaître le problème chypriote, mais n'ont pas engendré d'engouement particulier pour la cause chypriote. Si le militantisme chypriote grec est actif depuis la fin des années 1970, il a dû faire face à l'évolution de la situation et a finalement connu peu de victoires.

### Adaptations

Les limites du militantisme chypriote grec à Londres telles qu'elles viennent d'être exposées pourraient suffire à en provoquer le déclin. Mais la société civile a su s'adapter face à une situation inédite, tant dans les circonstances que dans la longévité, notamment à travers de nouveaux partenariats – de nouveaux liens transnationaux – toujours pour servir la cause chypriote. Tout d'abord, les associations à caractère social telles que les centres communautaires ou les associations d'entraide ont décidé d'étendre leurs actions afin de pouvoir être utiles à la société d'accueil. Le fait de montrer à la société d'accueil la contribution des Chypriotes grecs dans la vie quotidienne est un moyen d'attirer l'attention sur cette population. Les responsables espèrent qu'en se faisant connaître et en se rendant utiles, ils susciteront l'intérêt de personnes étrangères à la communauté et gagneront ainsi du soutien lors des manifestations. Les associations se sont donc rapprochées des programmes de proximité mis en place par les autorités locales dans les différents quartiers de Londres. Le centre communautaire de Haringey s'occupe ainsi d'apporter des repas aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer, qu'elles soient chypriotes ou non<sup>31</sup>. L'association chypriote d'Hackney est co-organisatrice de programmes tels que « Take care of the Pennies », à destination des personnes qui souhaitent des conseils sur la façon de gérer un budget. Ces deux thématiques n'ont aucun lien avec le combat des Chypriotes, mais elles touchent les personnes dans leur vie quotidienne ; Ces nouveaux partenariats ont apporté une plus grande visibilité à ces associations, ce qui leur a permis d'attirer de nouveaux adhérents. À travers des actions accessibles à un public plus large, comme des restaurants éphémères ou des séances cinéma-débat, ces associations cherchent à se faire connaître dans leur quartier, ce qui n'était pas le cas auparavant. Ce qui importait, c'était de rassembler des Chypriotes et de s'organiser afin d'influencer les négociations et d'œuvrer pour la réunification de l'île. Les associations étaient alors très centrées sur elles-mêmes. Les responsables se sont rendu compte qu'en réalité personne ne connaissait vraiment leurs associations ni la communauté chypriote, malgré leur présence dans les mêmes locaux pendant des dizaines d'années. Cette « invisibilité » a commencé à poser un problème avec la prolongation du conflit,

<sup>31</sup> The Luncheon Club réunit les associations d'un *borough* et on assigne à chaque association un jour et un *district* afin que des repas chauds puissent être servis à toutes les personnes qui se sont inscrites au programme.

lorsqu'il a fallu trouver de nouveaux moyens de mobilisation. Face à une économie en difficulté, les fonds accordés aux associations ont été revus fortement à la baisse, lorsqu'ils n'ont pas été supprimés. Participer aux programmes locaux permet aux associations non seulement de se faire connaître et donc de réduire la méfiance qui peut accompagner le militantisme d'un groupe ethnique, mais également récolter un peu d'argent. Peter Droussiotis explique également qu'au-delà des subventions et du militantisme, il souhaite que les Londoniens sachent qui sont les Chypriotes britanniques et ce qui les caractérise<sup>32</sup>. Car être un Chypriote britannique n'est pas synonyme d'être chypriote ou britannique. Cela signifie vivre en ayant le souvenir d'un traumatisme, qui influence les actions de la société civile.

Cette question de l'identité culturelle est fortement liée au militantisme chypriote car, au-delà de la réunification de l'île et du retour des réfugiés, c'est le maintien de l'identité chypriote qui est en balance. Les Chypriotes se sentent aujourd'hui parfois davantage britanniques que chypriotes, tout en voulant conserver leur culture et leur héritage, ce qui passe par la mobilisation contre l'occupation turque. C'est cet équilibre que la société civile cherche à rétablir, à travers de nouveaux modes de communication, mais aussi une nouvelle façon de lier les Chypriotes entre eux. Avec les réseaux sociaux, il n'est plus nécessaire de passer par le pays d'origine pour faire partie de la communauté chypriote mondiale. L'association Nepomak regroupe des jeunes Chypriotes de la deuxième et de la troisième génération à travers le monde. Le lien avec Chypre n'est pas le lien premier, car l'expérience d'être un jeune actif chypriote dans un pays étranger est une particularité bien spécifique à laquelle les jeunes Chypriotes restés sur l'île ne peuvent s'identifier. Cette association permet aux Chypriotes de créer de nouveaux liens transnationaux, tout en gardant l'héritage de leurs aînés.

Enfin, la gestion des associations est aujourd'hui assurée par des Chypriotes issus de la seconde et même de la troisième génération, comme dans le cas de la Fédération. Christos Karaolis élu président de la NFCUK en juillet 2016 fait partie de la troisième génération de Chypriotes. Cette information est précisée dans la biographie qui le présente sur le site de la Fédération, et fut également mentionnée par les Chypriotes plus âgés présents à une manifestation devant l'ambassade turque, à qui l'auteure a demandé ce qu'ils pensaient du nouveau président.<sup>33</sup> L'implication des jeunes Chypriotes dans des associations universitaires puis dans des structures chypriotes démontre que la société civile a su s'adapter pour susciter l'intérêt des nouvelles générations. L'utilisation des réseaux sociaux a également été un élément qui a permis aux jeunes Chypriotes de s'intéresser et de parler de la situation de leur pays autour d'eux.

<sup>32</sup> Entretien réalisé en mars 2015

<sup>33</sup> Entretien réalisé le 15 novembre 2015 devant l'ambassade de Turquie à Londres.

Les jeunes Chypriotes développent aussi des aspects du transnationalisme jusque-là laissés de côté. Avant la crise bancaire de 2011, l'île avait une situation économique relativement stable, mais la crise économique et l'évolution de l'action des Chypriotes à Londres a donné lieu à la création de nouvelles entreprises et de nouveaux modes de mobilisation. Ces associations permettent aux jeunes Chypriotes diplômés de participer à des partenariats entre des entreprises chypriotes et des entreprises londoniennes. C'est par exemple le cas de l'association fondée par Peter Droussiotis, l'ancien président de la Fédération chypriote. Homme d'affaires, il a récemment pris la direction d'Episteme, une association regroupant des professionnels britanniques d'origine chypriote dont le but est de former des partenariats impliquant à la fois la Grande-Bretagne et Chypre. Ses actions incluent des expositions d'art chypriote, des collaborations entre Uclan (University of Central Lancashire) et des universités chypriotes, ou encore un séminaire sur la collaboration entre l'Église Catholique, l'Église Grecque Orthodoxe et l'Église Anglicane, présidé par l'archevêque de l'archidiocèse de Thyatire et de Grande-Bretagne. Des réseaux professionnels tels qu'Internation<sup>34</sup> permettent également aux jeunes actifs Chypriotes de lier connaissance avec d'autres Chypriotes évoluant dans les mêmes sphères, et de se créer un réseau.

Bien que la réunification de l'île soit toujours à l'esprit des responsables de la société civile, qu'ils soient de la première ou de la troisième génération, les préoccupations ont évolué. Le but n'est plus uniquement d'intéresser les élus parlementaires ou les autorités locales, mais de faire partie de la société et de consolider les liens qui unissent le Royaume-Uni et Chypre. À travers ces nouveaux partenariats, ils souhaitent que la Grande-Bretagne se sente impliquée dans l'avenir de Chypre et fasse pression pour résoudre le conflit. La réunification de l'île reste toujours la toile de fond. Cependant, les associations s'attachent désormais davantage à faire connaître la population chypriote à Londres, et les responsables de la société civile aimeraient que la réponse inclue des éléments d'entraide et de succès à la fois social et économique.

### Conclusion

Si l'on compare le militantisme chypriote grec du début des années 1980 à celui de la communauté d'aujourd'hui, il apparaît que le conflit n'est plus uniquement chypriote mais européen. Les responsables de la société civile souhaitent que la société d'accueil tout comme les membres de la communauté se sentent impliqués. Pour ce faire, deux changements majeurs ont eu lieu. Premièrement la communication a radicalement évolué. Remplaçant les traditions orales transmises dans des cercles restreints, les sites internet ont fait leur apparition dans les années 1990 et ont été généralisés à partir du milieu des années 2000. Il est désormais plus facile à la fois pour les jeunes Chypriotes, les membres de la communauté et la société d'accueil

<sup>34</sup> <<https://www.internations.org/london-expats/cypriots>> consulté le 2 avril 2018

de se renseigner et de connaître les détails des actions mises en place. Les réseaux sociaux sont davantage utilisés sous l'impulsion des Chypriotes de la deuxième et de la troisième génération. Ce changement a pour but de sensibiliser au problème chypriote, alors que le conflit se prolonge.

Le deuxième changement réside dans le but des associations. L'attention n'est plus portée en priorité sur le conflit, mais sur la culture chypriote et la contribution de la communauté à la vie de la société. Les nouveaux responsables mettent leurs compétences professionnelles au profit des associations, conjuguant ainsi leur vie à Londres et leur identité culturelle. La contribution des Chypriotes à la société est devenue une préoccupation majeure car il n'est plus possible pour une population de plus en plus militante de rester centrée sur son problème, sans s'occuper de ce qui se passe localement : la société civile a su se faire une place dans le paysage associatif londonien et auprès des autorités locales. Face à des associations de plus en plus tournées vers la société d'accueil et en apparence moins vers le pays d'origine, on pourrait penser que le militantisme chypriote est en bout de course, et que la société civile, suivant l'attitude de certains Chypriotes, s'est résignée. C'est en fait le contraire. En se faisant connaître, en maintenant la culture et l'identité chypriotes, cette communauté a trouvé un nouveau souffle et donné tort à ceux qui prétendent qu'il n'existe pas de culture chypriote. Se faire connaître, pour la population chypriote c'est continuer d'exister et éviter d'être assimilée à la population grecque. L'évolution des centres d'intérêt majeurs de la société civile chypriote ne signifie pas que les Chypriotes grecs ont abandonné leurs idéaux, l'espoir d'un retour dans les propriétés de leurs ancêtres ou la réunification de l'île. Le militantisme chypriote, en se réinventant et en évoluant, a en fait trouvé un nouveau souffle. Les objectifs restent les mêmes, mais les moyens pour y parvenir ont évolué, démontrant que le militantisme chypriote grec n'est pas près de s'éteindre<sup>35</sup>.

35 Les récents changements géopolitiques tels que la prochaine sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne et l'accord de la Turquie en ce qui concerne l'accueil des migrants et sa demande d'adhésion à l'Union européenne, sont autant de défis auxquels la communauté chypriote grecque devra faire face pour espérer atteindre ses objectifs.

## Bibliographie – Références

Chotzacoglou, C.G. *Les monuments religieux de Chypre sous occupation turque, aspects et réalités d'un désastre ininterrompu*. Lefkosia, 2008.

Devret, J.F. « Chypre, entre participation et réunification » *Institut français des relations internationales*. Hiver 2010.4

Glick Schiller, N, Basch, L., Szanton Blanc, C.. *Nations Unbound: Transnational Projects; Post-colonial Predicaments and Deterritorialized Nation-States*. Basel, England: Gordon and Breach, 1993.

--. « Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity and Nationalism Reconsidered ». New York. New York Academy. Reviewed by Nancy Abelmann

-- 1995. « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration ». *Anthropological Quarterly*. 68.1. P48 à 63.

Levitt, P., Jaworsky, N. B.. "Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends". *Annual Review of Sociology*. Vol.33. 2007

Rauf, D., *The Cypriot Triangle*. Allen and Unwin. Nc. 1982.

Vertovec, S.. "Transnationalism and Identity". *Journal of Ethnic and Migration Studies*. 27.4. 2001

Waldinger, R. Duquette-Rury, L. « Emigrant Politics, Immigrant Engagement: Homeland Ties and Immigrant Political Identity in the United States » *The Russell Sage Foundation Journal of the Social Sciences*. 2.3, 2016.

Waldinger R., Fitzgerald, D. « Transnationalism in Question » *AJS*. 109.5. 2004

Waldinger, R., Soehl, T. « Inheriting the Homeland? Intergenerational Transmission of Cross-Border Ties in Migrant Families ». *American Journal of Sociology*. 118.3, 2012.

## Sitographie

- <<https://www.internations.org/london-expats/cypriots> >consulté le 2 avril 2018
- <<https://unficypr.unmissions.org/sasg-eide-speaks-hope-opportunity-cyprus>> consulté le 2 avril 2018
- <<https://www.reuters.com/article/us-cyprus-conflict/cyprus-reunification-talks-collapse-u-n-chief-very-sorry-idUSKBN19So2I>> consulté le 2 avril 2018
- < <https://cypriotfederation.org.uk/news/community-celebrates-national-days/>> consulté le 2 avril 2018
- <[http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk\\_news/4538960.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/4538960.stm)> consulté le 2 avril 2018
- <http://www.lobbyforcyprus.org/removal.aspx>> consulté le 2 avril 2018
- <http://www.manorhill.org/aims-objectives.html>> consulté le 2 avril 2018
- <<https://www.finchleygreekschool.co.uk/about>> consulté le 2 avril 2018
- <<http://www.mcw.gov.cy/mcw/DA/DA.nsf/All/5C63072411078AB9C22572750055D67D>> consulté le 2 avril 2018
- <<http://www.uscirf.gov/news-room/press-releases/cyprus-uscirf-concerned-over-demolition-200-year-old-church-in-northern>> consulté le 2 avril 2018
- <https://famagustaassociation.wordpress.com/a-very-warm-welcome-to-our-website/history/> >consulté le 2 avril 2018
- <[http://kypros.org/Occupied\\_Cyprus/achna/](http://kypros.org/Occupied_Cyprus/achna/)> consulté le 2 avril 2018
- <[http://kypros.org/Occupied\\_Cyprus/amvrosios/](http://kypros.org/Occupied_Cyprus/amvrosios/)> consulté le 2 avril 2018
- <[http://www.kypros.org/Occupied\\_Cyprus/](http://www.kypros.org/Occupied_Cyprus/) >consulté le 2 avril 2018. Tous les sites sont en réalité issus de ce site qui regroupe tous les villages occupés.
- <<http://knews.kathimerini.com.cy/en/news/rt-faux-pas-caught-by-lobby-for-cyprus>> consulté le 2 avril 2018 La chaîne RT a utilisé un mauvais drapeau pour représenter Chypre et a été obligée de présenter ses excuses.

<<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=9ea7dof130d53012212768e94f38b7fafob2e03f0fcc>.

- <<https://cypriotfederation.org.uk/news/this-thursday-vote-for-supporters-of-cyprus/>> consulté le 2 avril 2018
- <<http://www.publications.parliament.uk/pa/cm201012/cmselect/cmcaff/1567/1567we28.htm>> consulté le 2 avril 2018
- <<https://www.reuters.com/article/us-cyprus-conflict/cyprus-reunification-talks-collapse-u-n-chief-very-sorry-idUSKBN19So2I>> consulté le 2 avril 2018

## Entretiens

(Entretiens réalisés entre septembre 2013 et décembre 2015)

- Charalambous Bambos. AKEL in Britain, 28 octobre 2015
- Christou, Theodora. Lobby for Cyprus, 30 mars 2014
- Droussiotis, Peter. National Federation of Cypriots in the UK. 17 novembre 2013
- Karaolis, Christos. National Federation of Cypriots in the UK, 15 novembre 2015
- Koumi, Xénia, Nepomak UK, avril 2015 (par mail)
- Michaelides, Andreas. Hackney Cypriot Association, 22 octobre 2015
- Manifestants devant ambassade de Turquie, 15 novembre 2015
- Stylianou, Chris. Cypriot Community Center, 26 novembre 2015.

## **Pour citer cet article**

### ***Références électroniques***

MAROIS, Solveig, « La société civile chypriote grecque à Londres : Un militantisme en bout de course ? », Revue Miroirs (en ligne), 5, Vol.I 2017, mis en ligne le 1<sup>er</sup> juin, 2017,

<http://www.revue miroirs.fr/larevue.html>

---

### ***Auteur***

Solveig MAROIS

Université Sorbonne Nouvelle Paris III

Doctorante à l'ED 514-CREW.

Université Sorbonne Nouvelle Paris III, 75005 PARIS

[Solveig.marois@etud-sorbonne-nouvelle.fr](mailto:Solveig.marois@etud-sorbonne-nouvelle.fr)

---

### ***Droits d'auteur***

©RevueMiroirs.fr

## **La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?**

Michel Martínez Pérez, Université Toulouse I Capitole

### **Resum**

Es tractarà de demostrar que les organitzacions propalestines a Espanya poden tenir un caire polític diferent segons la comunitat autònoma en què es troben. La dimensió anticolonialista de “territori ocupat” del discurs propalestí pot tenir ecos en les ideologies nacionalistes d’algunes nacions sense Estat (‘nacionalitats’ segons la Constitució espanyola) avui integrants de l’Estat espanyol. Serà qüestió de valorar si es pot fer aquesta mateixa constatació amb altres causes arreu del món i si els principals nacionalismes perifèrics són necessàriament propalestins.

**Mots clau :** Causa palestina; Nacionalisme; Autodeterminació; Sàhara occidental; Israel; Catalunya; País Basc; Aragó.

### **Résumé**

Il s’agira de démontrer que les organisations pro-palestiniennes d’Espagne peuvent avoir un caractère politique différent selon la région dans laquelle elles se trouvent. La dimension anticolonialiste de « territoire occupé » dans le discours pro-palestinien peut trouver des échos dans les idéologies nationalistes de certaines nations culturelles (‘nationalités’ selon la Constitution espagnole) faisant aujourd’hui partie de l’Espagne. Il sera question de déterminer si ces nuances existent aussi dans d’autres causes dans le monde et si les principaux nationalismes périphériques sont nécessairement pro-palestiniens.

**Mots-clefs :** Cause palestinienne ; Nationalisme ; Autodétermination ; Sahara occidental ; Peuple sahraoui ; Israël ; Catalogne ; Pays basque ; Aragon.

### **Abstract**

This paper will demonstrate that Spanish pro-Palestinian organizations may have a different political character according to the region where they can be found. The anticolonial dimension of the notion of “occupied territories” in pro-Palestinian discourse is bound to find echoes in the nationalist ideologies of some of the cultural nations (‘nationalities’ according to the Spanish Constitution) which make up Spain. The paper will try to determine if such differences can also be observed in other parts of the world and if the main peripheral nationalisms necessarily adopt a pro-Palestinian stance.

**Keywords:** Palestinian cause, nationalism, self-determination, Western Sahara, Saharawi people, Israel, Catalonia, Basque country, Aragon



La causa palestina ha estat un tema molt sensible des de la restauració de les llibertats democràtiques a Espanya per la forta càrrega política i sentimental d'una lluita popular i nacional que podia, en segons quins territoris ibèrics, tenir ecos i repercussions “nacionalistes”. Si bé la solidaritat amb el poble palestí és el nexu comú de totes les organitzacions propalestines arreu d'Espanya, la lluita per la descolonització, l'autodeterminació i la constitució d'un Estat palestí reben a les nacions culturals (o nacions sense Estat) d'Espanya (Catalunya i Euskadi principalment) una repercussió especial. En molts casos, els simpatitzants de la causa palestina han estat (i/o són) també activistes d'un Estat propi, alternatiu a l'espanyol. Tot equiparant ambdues causes, existeix, per part dels independentistes, una voluntat d'equiparar els Estats espanyol i israelià amb els Estats opressors, militars, agressors i autoritaris.

Així doncs, es tractarà en aquest article d'establir si existeixen diferències territorials entre les organitzacions propalestines a Espanya. En el cas que aquestes siguin basques o catalanes, són necessàriament militants també de la independència de la seva nació cultural? A quins altres territoris podrien tenir també les associacions propalestines aquest tarannà anticolonialista i nacionalista? Existeixen d'altres causes nacionals arreu del món que puguin tenir aquesta mateixa repercussió a Espanya? Poden apreciar-se les mateixes diferències ibèriques?

Per tractar de respondre a totes aquestes preguntes, articularem la nostra reflexió en tres eixos. En el primer es tractarà de repassar els posicionaments dels diferents governs espanyols (franquistes i democràtics) i llur evolució respecte de la qüestió palestina. Després, tot comparant organitzacions propalestines d'arreu d'Espanya, identificarem les estructures on l'objectiu d'un Estat palestí amb un Estat propi català, basc o altre, queda establert. Finalment, s'evocaran d'altres causes estatals i/o anticolonials amb què podrien constar les mateixes diferències polítiques dins de l'Estat espanyol, segons que ens trobem en una comunitat autònoma del centre peninsular o en una nació cultural perifèrica.

### **I/ Els governs espanyols i Palestina (de 1946 fins als nostres dies)**

L'aïllament internacional de l'Espanya franquista explica en part l'oposició del règim a la creació de l'Estat d'Israel el 1948. El 1946, l'ONU havia rebutjat ja els contactes diplomàtics amb el govern franquista per motius ideològics atès que les Nacions Unides consideraven en aquell moment (el sortir de la guerra i de l'Holocaust) que Franco havia estat part del bloc feixista italià i que havia estat recolzat per Hitler i el nazisme<sup>1</sup>. L'anomalia franquista semblava tenir els dies

<sup>1</sup> Resolució (I) de l'Assemblea General de l'ONU sobre la qüestió espanyola (Potsdam, 9 de febrer del 1946). <http://www.derechoshumanos.net/memoriahistorica/1946-Resolucion-ONU.htm> (Pàgina consultada el 13/04/2017).

comptats i l'ONU vetat per sempre més per a l'Espanya franquista<sup>2</sup>. L'aïllament diplomàtic espanyol porta el franquisme a teixir una xarxa diplomàtica paral·lela amb regions del món properes culturalment, lingüística i geogràfica. És així com el món àrab i Llatinoamèrica apareixen com les àrees preferents de col·laboració del franquisme<sup>3</sup>. El govern espanyol, amb un discurs anticolonialista assumit (la pèrdua de l'Imperi sembla païda), compta sobre el lobby àrab i llatinoamericà per tal de facilitar l'accés d'Espanya a les Nacions Unides, repte que s'aconsegueix en menys d'una dècada, el 1955. La simpatia proàrab del franquisme explica fàcilment l'antisionisme d'Espanya. Tot i que Franco no va ser el dictador més antisemita de l'Europa totalitària, sí va articular el seu “gloriós” alçament militar i el seu règim en contra del contubernio judeo masónico comunista, per dir-ho amb els seus mots, és a dir que els jueus, tan poc nombrosos a Espanya, s'hi van convertir també (malgrat les exfiltracions cap a Portugal d'uns 30 000 jueus europeus durant la segona guerra mundial) en boc emissari del règim franquista que no va dubtar en elaborar llistes de jueus per províncies sense cap ordre de les autoritats nazis, tal i com va succeir a França sota el règim de Vichy<sup>4</sup>.

Segons recorda Ana María Córdoba Hernández, el franquisme viu en una certa contradicció amb les comunitats jueves. Si bé l'Espanya franquista, inaudible pel seu aïllament internacional, rebutja la creació de l'Estat d'Israel per tal de mantenir-se com a aliat dels països àrabs, també busca reconciliar-se amb els jueus sefardites, hereus dels jueus expulsats de Sefarad i doncs d'origen hispànic i, en comptats casos, de llengua judeo-espanyola. Malgrat tot, el 1949, si Israel, ja Estat membre de ple dret de l'ONU, rebutja rebaixar les sancions diplomàtiques contra Espanya tal i com plantegen alguns països llatinoamericans, és precisament per l'alineament de Franco amb els nazis fins a la derrota de l'Eix. Tot i això, l'ambaixador d'Israel vota a favor de l'ingrés d'Espanya a l'ONU, el 1955, tot seguint la línia marcada pels Estats Units. Nogensmenys, l'absència de relacions diplomàtiques entre Espanya i Israel es manté fins al 1986, és a dir fins a la consolidació democràtica i l'entrada d'Espanya a la Comunitat Econòmica Europea (CEE). Així doncs, l'Espanya franquista no va tenir més remei que aferrar-se a l'amistat hispano-àrab ja que l'Estat d'Israel no oblidarà mai els lligams més que profunds del règim franquista amb els executors de l'Holocaust.

<sup>2</sup> Ja sabem, però, que aquest veto va ser de façana ja que menys de deu anys després l'Espanya de Franco va entrar-hi.

<sup>3</sup> Ana María Córdoba Hernández, “España, Israel y Palestina: pasado y presente de sus relaciones diplomáticas”, *Historia y política, Revista de Historia del Pensamiento y de los Movimientos Sociales*, ISSN 1575-0361, N° 26, 2011, pp. 291-323, Madrid.

<sup>4</sup> Jorge M. Reverte, “La lista de Franco para el holocausto”, *El País*, 20 de juny de 2010. [http://elpais.com/diario/2010/06/20/domingo/1277005953\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2010/06/20/domingo/1277005953_850215.html)

Des del restabliment de la democràcia a Espanya i des de la instauració de les relacions diplomàtiques entre Espanya i Israel, els diferents governs espanyols democràtics han volgut mantenir relacions d'amistat tant amb Israel com amb Palestina. Felipe González (Partit Socialista Obrer Espanyol, PSOE) president del govern espanyol entre 1982 i 1996, és el primer interlocutor espanyol tant amb Israel (1986) com amb Palestina (a través de l'OLP ja des del 1986, és a dir dos anys abans del seu reconeixement internacional a Alger). Des del 1972, el PSOE abogava per la constitució de dos Estats, tant per seguir amb la tradició de l'amistat hispano-àrab (convertida en tòpic pel franquisme) com per agradar les recomanacions dels Estats Units i dels socialdemòcrates alemanys, històrics aliats dels israelians. Finalment, la pressió dels jueus nord-americans és ben rebuda pels socialistes espanyols, en bona sintonia amb el partit laborista israelià (sobretot entre Felipe González i Shimon Peres). A finals de la dècada dels 1980, la diplomàcia espanyola aconsegueix un seguit d'èxits (primera presidència europea –1989– i organització de grans esdeveniments mundials –Olimpíades de Barcelona i Expo universal de Sevilla) i té, a finals del 1991, la capacitat d'organitzar la Conferència de la Pau a Madrid, preludi dels acords d'Oslo (1993) i doncs dels acords de pau entre Israel i Palestina (1994).

Entre 1996 i 2004, amb l'arribada de José María Aznar (Partit Popular, PP) al govern espanyol, el recolzament a les polítiques “neocon” a Israel es fa evident. Aznar, en la seva lluita antiterrorista, no dubta en equiparar la causa palestina inequívocament amb terrorisme i, en clau interna espanyola, amb l'organització terrorista Euskadi Ta Askatasuna (ETA), més propera geogràficament i que va patir Aznar en la seva pròpia carn<sup>5</sup>. S'ha d'esperar l'any 2004 i l'arribada de José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE) a La Moncloa per tenir el govern espanyol més propalestí de les últimes dècades, si més no des del recolzament econòmic, ja que l'etapa de Zapatero al govern espanyol va fer d'Espanya el segon país europeu més generós amb Palestina<sup>6</sup>. Algunes actituds simbòliques també van fer gala de la solidaritat palestina del cap de l'executiu, exhibint per exemple, el 2006, un mocador palestí que li va oferir a Alacant (País Valencià) un jove d'aquell país<sup>7</sup>. Tanmateix, les necessitats diplomàtiques amb l'Estat d'Israel fan portar el president Zapatero a jugar, malgrat tot, a certa equidistància. No dubta, per exemple, en destacar la seva llunyana ascendència jueva en una entrevista d'un diari israelià el 2009 i en aclarir, també en clau política interna, que l'únic govern espanyol clarament antisemita als seus ulls, va ser el règim franquista<sup>8</sup>. Finalment, durant el primer mandat de Mariano Rajoy (PP), el 2014, Espanya va reconèixer Palestina (OLP) com a membre observador

5 <http://www.lavanguardia.com/internacional/20110908/54212967451/zapatero-espana-esta-siempre-muy-cerca-de-la-causa-palestina.html>

6 [http://elpais.com/diario/2003/09/28/domingo/1064719832\\_850215.html](http://elpais.com/diario/2003/09/28/domingo/1064719832_850215.html)

[http://www.cooperacionspanola.es/sites/default/files/territoriospalestinos\\_ficha\\_pais.pdf](http://www.cooperacionspanola.es/sites/default/files/territoriospalestinos_ficha_pais.pdf) (pàg. 5. Punt 3.3).

7 [http://elpais.com/diario/2006/07/20/espana/1153346406\\_740215.html](http://elpais.com/diario/2006/07/20/espana/1153346406_740215.html)

8 <http://www.elmundo.es/elmundo/2009/10/15/espana/1255597824.html>

de l'ONU9 (com el Vaticà) a partir d'una proposta presentada pel PSOE. Van ser els diputats del Congrés qui, per unanimitat, van adoptar aquesta decisió, dos anys després del reconeixement aprovat per l'ONU.

Aquesta fita de la causa palestina es va aconseguir l'any 2014 a Espanya, després de dècades de lluites protagonitzades per associacions de ciutadans de tot tipus, sindicats i, evidentment, partits polítics que sempre han hagut d'articular la seva política internacional també en funció d'un posicionament (equidistant o no) en el context d'Orient Pròxim.

## II/ La causa palestina a Espanya

El primer que crida l'atenció quan repassem les diferents entitats solidàries amb Palestina arreu d'Espanya és que són totes d'àmbit local, provincial o autonòmic. Dit d'una altra manera, no existeix cap organització d'àmbit estatal amb Palestina, no hi ha cap associació espanyola amb seus i ramificacions regionals i/o provincials i/o municipals. En canvi, tal com dèiem, són nombroses les entitats locals (municipi o barri) que treballen i lluiten per recolzar el poble palestí o acostar les cultures palestina i espanyola. La immensa majoria de les entitats propalestines a Espanya són per tant d'àmbit local que poden semblar aïllades les unes de les altres. Podríem citar aquí les entitats com ara “Córdoba con Palestina”, “Foro Palestina Libre Zaragoza”, “Plataforma solidaria con Palestina de Valladolid”, “Andalucía solidaria con Palestina”. Moltes d'aquestes entitats, però, tenen tendència a agrupar-se o federar-se en plataformes i xarxes d'àmbit provincial i/o autonòmic per tal d'organitzar accions i manifestacions més enllà del barri o municipi d'on han sorgit. Els esdeveniments més multitudinaris (accions reivindicatives, manifestacions, tallers, xerrades, exposicions...) solen organitzar-los aquestes xarxes d'entitats locals i la premsa té costum de parlar-ne amb la fórmula consagrada de les “associacions propalestines” d'una comunitat autònoma o d'una província. Tenim l'exemple de “Sodepaz”, “Red Solidaria contra la Ocupación de Palestina”, “Rumbo a Gaza”... Sodepaz és una xarxa que no cobreix tot l'Estat espanyol i que està compromès amb altres causes que la palestina<sup>10</sup>. Fixem-nos per exemple que al logotip de la “Red Solidaria contra la Ocupación de Palestina” hi consta la senyal del BDS (Boicot, Desinversió, Sancions), la campanya mundial de boicot a Israel amb consignes del tipus “jo no financio l'apartheid”<sup>11</sup>. No s'està afirmant aquí que totes les entitats propalestines d'Espanya estan a favor d'aquest boicot. És obvi, però, que algunes d'elles sí recolzen aquest tipus d'accions.

Si ens fixem en l'àmbit de les entitats propalestines citades, ja s'ha dit que són principalment municipals. També, però, n'hi ha d'àmbit autonòmic com és el cas

9 <http://www.elmundo.es/espana/2014/11/18/546b9ccf22601dc4558b4570.html>

10 <http://www.sodepaz.org/>

11 <http://causapalestina.net/>

d'Andalusia. En el cas andalús, tot i que es tracta formalment d'una "nacionalitat històrica" ja que va forçar l'accés a l'autonomia per via de l'article 151 (que semblava reservat a les nacionalitats basca, catalana i gallega), podem intuir que no existeix necessàriament (tot i que ha pogut existir minoritàriament) un paral·lelisme entre la consecució d'un Estat palestí i un Estat andalús<sup>12</sup>. Ans al contrari, a les principals nacions sense Estat de la península, on els Partits d'Àmbit No Estatal (PANE) han estat gairebé sempre hegemònics (Euskadi i Catalunya), sí que els partits polítics propalestins (més aviat els d'esquerra) han traçat voluntàriament un paral·lelisme entre la causa palestina pro-Estat amb la lluita per un Estat català o basc propi. El discurs palestí anticolonialista, amb trets antiimperialistes, ha trobat ecos més aviat en sectors de partits d'esquerres com ara Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), Iniciativa per Catalunya-Verds (ICV), Eusko Alkartasuna (EA), fins i tot en la formació política que s'ha considerat com a aparador polític d'ETA: Herri Batasuna (HB) i resta de denominacions fins a la seva il·legalització. També es produeix aquest fenomen amb d'altres PANE d'altres nacionalitats com ara Galícia o l'Aragó, territoris on aquests partits no han governat mai amb majoria absoluta la comunitat autònoma però sí alguns municipis i/o les institucions autonòmiques en coalició amb un PAE (Partit d'Àmbit Estatal), el PSOE en ambdós casos. Seria el cas del Bloque Nacionalista Galego (BNG) de Galícia i de la Chunta Aragonesista (CHA) d'Aragó. De fet, en el cas precís de CHA, és de notar que en el moment de la seva fundació, el 1986, una part notable dels primers simpatitzants i militants de la formació provenen del "Foro Palestina Libre de Zaragoza" així com d'altres associacions antimilitaristes i antiimperialistes (anti bases americanes). No hi ha cap dubte aquí entre la filiació d'ambdues organitzacions tot i que, òbviament, no val a dir que tots els membres d'aquestes associacions acaben militant a CHA ni que tots els membres de CHA provenen de la causa palestina. El component "nacionalista" de la causa palestina només trobava eco en els nacionalistes aragonesos d'esquerra que acabarien integrant CHA, com succeïa amb els nacionalistes perifèrics del País Basc, Catalunya, Galícia o, en alguns casos, Andalusia. En canvi, d'altres propalestins d'aquest "Foro" no necessàriament havien d'establir un paral·lelisme entre la seva lluita per la solidaritat amb Palestina i l'Estat palestí amb el combat nacionalista aragonès o altre. Aquest exemple il·lustra perfectament l'amplitud del ventall polític dels propalestins (fins i tot entre partits d'esquerres d'eix nacional diferent) i la riquesa de les percepcions nacionals en el conjunt de l'Estat espanyol, tant a les nacionalitats perifèriques (amb nacionalismes hegemònics o no) com a les comunitats del centre peninsular sense contradiccions nacionals.

Així, des del restabliment de les llibertats democràtiques a Espanya, els diferents partits polítics, tant els PAE com els PANE, han hagut de definir-se respecte de diferents temàtiques d'abast nacional i internacional. Pel que fa a la causa palestina, ja s'ha parlat de l'acció de govern dels dos partits que han governat Espanya des de

<sup>12</sup> És la conclusió a la que hom pot arribar si es pensa en la minoria política de l'independentisme andalús, i fins i tot del nacionalisme, ja que el principal partit "andalúsista" va autodissoldre's l'any 2015.

la restauració de la democràcia. També podríem recordar que l'altre PAE espanyol des del 1986, Izquierda Unida (IU), que neix a conseqüència de la formació d'una coalició eurocomunista entorn del Partido Comunista de España (PCE), com a partit d'esquerres, ha defensat sempre uns postulats propalestins molt clars. Quant al nou partit de l'esquerra espanyola, Podemos, també s'ha mostrat partidari de la creació d'un Estat palestí. Així ho demostren les mocions aprovades pels ajuntaments que han governat (sols o en coalició) arreu d'Espanya<sup>13</sup>. Pel que fa a la dreia política, tant de l'Espanya central com perifèrica, sempre ha manifestat unes sensibilitats proisraelianes en el conflicte israelo-palestí. Aquest fet queda sobretot palès amb Convergència i Unió (CiU), el partit catalanista conservador liberal de Jordi Pujol, Artur Mas i Carles Puigdemont, entre d'altres. L'ex-president de la Generalitat Artur Mas, per exemple, no ha ocultat mai la seva admiració per l'Estat d'Israel, model de creació d'un Estat (i de recuperació d'una llengua morta) que podria servir d'exemple al cas català. Així, el 27 de setembre de 2015, quan les forces independentistes catalanes es van presentar en la coalició Junts pel Sí (JxS) es va produir una situació paradoxal quant a la qüestió palestina. En efecte, Raül Romeva, cap de llista per Barcelona, ex-diputat d'Iniciativa per Catalunya-Verds (ICV) i propalestí de pro, va compartir llista amb Artur Mas, proisraelià convençut. També va ser candidat d'aquesta coalició (per la província de Girona) un altre "amic" de Palestina com és Lluís Llach. Aquestes simpaties de les dretes catalanes, però, no han d'esborrar el propi pluralisme polític dels jueus i dels ciutadans de l'Estat d'Israel i, a Espanya, les diferents dretes polítiques no poden reivindicar el conjunt del sionisme. En efecte, ja durant la guerra civil espanyola, més de 8000 jueus van lluitar amb les Brigades internacionals contra el feixisme i la complicitat de la dreia espanyola amb l'alçament feixista dels militars colpistes. Més endavant, ja creat l'Estat d'Israel, l'experiència dels 'kibutz' va tenir un paper cabdal en la consolidació de la ciutadania israeliana i té molt a veure amb la plasmació d'un ideal socialista utopista.

Queda clar que la classificació ideològica de les formacions polítiques sensibles amb la causa palestina o israeliana només transmet una tendència global de les dretes i de les esquerres. En clau de la qüestió nacional a Espanya, fins i tot es pot afirmar que l'eix nacionalista (espanyol o alternatiu/perifèric) coneix la mateixa tendència (esquerres favorables a la causa palestina i dretes a la israeliana). Òbviament, no podem generalitzar ni assegurar que no hi ha matisos ni diversitat d'opinions en els partits polítics citats.

De tota manera, les esquerres propalestines espanyoles (PAE i PANE) no només s'han compromès en aquest conflicte cabdal dels segles XX i XXI. Són nombroses les causes "nacionals" d'arreu del món on els PANE d'esquerres de nacionalitats perifèriques han fet una lectura "local" de causes més llunyanes.

<sup>13</sup> [http://www.lemonde.fr/football/article/2017/03/24/football-espagne-israel-match-sous-tensions\\_5100160\\_1616938.html](http://www.lemonde.fr/football/article/2017/03/24/football-espagne-israel-match-sous-tensions_5100160_1616938.html)

### III/ Altres causes

El perfil nacionalista d'algunes entitats cíviques o partits polítics de la perifèria espanyola amb la causa palestina, es reflecteix també en altres moviments solidaris amb territoris ocupats. El cas més emblemàtic és el d'un territori africà, excolònia espanyola fins al 1975: el Sàhara occidental. Per a aquest país, avui integrat al Marroc, sí existeix a nivell d'Espanya una "Coordinadora Estatal de Asociaciones Solidarias con el Sáhara" (CEAS Sáhara). A Espanya, com a exmetròpoli colonial, existeix un alt nivell de conscienciació política, cultural, social amb el Sàhara occidental, molt superior al de països, com ara França, on les entitats prosaharais són pràcticament inexistents. Trobem aquestes associacions arreu d'Espanya i, com en el cas palestí, poden tenir un perfil nacionalista quan es troben en nacions culturals perifèriques. Així, a la immensa majoria de cartells de manifestacions o qualsevol altre esdeveniment d'organitzacions prosaharais de Catalunya, Euskadi, Galícia, Aragó..., no falten les banderes saharai i de la nació cultural integrant de l'Estat espanyol que busca emancipar-se'n. La identificació amb la colònia i no amb la metròpoli és palesa. Es reivindica així que les nacions sense Estat d'Espanya són també territoris ocupats per un Estat colonial, l'espanyol, i que la lluita és doncs la mateixa. Així, sempre segons aquests nacionalistes perifèrics, la reivindicació del dret a l'autodeterminació dels pobles reconegut per l'ONU<sup>14</sup> també quedaria autoritzada aquí amb les nacions culturals de la península ibèrica, malgrat que la comunitat internacional no identifiqui l'Estat espanyol en un context de descolonització i d'autodeterminació<sup>15</sup>.

Més enllà de causes anticolonials en què alguns sectors nacionalistes perifèrics poden reivindicar el dret de l'autodeterminació (o l'eufemístic "dret a decidir" en el cas català), s'ha de fer menció a la solidaritat tradicional entre els partits polítics "nacionalistes" de la perifèria espanyola malgrat diferències ideològiques gens menyspreables. Així, a les eleccions del Parlament europeu, aprofitant que Espanya s'hi presenta com a circumscripció única, els PANE han tingut per costum agrupar-se en coalicions tot i que no sempre en funció de l'eix esquerra/dreta. En les eleccions europees de 2004, per exemple, els nacionalistes majoritaris de Galícia,

<sup>14</sup> [http://www.un.org/es/decolonization/ga\\_resolutions.shtml](http://www.un.org/es/decolonization/ga_resolutions.shtml)

Résolution 1541 (XV) du 15 décembre 1960: « Article 20 : 1. Tout peuple a droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine librement son statut politique et assure son développement économique et social selon la voie qu'il a librement choisie. 2. Les peuples colonisés ou opprimés ont le droit de se libérer de leur état de domination en recourant à tous moyens reconnus par la Communauté internationale. 3. Tous les peuples ont droit à l'assistance des Etats parties à la présente Charte, dans leur lutte de libération contre la domination étrangère, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou culturel. »

<sup>15</sup> Jaume Saura Estapà, "Autodétermination et séparatisme des territoires métropolitains dans un cadre constitutionnel démocratique : le cas de la Catalogne" Revue Miroirs [En ligne], 1. 2014. <http://www.revue-miroirs.fr/links/Article5.pdf> Page consultée le 24 avril 2017.

Catalunya i Euskadi van ressuscitar l'aliança de les tres principals nacionalitats ibèriques (Pacte Galeusca de 1923) en la coalició "Galeusca-Pobles d'Europa" amb partits de centre-dreta (Convergència i Unió i Partit Nacionalista Basc, primera força política als seus respectius territoris) i de centre-esquerra (Bloc Nacionalista Gallec o Bloc Nacionalista Valencià). Per la seva banda, els partits nacionalistes més minoritaris als seus països (tots de centre-esquerra) van convergir cap a la coalició "Europa dels Pobles" (Esquerra Republicana de Catalunya, Eusko Alkartasuna, Chunta Aragonesista...). Un cop elegits, els eurodiputats d'aquestes coalicions han d'integrar-se en diferents grups parlamentaris del Parlament europeu per conuiu amb altres partits autonomistes de la UE (Aliança Lliure Europea, ALE) o no<sup>16</sup>. Així, a l'ALE, aquests diputats nacionalistes catalans, bascos, aragonesos... comparteixen problemàtiques i es mostren solidaris d'altres territoris europeus on existeix una reivindicació regionalista, autonomista, nacionalista, sobiranista o secessionista, des d'un prisme, sempre, ecologista i progressista<sup>17</sup>. Pel que fa a la causa palestina, tots els eurodiputats de l'ALE (no sols els ibèrics) també s'hi han mostrat solidaris. Així, el 29 de novembre de 2009, els set diputats membres del grup parlamentari van manifestar-se a favor de les fronteres de 1967 entre Israel i Palestina al Parlament europeu, el Dia internacional de la solidaritat amb el poble palestí en què s'havia convocat una manifestació de suport a Palestina. Així doncs, s'hauria d'estudiar si, també a nivell europeu, els nacionalistes progressistes de les diferents nacions culturals sense Estat de la Unió Europea, experimenten la mateixa solidaritat amb Palestina pel fet de defensar l'autonomia política i/o la consecució d'un nou Estat del seu propi territori.

### CONCLUSIÓ

Un dels objectius d'aquest article era demostrar que pot existir un component nacionalista adicional en els ciutadans i els moviments polítics i socials que són a la vegada propalestins i nacionalistes d'una nació ibèrica sense Estat (Euskadi, Catalunya...). Segons aquestes organitzacions, sembla que aquestes lluites nacionalistes i nacionals estan emparentades i que comparteixen un objectiu (l'obtenció d'un Estat reconegut per la comunitat internacional) i també una idèntica situació (l'ocupació del territori per una força estrangera i/o colonial). Tot i així, hem pogut comprovar que els partits espanyols d'esquerra (PAE i PANE) han tingut i tenen globalment un discurs més propalestí dins del conflicte ideològic entre Israel i Palestina, malgrat la bona sintonia puntual entre el laboralisme israelià

<sup>16</sup> Des del 2014, és curiós constatar que els nacionalistes de CiU o PNB són al grup parlamentari dels liberals europeus on coniu amb uns diputats espanyols (fins i tot catalans) antagònics ja que representants de Ciutadans (C's) i d'Unió, Poble i Progrés (UPiD).

<sup>17</sup> Per a més informació sobre l'ALE: <http://www.e-f-a.org/home/>

i la socialdemocràcia espanyola. D'altra banda, a la dreta, també s'observa que els partits més conservadors (PAE i PANE) han tingut tendències més properes a Israel malgrat el reconeixement de l'Estat palestí pels diputats espanyols de dretes, i també del Partit Popular (2014). Podríem concloure, doncs, que l'eix esquerra/dreta és preferent a l'hora de determinar el recolzament a la causa palestina o d'Israel de les diferents organitzacions espanyoles. És el que s'observa també amb els PANE amb partits nacionalistes progressistes propalestins (ERC, ICV, BNG, CHA...) i partits nacionalistes conservadors proisraelians (CiU...). Finalment, si bé no es pot afirmar que tots els defensors de la causa palestina de les perifèries espanyoles nacionalistes (Catalunya, Euskadi...) són necessàriament nacionalistes del seu territori, sí es pot dir que els nacionalistes d'aquestes nacions sense Estat experimenten una identificació de la seva causa nacional amb la palestina (PANE d'esquerres) o la d'Israel (PANE de dretes).

## Bibliografía

Algora, María Dolores (1995): *Las relaciones hispano-árabes durante el aislamiento internacional del régimen de Franco (1946-1950)*, 1995, Ministerio de Asuntos Exteriores.

(2003): "La cuestión palestina en el Régimen de Franco", en Álvarez-Ossorio, Ignacio y Barrañe Da, Isaías: *España y la cuestión palestina*, Madrid, Catarata.  
 Álvarez-Ossorio, Ignacio (2007): «España ante el gobierno de Hamas», *Revista CI-DOB d'Afers Internacionals*, n° 79-80, pp. 189-206.

Córdoba Hernández, Ana María (2011): "España, Israel y Palestina: pasado y presente de sus relaciones diplomáticas", *Historia y política, Revista de Historia del Pensamiento y de los Movimientos Sociales*, ISSN 1575-0361, N° 26, Madrid, pp. 291-323.

EFE (2014): "Todos los grupos aprueban en el Congreso el reconocimiento del Estado palestino", *El Mundo*, 19/11/2014.

Emergui, Sal (2009): "Zapatero, a un diario israelí: Antisemitismo había con Franco", *El Mundo*, 15/10/2009.

Europa Press (2011): "Zapatero: España está siempre muy cerca de la causa palestina", *La Vanguardia*, 8/09/2011.

González García, Isidro (2001): *Relaciones España — Israel y el conflicto de Oriente Medio*, Madrid, Biblioteca Nueva.

Lisbona, José A. (2002): *España e Israel. Historia de unas relaciones secretas*, Madrid, Temas de Hoy.

Meneses, Rosa (2006): "Zapatero llama a Hizbulá resistentes, Aznar nos trataba como terroristas, declaraciones de Muafak Jamal, responsable de Hizbula para la Bekaa", *El Mundo*, 18/08/2006.

Nacions Unides: Resolució (I) de l'Assemblea General de l'ONU sobre la qüestió espanyola (Potsdam, 9 de febrer del 1946). <http://www.derechoshumanos.net/memoriahistorica/1946-Resolucion-ONU.htm> (Pàgina consultada el 13/04/2017).

Ramonedá, Josep (2003): "Aznar y el terrorismo", *El País*, 28/09/2003.

Reverte, Jorge M. (2010): "La lista de Franco para el holocausto", *El País*, 20/06/2010.

---

## Pour citer cet article

---

### ***Référence électronique***

MARTÍNEZ PÉREZ, Michel, “ La causa palestina a Espanya: ¿diferències polítiques entre el centre peninsular i les nacionalitats perifèriques?”, *Revue Miroirs* [En ligne], 5|2017, mis en ligne le 30 juin 2017, <http://www.revuemiroirs.fr/links/5/article3.pdf>

---

### ***Auteur***

Michel MARTÍNEZ PÉREZ Université Toulouse Capitole  
Département des Langues et Civilisations (DLC)  
Maître de conférences en espagnol/catalan (Section 14 du CNU) au DLC  
FRAMESPA UMR 5136 – CRIMIC EA2561  
[michel.martinez@ut-capitole.fr](mailto:michel.martinez@ut-capitole.fr)

---

### ***Droits d'auteur***

© RevueMiroirs.fr

## **Navigating Solidarity: How Palestine solidarity groups in the UK and Ireland have responded to the Palestinian statehood bid**

**David Landy, Trinity College Dublin**

### **Résumé**

Cet article analyse la manière dont les groupes de solidarité irlandais et britanniques se sont positionnés face au défi de la stratégie de l'Autorité Palestinienne de demander la reconnaissance de l'Etat palestinien à l'ONU en septembre 2011. Au premier abord, il apparaît étrange de qualifier une telle demande de « défi » pour des groupes de solidarité qui font précisément campagne pour le droit palestinien à l'auto-détermination. Le souhait de développer les institutions d'un Etat palestinien et de rechercher une légitimité internationale pour ce projet de construction étatique a émergé comme la priorité de l'Autorité Palestinienne en Cisjordanie. Toutefois, loin de supporter cette stratégie, les associations pro-palestiniennes sont demeurées, sauf exceptions, distantes ou même hostiles à ce projet.

Cet article examine les raisons sous-jacentes à la demande envoyée à l'ONU et les réactions des groupes pro-palestiniens en Irlande et au Royaume-Uni. Son argumentation repose sur des sources d'archives et des entretiens avec des membres clefs à l'intérieur de ces groupes, afin d'examiner ce que ceux-ci ont fait et dit en rapport avec cette initiative. Il précise ensuite les éléments qui ont influencé le positionnement de ces groupes au sujet de la demande de reconnaissance de l'Etat palestinien en examinant les arguments favorables et défavorables à cette demande et en inscrivant ces mouvements sociaux dans leur champ de concurrence. L'article avance que les différentes positions prises par les groupes peuvent être en partie comprises par des attitudes idéologiques distinctes, mais aussi par les dynamiques relationnelles propres aux mouvements sociaux et la manière dont ceux-ci s'affrontent dans le champ. Il prend en compte leurs relations avec leurs soutiens, avec les acteurs institutionnels ainsi qu'avec le sujet distant/objet de solidarité.

**Mots-clés :** *Palestine, mouvements sociaux, solidarité, demande de reconnaissance, campagne internationale, BDS*

### **Abstract**

This paper asks how Western Palestinian solidarity groups have dealt with the challenge of the Palestinian Authority's strategy of seeking international recognition for a Palestinian state, in particular their UN statehood bid of September 2011. At first glance, it appears strange to call the Palestinian statehood bid a challenge to solidarity groups who campaign for the right of Palestinian self-determination. The strategy of developing the institutions of a Palestinian state and seeking international legitimacy for this statebuilding project has emerged as the prime goal of the Palestinian Authority in the West Bank. However, far from supporting this strategy, Palestinian solidarity organisations have remained, with some exceptions, distant or even hostile to this project.

The paper examines the reasons for the UN statehood bid and the reactions of Palestine solidarity groups in the UK and Ireland to the initiative. It draws on archival evidence and interviews with leading members of these groups to examine what groups did and said in relation to the initiative. It then outlines what influenced the groups' stance on the statehood bid – examining the arguments for and against the bid, and analysing their stance in relation to how social movements position themselves within fields of contention. It argues that the different positions that groups took can partly be understood by different ideological attitudes, but also by the relational dynamics of social movements and how those contending within the field need to manage their relationships with supporters and domestic institutional actors as well as the distant subject/object of solidarity.

**Keywords:** *Palestine, social movements, Palestine solidarity, statehood bid, internationalisation campaign, BDS*

**Introduction**

In September 2011, Mahmoud Abbas, President of the Palestinian Authority and chair of the Palestinian Liberation Organisation went to the Security Council to seek UN recognition for a Palestinian state in the West Bank and Gaza.<sup>1</sup> This was a carefully planned diplomatic move announced by Palestinian Prime Minister Salim Fayyad in August 2009 and to which the Palestinian Authority devoted considerable effort in persuading other countries – in particular European states – to support (Elgindy, 2011; Ravid, 2011). Despite this, the bid failed and as a compensatory second best action it sought recognition as a non-member state through the General Assembly at the United Nations. They were successful in this and in September 2015 achieved another success in having their flag fly outside the UN building (UN, 2015)

This may seem like a purely symbolic act, one of the periodic announcements of self-existence which Palestinians necessarily need to undertake in reaction to Israeli attempts to efface their presence. However it was much more than this. For Palestinian political elites, the efforts to internationalise the conflict and the turn to international law signalled a turning away from the fruitless negotiations and even more fruitless violence with which they had tried to pursue their national aspirations (Burgis-Kasthala, 2014). It was also a keystone of Salim Fayyad's statebuilding strategy (Eden, 2013; Elgindy, 2011) The strategy of developing the institutions of a Palestinian state in the West Bank and seeking international legitimacy for this statebuilding project has emerged as the prime goal of Fatah, the party in control of the Palestinian Authority (Khalidi & Samour, 2011).

Some have commented that the Palestinian Authority failed to mobilise the extensive global Palestinian solidarity network to lobby their national governments for the statehood bid (Halper, 2011). However, this was perhaps inevitable, since the attitude of this network towards the statehood bid was mixed at best. At first glance this is surprising – one of the prime objectives of Palestine solidarity groups is to support the self-determination and national rights of the Palestinian people – that being so, one might expect these groups to back this diplomatic initiative. However, while Israel solidarity groups unanimously defended the Israeli state position – outright opposition to the statehood bid – Palestine solidarity groups displayed no such unanimity. Though some supported the bid, most professed neutrality with some groups openly opposing the initiative. This article examines this conundrum, seeking to understand solidarity groups' attitudes towards the statehood bid and what this tells us about the broader dynamics of international

<sup>1</sup> The Palestinian Authority (PA) is the entity established by the Oslo accords to govern part of the occupied Palestinian territories in the West Bank and Gaza. The Palestinian Liberation Organisation (PLO) was the UN-recognised representative organisation of the Palestinian people. In real terms, the proto-state that is the PA has more international legitimacy than the PLO, which has been left to wither by its main constituent party, Fatah.

solidarity activism – in particular the forces that work on solidarity movements and their position-taking with regard to the object/subject of solidarity.

The article begins by examining what the statehood bid was and why the Palestinian Authority undertook it. It then briefly describes the international solidarity movement and their relation with Palestine, before examining what solidarity groups in Britain and Ireland said and did about the statehood bid, taking their positions as symptomatic of other European groups. The article next examines why different solidarity groups took different positions – from enthusiastic support to barely-veiled hostility. It first examines the arguments advanced for and against the statehood bid and then looks at the different positions in terms of how social movements strategize within their fields of practice. I argue that strategic position-taking in relation to domestic actors intersects with ideological/solidaristic arguments to explain why organisations took the stances they did.

The paper is based on research into leading Palestine solidarity organisations in Britain and Ireland. The groups I selected were the Palestine Solidarity Campaign in Britain (PSC), the Scottish Palestine Solidarity Campaign (SPSC) in Scotland, and the Ireland Palestine Solidarity Campaign (IPSC) and Sadaka in Ireland. While there are many other Palestine solidarity organisations in the UK and Ireland, these are either very local groups or focus on specific aspects of the conflict, such as Gaza Action Ireland which highlights the plight of Gaza or the International Solidarity Movement which organises solidarity trips to Palestine. Thus, these groups would not be expected to take a stance on the statehood bid, and indeed did not.

I conducted documentary analysis of what these four groups wrote around the statehood bid, supplemented by interviews with leading members. The documents include all the groups' press releases, actions and public announcements around the statehood bid. Here I was interested in both how the groups framed the issues and the level of activities surrounding the statehood bid, which ranged from non-existent to considerable. To supplement this material, I interviewed four leading members from the groups involved in order to further investigate the rationale behind groups' position-taking on the statehood bid. Access to interviewees was relatively easy as I have been an active member of one of the solidarity groups in question – the IPSC. While this insider position comes with caveats, it also has the advantage in enabling me to better understand the issues that solidarity organisations face as well as their culture and ideologies (Labaree, 2002).

**The Statehood Bid**

There are two ways of examining why the Palestinian Authority devoted such time and energy to the statehood bid and more broadly to its “internationalisation campaign” – its efforts to seek a solution to the conflict through international channels. First, we can see how this strategy advanced “the cause of Palestine”.



The bid can also be understood in relational and strategic terms, both in how those Palestinians who supported the statehood bid related to Israel and the wider world, and their relations with fellow Palestinians. The context of the statehood bid was primarily the failure of bilateral negotiations with Israel, specifically the collapse of talks in September 2010. Given the failure of the talks, internationalisation was seen as a logical next step. Initially the statehood bid was not seen as an alternative to negotiations with Israel, but more a means of regaining political leverage vis-à-vis Israel, by allowing the PA to raise the legitimacy of their own institutions and more broadly, to raise the cause of Palestine internationally (Elgindy, 2011). However, in time, it has been seen as an alternative to bilateralism, using international legal norms to change Israeli behaviour and challenge its human rights abuses (AbuZayyad, 2015). This bid would enable the PA access to UN bodies such as UNESCO, as well as the International Court of Justice and the International Criminal Court which they could use to call Israel to account. There is also the important psychological benefit of the initiative, the statehood bid was a means whereby the PA has not simply responded to Israeli policies or incursions but set the frame of reference themselves.

It is also useful to examine the situated pragmatics behind the statehood bid. Palestinians increasingly see a two-state solution as a receding mirage owing to the density of illegal Israeli settlements and Israeli hostility to an independent Palestinian state. Given this, Nadia Naser-Najjab (2014) argues that the continued support for the two-state solution from Palestinian political elites derives from their weaknesses and divisions, rather than their ability to achieve a realistic outcome. They are firstly weak vis-à-vis external powers, especially the important legitimating authority which is the EU (Persson, 2015). These powers support the two-state solution for their own reasons, and so “any alternative appears almost as an affront to the politically permissible” (Naser-Najjab, 2014, p. 139). This means that Palestinian elites need to voice support for an increasingly unattainable two-state solution and to appeal to these external powers in order to appear reasonable and politically pragmatic – that is, in order to have their voice heard at all. The internationalisation campaign can also be explained in terms of internal divisions among Palestinians. The statehood bid was seen as a means to arrest the PA’s and Fatah’s collapsing credibility and legitimacy among Palestinians – a bold political move that temporarily conferred legitimacy onto the ruling Palestinian elite, especially as it was opposed so strenuously by Israel (Elgindy, 2011). In addition the internationalisation campaign gave Fatah greater international legitimacy in their contestation with Hamas for Palestinian political leadership. Burgis-Kasthala (2014) argues that Palestinian political elites overstate the possibilities of internationalisation and ignore its contradictions mainly due to the failure of alternative pathways. The turn to international law and the UN is understood as standing in contrastive identification to violence, politics and colonialism. It is also

frankly understood as a means of reorienting Palestine and its cause to the desires of the Western metropole, who Burgis-Kasthala agrees are seen as being the players and judges of the only game in town – the two-state spectacle.

As the below references demonstrate, the question as to whether the internationalisation campaign is succeeding or not appears to depend on whether the author writes from an Israeli or Palestinian point of view. Those writing from an Israeli perspective have reason to downplay the chance of the initiative succeeding, and so tend to conclude that the internationalisation campaign “has alienated [the PA] from the Palestinian public and angered traditional regional allies” (Rumley & Rasgon, 2016). In contrast, those writing from the Palestinian perspective argue that it is the only chance the PA has left to achieve a two state outcome, and stress the futility of ongoing bilateral negotiations solution with an Israeli government increasingly opposed to a Palestinian state (e.g. Palestine-Israel Journal, 2015).

While the internationalisation campaign may have given the PA more legitimacy among foreign governments, especially in Europe, it does not appear to have affected the PA’s distant relationship with the international Palestine solidarity movement. This is a loosely networked and multinational movement that, despite its organisational multipolarity, coalesces around both ideological and tactical points of unity. Ideologically, the movement which comes from a left-liberal background, is united by its support of Palestinian national liberation and human rights, usually prioritising the human rights framework to understand Israel/Palestine and forward its campaigning (Landy, 2013). In terms of its activities, it deploys the usual action repertoires of semi-institutionalised social movements – a mixture of lobbying, protesting, popular mobilisation and education work. Its main tactic is to promote the Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) campaign, which was endorsed by Palestinian civil society through the Boycott National Committee in 2005 (BNC, 2005). This reliance on boycott is common to many international solidarity movements. We can understand international solidarity as a counter-globalisation, resisting international relations based on exploitation and oppression of the other. As such, it seeks to interrupt and disturb the normal flows of globalised exchange, and so the quintessential expression of international solidarity from anti-apartheid to the Colombian *Boycott Coca Cola* campaign, tends to be through boycott actions. This in turn has affected how solidarity groups relate to Palestinian political groups. Over the last decade, relations with Palestinian political leadership has been fraught, owing to conflict among Palestinian political groups, concerns as to how representative they are of Palestinians, as well as disagreements with their tactics – whether it has been Hamas’s politics of violence or Fatah’s politics of conciliation (Landy, 2014; Saba, 2015). In turn, the PA has distanced itself from the main tactic of the solidarity movement – BDS – and has kept solidarity groups at arm’s length. This has led most solidarity groups to seek political leadership from civil society groups in Palestine who support boycott – notably the Boycott National

Committee (BNC), as well as campaigning and human rights groups such as the Stop the Wall coalition in the West Bank or the Gaza-based Palestinian Center for Human Rights.

### **Solidarity groups and the statehood bid**

The groups I studied in the UK and Ireland were the Palestine Solidarity Campaign (PSC) based in England and Wales, the largest group with dozens of branches and strong trade union affiliation. The PSC is not affiliated to any political party in the UK or Palestine and takes a mainstream human rights approach to Israel/Palestine, seeking to influence policy makers through a mixture of lobbying, education work and protest. The Ireland Palestine Solidarity Campaign (IPSC), while smaller, with about half a dozen branches and less institutional affiliation, takes a broadly similar approach. While supportive of Palestinian national liberation, the IPSC has mostly adopted the human rights frame on Israel/Palestine. As with the PSC, there is no affiliation with any political party, and the group is reliant on supporters and members for funding, rather than trade unions or other organisations. The IPSC's main focus for action is less political lobbying and more support of the BDS campaign. The Scottish Palestine Solidarity Campaign (SPSC) is another small but very active and committed group, with a reputation for militancy and anti-Zionism.

<sup>2</sup>

These comments have been echoed by other activists (Winstanley, 2015), and SPSC has pioneered many boycott and political initiatives such as its anti-JNF campaign. As with the IPSC, its links with Palestine has mainly been through the Boycott National Committee (BNC). In contrast, Sadaka, the smallest group, has close links with the PA and more institutional actors. Sadaka split from the IPSC in late 2009 over claims that the IPSC was too hostile to Irish politicians and also to the Palestinian Delegation in Ireland (Landy, 2014). Sadaka has thus sought to take a more conciliatory position towards Irish political institutions and has concentrated on lobbying rather than popular mobilisation.

How did these organisations react to the statehood bid? Mostly they did or said nothing. The PSC in England and SPSC in Scotland privately opposed the bid and so maintained silence and undertook no actions. This was by far the most common reaction among Palestine solidarity organisations in Britain and abroad. For instance, groups such as Jews for Justice for Palestine (JfJP) – the main Jewish Israel-critical group in Britain – posted a few articles on their website to discuss the bid, but avoided doing anything. In Ireland the situation was more complicated. Sadaka was a strong supporter of the statehood bid and much of their actions in

<sup>2</sup> As writer and activist Mike Marquesee has said, SPSC has been a beacon over the last decade, setting the pace and picking up the difficult but central challenges facing the Palestine solidarity movement. It's focussed, brave, active and effective, and has sustained a radical, well-informed and necessary critique of Israel and Zionism. (SPSC, 2016)

2011 involved mobilising around this issue. They lobbied politicians and wrote several briefing documents supporting Palestinian statehood (eg Morrison, 2011b), as well as organising a speaking tour with senior Palestinian negotiator, Nabil Shaath, to garner support for the bid (Sadaka, 2011b). They ran a half page ad in the Irish Times (Sadaka, 2011a), and after the UN vote to grant non-member status to Palestine, they organised a party in celebration. In contrast to their straightforward supportive position, the IPSC was more circumspect. It organised one meeting with legal expert John Reynolds outlining the pros and cons of statehood (IPSC, 2011a), and issued a press release and an article for an online newspaper – in both cases explaining why they weren't taking a position (IPSC, 2011b; Squires, 2011).

This difference of opinion was not an oddity of these islands but was Europe-wide. While some solidarity groups supported the initiative, others such as the Dutch group, NPK, strongly opposed it, concerned about its effect on the Palestinian right of return (NPK, 2011). This meant that the European-wide umbrella body, the European Coordination of Committees and Associations for Palestine (ECCP) decided not to take a position on statehood and instead drafted a neutral letter on the affair for their dealings with MEPs, mainly focused around boycott of Israel.

After September 2011, statehood did not drop off the agenda. Far from it, with bilateral negotiations stalled, the internationalisation efforts by the PA gathered steam. The next iteration of the statehood bid was parliamentary votes calling on national governments to recognise the state of Palestine. In all cases – the British House of Commons, the Scottish parliament and the Irish Dáil and Seanad (lower and upper houses of parliament) – the votes were passed either unanimously or by overwhelming majorities. However, as these votes were non-binding, they did not change the Irish and British governments' refusal to accord Palestine full diplomatic recognition, and should be understood primarily as symbolic position-taking by parliamentarians (for more on this: AbuZayyad, 2015, p. 114-115).

As might be expected, the various solidarity groups paid more attention to the vote in their national parliament than the UN vote. The outlier here was the SPSC, which – for reasons which will be discussed – ignored the Scottish and British parliamentary votes entirely, for reasons which will be discussed. In contrast, the PSC mobilised around the vote in the House of Commons, which was passed on 13 October 2014 by a margin of 274 votes to 12 (Reuters, 2014). They organised an email campaign urging supporters to ask their MPs to recognise Palestine to which over 50,000 people responded (PSC, 2014b). The focus was less on the ins and outs of statehood and more on the symbolic need to 'recognise the existence of Palestine' and highlight Israeli injustices towards Palestinians (PSC, 2014a). In the Republic of Ireland the motion to have the government recognise the state of Palestine was proposed by the opposition party, Sinn Féin with very little notice.

<sup>3</sup> Despite this, it was passed unanimously on December 10, 2014 (Irish Times, 2014). In response to a request from Sinn Féin, the IPSC sent a notification to their supporters stating “If you support a two-state solution in the Palestine-Israel region, contact your local TDs ... and let them know that you expect them to vote in favour of this motion’ (IPSC, 2014).” <sup>4</sup> As the letter was sent the day before the statehood vote, it is unlikely to have affected many people. Sadaka were wrongfooted by Sinn Féin’s surprise motion and did nothing at the time. However, in February 2015 they organised a billboard campaign in favour of recognition of the Palestinian state, sponsored by the Irish Congress of Trade Unions (ICTU), and demonstrating their close relationship with the trade union movement in Ireland. In the Irish parliamentary elections of 2016, Sadaka lobbied TDs to sign a “Pledge for Palestine” the first item of which was immediate recognition of a Palestinian state, maintaining their uniquely strong support for the statehood initiative.

### **Reasons for solidarity groups positions on the statehood bid**

The above account demonstrated that different groups took vastly different positions on the statehood bid at different times – the question is why this happened. I open by giving the arguments that the various groups had to explain their position. I then examine the support in terms of how these groups were positioned in the political field.

### **Supporters of the bid**

“It has drawn attention to the reality of Palestine in a way that nothing else has done in recent years. In addition, it carries with it the possibility of some constraints being put on Israeli behaviour in the Occupied Territories via the International Criminal Court and other international bodies” (Sadaka interviewee)

Agreement with the statehood bid was due to both ideological and strategic reasons. Ideologically, some people supported the bid because they straightforwardly supported the idea of a free Palestinian state, and UN and international recognition was a clear step towards achieving this goal. This was clear in the Sadaka published material where an independent Palestinian state in the occupied Palestinian territories was advanced as the best way to end the occupation and a viable solution to the conflict (Morrison, 2012). This is the most uncomplicated reason – those supporting the national self-determination of Palestinians supported their efforts to achieve it.

Another ideological motivation centres on the imperative for solidarity groups to support the political initiatives of those they are in solidarity with. Thus even if there were doubts as to the viability of the bid – and there was always a chance it

<sup>3</sup> Sinn Féin is a left-wing, republican political party which is very supportive of Palestinian solidarity, and which historically has maintained strong ties with the PLO (Louvet, 2016)

<sup>4</sup> TD – *Teachta Dála*. Irish term for Members of Parliament

would fail - there was an obligation for solidarity groups to support the diplomatic efforts of the Palestinian Authority, especially as these efforts were in alignment with its central state building strategies. In discussing this with a Sadaka representative, they emphasised the centrality of seeking guidance from Palestinian civil society and political sources before coming to their decision to support the statehood bid. Support for this strategy had the added advantage of legitimising Palestinian political authorities and strengthening their position vis-à-vis Israel.

Beyond these ideological arguments, there were reasonable strategic arguments for supporting statehood, even if the ultimate aim of statehood was in doubt. Firstly there was the diffuse reason that the bid would enhance “the cause of Palestine” in international circles, and make that cause appear more legitimate to those in power. This, in turn would make Palestinian claims appear more legitimate, coming as they were from a recognised entity which enjoyed widespread sympathy. A successful bid would isolate Israel diplomatically and give the Palestinians an intangible but real advantage in future negotiations (Morrison, 2012). This is a core aim of the statehood bid, to move away from what was perceived as a loser’s game of bilateral negotiations or violence, and to involve the international community and international law. As we saw, this was a crucial argument for Palestinian supporters of the bid. This need to break the stalemate by involving international authorities was the main argument Sadaka put forward (Morrison, 2011a, 2011b). The statehood bid could be argued to advance Palestinian claims in a substantive, practical way in that they would have access to UN institutions such as the International Criminal Court which they could use to hold Israel to account for its actions.

Finally there was the domestic strategic argument that supporting the statehood bid offered those supporting it an invaluable opportunity to raise the cause of Palestine. According to my Sadaka interviewee, “The statehood bid was a very useful hook, and a very useful focus for advocating support for the cause of Palestine generally. It gave us an opportunity to talk about settlements, to talk about the wall to talk about human rights abuses.” They added, “It can often be very difficult to get a hook that will bring in other organisations or will hook in the media”. The statehood bid, according to its advocates did so. This was because the bid was something that virtually everybody supported - unions, civil society organisations, even civil servants and eventually the government. Therefore this was an easy ask and a means to mainstream the cause of Palestine. It also gave the Palestine solidarity movement a victory and as my respondent pointed out, these are few and far between. And so Sadaka saw their support for the bid as a way of gaining traction and building a mass movement in solidarity with Palestine.

### Opponents of the bid

“It’s a phantom debate about a phantom state and the people who are drawn to that discussion we find are not particularly relevant to building the BDS campaign - except as opponents.” (SPSC interviewee)

Turning to why people disagreed with the statehood bid – again there were ideological and strategic reasons. Firstly there was widespread cynicism about the two-state solution. While most Palestine solidarity groups do not take a position on the one-state vs two-state argument (in common with the Palestinian campaigning groups they take their lead from), in reality most active members of these groups believe the two-state solution to be an unjust and increasingly unrealistic demand (for this argument: Abunimah, 2007). Thus it was seen as counterproductive and even somewhat ridiculous to support the bid: “It’s recognising a phantom state which doesn’t exist and which seems unlikely to ever be born” (SPSC interviewee). The main ideological opposition to the bid derived from concerns that it effectively excluded the majority of Palestinians from political consideration – those in exile and to a lesser extent, those in Israel and Gaza - and there were fears that it would cement their exile as permanent and effectively spell the end to the Palestinian right of return (Abunimah, 2011; Ma’an News, 2011). This was a key consideration for the IPSC and PSC, and the IPSC consistently drew attention to the right of return and the fact that Palestinian refugees were being ignored in the debate around the bid (IPSC, 2011b, 2014).

Opponents were also motivated by the imperative of solidarity with Palestinian political actors, but did not identify Fatah as being this leadership. Far from it, solidarity groups were influenced by a suspicion of Fatah which often shaded over into hostility – a belief that the Fatah elite were corrupt collaborators whose actions betrayed their people and advanced their own self-interest. Thus solidarity with Fatah and their strategies was not seen by many solidarity activists as being solidarity with the Palestinian people. In this attitude of suspicion, activists were heavily influenced by prominent Palestinian voices who opposed the bid – for instance the leading Palestinian news site *Electronic Intifada* was uniformly hostile to it (e.g. Abukhater 2011, Abunimah 2011). Likewise, Palestinian groups in exile such as the US Palestine Community Network and groups within Palestine such as the Stop the Wall Coalition vehemently opposed the bid (Erakat, 2012). The Stop the Wall Coalition argued that the bid was a way of diverting attention from the corruption of Palestinian elites and preventing a Palestinian Spring from happening. The US Palestinian Community Network were no less straightforward, calling the bid “an unacceptable threat to the Palestinian national movement” and writing,

**“We call on all Palestinian and Arab community associations, societies and committees, student organizations, solidarity campaigns, to**

**reject fully and unequivocally the Statehood initiative as a distraction that unjustifiably and irresponsibly endangers Palestinian rights and institutions.”** (USPCN, 2011)

This dissensus among their allies affected the positions of many solidarity organisations. Groups that prioritised the boycott campaign - SPSC and IPSC in particular - were also influenced by the BNC’s attitude, which took no position on the statehood bid and treated it with a degree of suspicion (BNC, 2011).

“So, the IPSC’s position was first and foremost informed by the position of the BNC which was ‘this is not our priority’. And in a not so blunt way they said, ‘and it shouldn’t be your priority’. It’s not really any of our business as solidarity activists.” (IPSC interviewee)

This is not to say that there were not Palestinian groups sympathetic to the bid – there were many of them, including the Popular Front for the Liberation of Palestine and the Palestinian National Initiative, and there were rallies of thousands in the West Bank in favour of the bid (Jansen, 2011). However the divisions among Palestinians made solidarity groups, wary of involvement in internal Palestinian conflicts, shy away from taking sides. This can be seen as both strategic and ideological – in practical terms, groups had suffered internal divisions previously when they sided with one Palestinian side against the other, and ideologically there was a strong belief among solidarity practitioners that external groups ought not get involved in Palestinian internal affairs (Landy, 2014). This formed the basis for the IPSC’s position. Its statement on the bid noted that “the PLO’s UN statehood initiative does not enjoy the unanimous support of Palestinian society” and so the organisation would not take sides, because the IPSC “does not see [their] role as intervening in internal Palestinian discussions on statehood” (IPSC, 2011b).

There were also strategic reasons for opposing the statehood bid, or at least sitting it out. The reasons that Palestinian groups viewed the bid with suspicion were the same for Palestinian solidarity organisations. They discounted the tactical advantages of statehood and were concerned that it was a purely symbolic act, done to bolster a corrupt Fatah elite rather than advance the cause of Palestine. Furthermore, there were worries about the opportunity costs of supporting the bid, namely that it would divert resources from the prime tool of Palestinian solidarity – the grassroots popular BDS campaign – and towards a top-down diplomatic approach that would disempower solidarity groups and direct them towards a dead end struggle:

“And so we think it’s very much a diversion from building the BDS campaign, and it’s also an alibi for those who oppose or who do not want to sign up to the BDS campaign” (SPSC interviewee)

The latter part of the quote indicates another problem opponents saw with the statehood bid. They feared that states and institutional actors could use their support of the purely symbolic statehood bid as a gesture to parry popular demands that they engage in actions for Palestinian solidarity that moved beyond the symbolic – that is, support for boycott. In this view, the statehood bid was not simply a distraction, but could be employed by institutional actors as a firewall against pressure for more substantive political solidarity. As the SPSC interviewee said,

“I think the whole commitment to the two-state solution and Israel living side by side with Palestine and recognising Israel as a Jewish state is really bringing the policy of people who seemingly advocate for Palestine very much in line with the foreign policy of the London government or the US government even, at least on paper – so we don’t want to go down that road”

This is certainly the reason that more centrist Israel-critical groups have pushed statehood. For example the left-Zionist US group, J Street has openly said that the best way of defeating BDS is to support the two-state solution and to that end has begun to support the internationalisation campaign (Skolnik, 2015). More tellingly, in Ireland the trade union federation ICTU nominally has had a position supporting the full boycott of Israel. While this means ICTU has gone further in support of Palestinian rights than any other European trade union federation (Louvet 2016), in practical terms it has done nothing to implement this position. Rather than engaging in such disruptive oppositional political action, the statehood campaign has provided it with an alibi for inaction. Over the past four years ICTU has diverted its energies, firstly towards a less disruptive campaign against settlement goods, and secondly to publicly supporting the statehood bid and towards what remains a largely symbolic campaign to “recognise Palestine” (ICTU, 2016).

### **Conclusion: Mixing ideology and pragmatics in order to navigate the political field**

The above indicates that all Palestine solidarity groups grounded their opinions on the statehood bid on a shared notion of political solidarity with Palestinian leadership, effective action and support for self-determination of the Palestinian people. Despite this, different groups took diametrically different attitudes towards the statehood initiative. One can say that the reason for this lies in the difference between who they have chosen to be in solidarity with – the leadership of the Palestinian Authority or grassroots Palestinian organisations grouped around the BNC. But this merely raises the question of why certain solidarity groups chose certain Palestinian fractions to be in solidarity with and not others.

Here we need to move beyond understanding groups’ position-taking as a result of their ideological understandings of the situation. Clearly ideology matters –

solidarity groups are fundamentally ideas-driven and their positions depend on their reading of the political situation. But they depend on more than this – social movements are not debating societies with people taking positions simply because they are ideologically congenial. One can best understand social movements as existing within a Bourdieuvian field of power and engaging in contestation for field capital. Movements can be seen as operating in an external political field and being themselves fields of contention (Crossley, 2003). This model of social movements situated in strategic action fields understands movements relationally, with groups taking positions in order to relate to other actors on the field, rather than simply because of the intrinsic merits of the arguments (Fligstein & McAdam, 2011). So one can understand groups’ differing points of view on the statehood bid as being somewhat determined by their positioning within the political field and by their need to negotiate relations with potential allies and supporters as well as with institutional actors.

There is no clear division between those who saw the statehood bid as a problem and those who saw it as an opportunity. At different times, groups saw it in different ways – this can be seen in how the PSC and IPSC, while initially ignoring the bid, later came to urge members to support it. The IPSC compromised on the issue of the parliamentary vote as it was asked to do so by a political party, Sinn Féin. In order to maintain some institutional purchase and not to be seen to oppose the statehood bid, and thus more nebulously “the cause of Palestine” they asked their members to support it in their carefully worded statement – “If you support the two-state solution...” (IPSC, 2011b). The PSC viewed the parliamentary vote more creatively. It offered them an opportunity to display their strength and their ability to mobilise people. Thus their press release described the vote as one to recognise the Palestinian right to self-determination and focused on the PSC’s ability to mobilise tens of thousands of its supporters (PSC, 2014b).

A key issue for groups was to keep their members on board and ensure that differences over the statehood bid would not lead to divisions among members. This was the prime aim of the IPSC statement and in this they were successful. In Breifne O’Rourke’s study (2015), he noted that IPSC members were by and large happy with this non-position, accepting that even if it was “bogus”, in the words of one member, it was necessary. O’Rourke noted “the campaign’s statement on the bid was a success in traversing a minefield of latent intra-group divisions, but not without cost to its engagement in important and potentially transformative institutional politics” (2015, p.47). Rather the group saw the statehood bid as a problem that had to be carefully navigated around in order not to disrupt their relations with supporters, allies and Palestinians.

This was not an issue for the SPSC who have more ideological agreement among its membership. As a radical, anti-Zionist organisation, they have successfully educated their membership into recognising Israel/Palestine primarily as a settler-colonial project engaging in ethnic cleansing. As my interviewee stated “That in a way makes the discussion about two states irrelevant and it inoculates people and enables them to deal with the debate around recognition”. The oppositional stance of the SPSC towards domestic institutions goes a long way in explaining their uncompromising stance towards the statehood bid. As a group which has been vocally critical of the institutionalisation and co-option of Palestinian solidarity, it was perhaps inevitable that they would oppose a top-down diplomatic project for change, as opposed to the grassroots boycott campaign. The relationship with domestic institutions can also explain Sadaka’s enthusiastic support for the statehood bid. They saw the statehood bid in creative and productive terms – as a tool which they could wield to pro-actively improve their relationship with supporters, allies and Palestinians, and to gain institutional legitimacy and funding from groups such as ICTU, who had their own reasons for supporting the statehood bid. That groups used the statehood bid to manage their relations with their members and supporters, and also with their Palestinian allies is analogous to Naser-Najjab’s (2014) argument that Palestinian positions on the bid were mainly due to pragmatic positioning. Naser-Najjab has noted that Palestinian groups exist within a field of contention whereby they can access resources and institutional legitimacy over other claimants in the field by supporting the two-state solution. A similar institutional framework exists in Western European countries.

However there is a danger in moving from an over-idealised to an over-cynical view of solidarity groups and completely dismissing the role of ideology. A more fruitful question is to ask in what way the two modes interrelate with each other – the strictly ideological with the pragmatics of contending within the social movement field. Bourdieu was clear on this – field contention takes priority in explaining causality and the ideological positions of social movements are ideological in the Marxist sense – that is, a smokescreen of words used to both mask and forward one’s advantage in accruing field capital (Girling, 2004). Yet this seems an unsatisfactory and reductive understanding of the processes that determined how groups took positions on the statehood bid, if for no other reason than their position on the political field was largely determined by their ideology on entering the field. To reduce everything to questions of tactical manoeuvring fails to acknowledge that field agents are strategizing over substantive questions that are more important to them than the accumulation of field capital and advancement of one’s group. It fails to acknowledge that there is often no difference between strategic and ideological aims – for instance those who argued that the statehood bid enabled them to gain traction and liaise with other groups in society or, in other words, to build a mainstream mass movement – this is both a strategic and ideological goal for any solidarity group. In addition, one of the actors which solidarity groups were

strategically positioning themselves in relation to were Palestinians – the position of the BNC was crucial in explaining the stance of most groups on the statehood bid. This cannot be seen simply as a question of strategy, a central ideological norm of solidarity groups is to accept the political leadership of those they are in solidarity with.

The answer then is not to force a dichotomy between (good, unrealistic) ideological positions and (bad, reasonable) political pragmatics, but rather to recognise and to investigate further the degree to which the sincerely held ideological positions of the various groups were channelled by the political pragmatics of their positions within the domestic field of contention and their relationship to domestic actors, as well as their positions with regard to the various Palestinian political actors and aspirations. It is this interrelationship that explains such divergent responses to the statehood bid from groups who agree on the fundamentals of political solidarity and Palestinian self-determination.

## Bibliography

Abukhater, J. (2011, 2 September). Operation Establish a Sovereign Bantustan. *Electronic Intifada* Retrieved 2 June 2017 from <https://electronicintifada.net/blogs/jalal-abukhater/operation-establish-sovereign-bantustan> .

Abunimah, A. (2007). *One Country: A Bold Proposal to End the Israeli-Palestinian Impasse*. New York: Metropolitan Books.

Abunimah, A. (2011). How Palestinian Authority's UN "statehood" bid endangers Palestinian rights, *Electronic Intifada*. Retrieved 12 December, 2016, from <http://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/how-palestinian-authoritys-un-statehood-bid-endangers-palestinian-rights>

AbuZayyad, Z. (2015). The Palestinian Internationalization Campaign. *Palestine - Israel Journal of Politics, Economics, and Culture*, 20(2/3), 107-125.

BNC. (2005, 9 July). Palestinian Call for Boycott, Divestment, and Sanctions (BDS) Retrieved 23 November, 2016, from <https://bdsmovement.net/call>

BNC. (2011, 8 August). BNC Reiterates its Position on "September" Retrieved 12 December, 2016, from <https://bdsmovement.net/news/bnc-reiterates-its-position-september-o>

Burgis-Kasthala, M. (2014). Over-Stating Palestine's UN Membership Bid?: An Ethnographic Study on the Narratives of Statehood. *European Journal of International Law*, 25, 677-701.

Crossley, N. (2003). From reproduction to transformation: Social movement fields and the radical habitus. *Theory Culture & Society*, 20(6), 43-68.

Eden, P. (2013). Palestinian Statehood: Trapped between Rhetoric and Realpolitik. *International and Comparative Law Quarterly*, 62(1), 225-239.

Elgindy, K. (2011). Palestine Goes to the UN: Understanding the New Statehood Strategy. *Foreign Affairs*, 90(5), 102-113.

Erakat, N. (2012). Beyond Sterile Negotiations: Looking for a Leadership with a Strategy: Al-Shabaka.

Fligstein, N., & McAdam, D. (2011). Toward a General Theory of Strategic Action Fields. *Sociological Theory*, 29, 1-26.

Girling, J. (2004). *Social Movements and Symbolic Power: Radicalism, Reform and the Trial of Democracy in France*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.

Halper, J. (2011, 28 July). Palestine/Israel: Where Do We Go from Here? Retrieved 12 December, 2016 from <https://www.mecaforpeace.org/news/palestineisrael-where-do-we-go-here>

ICTU. (2016). Standing Up for Palestine Retrieved 12 December, 2016, from <http://www.ictu.ie/Palestine>

IPSC. (2011a, 21 September). Audio: John Reynolds meeting on 'UN Statehood Bid' Retrieved 12 December, 2016, from <http://www.ipsc.ie/press-releases/audio-john-reynolds-meeting-on-un-statehood-bid>

IPSC. (2011b, 15 September). IPSC statement on the Palestinian "UN statehood initiative" Retrieved 12 December, 2016, from <http://www.ipsc.ie/press-releases/ipsc-statement-on-the-palestinian-un-statehood-initiative>

IPSC. (2014, 9 December). Take Urgent Action: Dáil to vote on Palestinian Statehood on WED Retrieved 12 December 2016, from [www.ipsc.ie/press-releases/take-urgent-action-dail-vote-palestinian-statehood-wed](http://www.ipsc.ie/press-releases/take-urgent-action-dail-vote-palestinian-statehood-wed)

Jansen, M. (2011). Thousands rally in support of Abbas's UN bid. *Irish Times*, 22 September.

Khalidi, R., & Samour, S. (2011). Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement. *Journal of Palestine Studies*, 40(2), 6-25.

Labaree, R. (2002). The risk of 'going observationalist': Negotiating the hidden dilemmas of being an insider participant observer. *Qualitative Research*, Vol. 2(No. 1), 97-122.

Landy, D. (2013). Talking Human Rights: How social movement activists are constructed and constrained by human rights discourse. *International Sociology*, 28(4), 409-428.

Landy, D. (2014). We don't get involved in the internal affairs of Palestinians': Elisions and tensions in North-South solidarity practices. *Interface*, 5(2), 130-142.

Louvet, Marie-Violaine. (2016). *Civil Society, Post-Colonialism and Transnational Solidarity: The Irish and the Middle East Conflict* Basingstoke, Hampshire: Palgrave Macmillan.

- Morrison, D. (2011a, November). The Palestinian UN initiative. Retrieved 11 December, 2016, from [http://www.sadaka.ie/Articles/Briefings/BRIEFING-Palestinian\\_UN\\_Initiative.pdf](http://www.sadaka.ie/Articles/Briefings/BRIEFING-Palestinian_UN_Initiative.pdf)
- Morrison, D. (2011b, September). Why Ireland should support UN membership for a Palestinian state. Retrieved 11 December, 2016 from [http://www.sadaka.ie/Articles/Briefings/BRIEFING-UN\\_Membership\\_for\\_Palestine.pdf](http://www.sadaka.ie/Articles/Briefings/BRIEFING-UN_Membership_for_Palestine.pdf)
- Morrison, D. (2012, December). Palestinian State Recognised by UN. Retrieved 13 December, 2016, from <http://www.sadaka.ie/Articles/Briefings/BRIEFING-Palestinian-state-recognised-by-UN.pdf>
- Naser-Najjab, N. (2014). Between Myth and Reality: The Palestinian Political Elite and the Two-State Solution. *Holy Land Studies*, 13(2), 139-158.
- News, M. a. (2011, 24 August). UN statehood bid 'threatens Palestinian rights'. Retrieved from <http://www.maannews.com/Content.aspx?id=415804>
- NPK. (2011, 2 August). Verklaring NPK Inzake de Kwestie van de Staat Palestina. Retrieved 2016, 12 December, from <http://www.palestina-komitee.nl/NPK-berichten/323>
- O'Rourke, B. (2015). Responses by Activists to Tensions within Practices of Transnational Solidarity: The IPSC and its Non-Leadership Members. Masters Thesis, Trinity College Dublin.
- Persson, A. (2015). Sweden's Recognition of Palestine: A Possible Snowball Effect? *Palestine-Israel Journal* 20(2&3), 35-41.
- PSC. (2014a, 26 September). PSC update: tell your MP to VOTE for Palestine. Retrieved 12 December, 2016, from <https://www.palestinecampaign.org/pscupdate20140904/>
- PSC. (2014b, 13 October). UK Parliament votes to recognise Palestine. Retrieved 12 December, 2016, from <https://www.palestinecampaign.org/prrecognisepalestine/>
- Ravid, B. (2011, 4 July). Palestinians Set Up Diplomatic 'War Room' Ahead of September Vote on Statehood, *Ha'aretz*. Retrieved from <http://www.haaretz.com/palestinians-set-up-diplomatic-war-room-ahead-of-september-vote-on-statehood-1.371198>
- Reuters. (2014, 13 October). UK lawmakers pass symbolic motion to recognize Palestine as a state. Retrieved from <http://ca.reuters.com/article/topNews/idCAKCN0I223L20141013?pageNumber=2&virtualBrandChannel=0&sp=true>

- Rumley, G., & Rasgon, A. (2016). Assessing the Palestinian Authority's Foreign Policy Retrieved 7 December, 2016, from <http://fathomjournal.org/assessing-the-palestinian-authoritys-foreign-policy/>
- Saba, C. (2015). Palestinian armed resistance: the absent critique. *Interface* 7(2), 214-238.
- Sadaka. (2011a, 17 September). Ireland's call to support UN membership for Palestine, *Irish Times*, p. 5.
- Sadaka. (2011b). Sadaka Visiting Speaker programme. Retrieved 6 December, 2016, from [http://www.sadaka.ie/What\\_We\\_Do/Political\\_Lobbying/NabilShaath.html](http://www.sadaka.ie/What_We_Do/Political_Lobbying/NabilShaath.html)
- Skolnik, R. (2015). Breaking New Ground at the 2015 J Street Conference. *Palestine-Israel Journal*, 20(2&3).
- SPSC. (2016). Scottish PSC: notes from sixteen years of campaigning. Retrieved 30 November, 2016, from <http://www.scottishpsc.org.uk/campaigning/2016-10-21-04-35-35>
- Squires, K. (2011, 12 September). Whatever happens at the UN, the Israeli occupation will continue. *The Journal.ie*. Retrieved from <http://www.thejournal.ie/readme/column-whatever-happens-at-the-un-the-israeli-occupation-will-continue/>
- Times, I. (2014, 10 December). Dáil agrees motion to officially recognise State of Palestine.
- UN. (2015, 10 September). State of Palestine Flag to Fly at United Nations Headquarters, Offices as General Assembly Adopts Resolution on Non-Member Observer States. Retrieved 13 December, 2016, from <http://www.un.org/press/en/2015/ga11676.doc.htm>
- USPCN. (2011, 27 August). US Palestinian Community Network's response to the Palestinian Authority September statehood bid, from <http://uspcn.org/2011/08/27/us-palestinian-community-networks-response-to-the-palestinian-authority-september-statehood-bid/>
- Winstanley, A. (2015, 28 August). Scottish activists lead the way on BDS. *Middle East Monitor*.



---

## Pour citer cet article

---

### Références électroniques

LANDY, David, « Navigating Solidarity: How Palestine solidarity groups in the UK and Ireland have responded to the Palestinian statehood bid », *Revue Miroirs (en ligne)*, Vol.I |2017, mis en ligne le 1<sup>er</sup> juin, 2017, <http://www.revue miroirs.fr/larevue.html>

---

### Auteur

David LANDY  
Trinity College Dublin  
Assistant Professor Department of Sociology,  
Trinity College Dublin, 3 College Green, Dublin 2, Ireland.  
[dlandy@tcd.ie](mailto:dlandy@tcd.ie)

---

### Droits d'auteur

©RevueMiroirs.fr

## Les « rencontres transfrontalières des associations de la mémoire historique républicaine » : entre internationalisation des luttes et territorialisation des mémoires

Anélie Prudor, Université Toulouse 2 Jean Jaurès Introduction

### Résumé :

À partir du milieu des années 2000, la création en France et en Espagne d'associations se revendiquant de la mémoire de l'Espagne républicaine, a entraîné un accroissement de l'intérêt pour cette thématique. Leurs multiples échanges, les rencontres et les commémorations qu'elles organisent (souvent en commun), favorisent l'émergence d'un activisme et d'un ensemble de doléances mémorielles et/ou actuelles partagées.

Depuis cinq ans, des « Rencontres transfrontalières » annuelles ont lieu en alternance de part et d'autre des Pyrénées. Leur cinquième édition a été organisée du 9 au 11 octobre 2015 à Bordeaux, sous le titre « Vérité, justice, réparation : quel espoir pour l'Espagne ? ». Ces journées ont rassemblé les représentants français et espagnols de nombreuses associations, mais aussi des personnalités de la société civile (universitaires, journalistes, juges, etc.).

En se concentrant sur l'exemple des journées de Bordeaux, cet article propose de mettre en évidence les enjeux pluriels de ces rassemblements transnationaux : modalités d'organisation, ancrage local/national/international, rivalités, diffusion de pratiques, etc. Les données empiriques collectées en amont, pendant et en aval de cette manifestation, servent de base à une réflexion plus large concernant la mobilisation de réseaux militants. Le mouvement de déterritorialisation de la justice et celui de reterritorialisation des mémoires, permettent de dévoiler comment des regroupements d'acteurs qui partagent leurs connaissances, leurs réflexions ou leurs expériences entendent dépasser les frontières et faire avancer leurs revendications.

**Mots clés :** mémoire / histoire / rencontres transfrontalières / militants mémoriels / Aragon / Sud-ouest français.

### Summary:

From the mid-2000s, the creation, both in France and in Spain, of non-profit organisations reclaiming the memory of republican Spain, led to an increase of interest for this topic. The many exchanges, meetings and commemorations they organise (often jointly), encourage the emergence of a shared activism as well as memory-based and contemporary claims.

For the past five years, yearly “cross-border meetings” take place on both sides of the Pyrenean Mountain alternately. The fifth edition was organised from October 9 to October 11, 2015 in Bordeaux with the title “Truth, justice, compensation: what hope for Spain?” Representatives from numerous French and Spanish non-profits gathered at those meetings along with various personalities of civil society (scholars, journalists, judges, etc.).

By focusing on the case of the Bordeaux meetings, this article endeavours to highlight the many issues tied to these transnational rallies: organisation procedures, local/national/international anchoring, rivalries, dissemination of practices, etc. The empirical data collected before, during and after this event forms the basis for a broader reflection on the mobilisation of activist networks. The movement for the de-territorialisation of justice and the re-territorialisation of memories reveals how groups of actors sharing knowledge, reflections or experiences intend to overcome barriers and move forward with their demands.

**Keywords:** memory / history / cross-border meetings / memory activists / Aragon / South-western France.

## Introduction

Les « cinquièmes rencontres transfrontalières des associations de la mémoire historique républicaine », organisées à Bordeaux en octobre 2015, ont pour sous-titre « Vérité, justice et réparation : quel espoir pour l'Espagne ? ». Elles mêlent interventions d'universitaires et de militants associatifs, français et espagnols, et se concluent par une cérémonie à la Base sous-marine de Bordeaux. Cet édifice a été construit par des travailleurs forcés (dont nombre d'exilés républicains espagnols) entre 1941 et 1943, dans le cadre de l'organisation Todt allemande. C'est là que les participants se sont recueillis devant la stèle dédiée aux républicains espagnols et travailleurs de toutes les nationalités. En conclusion de l'hommage, un exilé espagnol et résistant ayant participé à l'érection de ce bâtiment, a pris la parole pour livrer son témoignage. Cet exemple retient l'attention du chercheur car il révèle la volonté des organisateurs de dépasser le cadre espagnol. Mais, plus largement, ces rencontres offrent l'opportunité d'étudier les moyens mis en œuvre par les associations pour constituer une mémoire unificatrice, au-delà des différents récits mémoriels dont elles sont porteuses.

En effet, depuis le début des années 2000, les mémoires de la guerre d'Espagne et de ses conséquences (ré)investissent l'espace public, aussi bien espagnol que français. Au sud des Pyrénées, des associations, parfois appuyées par des institutions (locales, régionales, nationales), souhaitent l'application de la loi de 2007 (dite Ley de Memoria Histórica) qui prévoit notamment la reconnaissance des victimes de la guerre et de la dictature (Chaput et Taillot, 2013). Elles organisent des manifestations, des cérémonies mémorielles et, de plus en plus, l'excavation de fosses communes (Smaoui, 2014). Au nord, des regroupements se constituent autour de lieux emblématiques de l'exil républicain : camps, cimetières, etc. (Moulinié et Sagnes, 2011). Les descendants souhaitent que soit intégré dans l'histoire nationale française le traitement réservé à leurs « pères et mères » par la Troisième république (voir, entre autres, Dreyfus-Armand et Temime, 1995), ainsi que la place prise par les combattants espagnols dans la Seconde Guerre mondiale (voir, entre autres, Dreyfus-Armand, 1999).

Partant de l'interrogation soulevée lors des cinquièmes rencontres transfrontalières, cet article met en lumière les projets locaux portés par les différents activistes, mais aussi leur volonté d'interpeler le public et les législateurs en France et en Espagne afin d'internationaliser leur lutte. Questionner les objectifs des protagonistes permet de mettre en évidence les fondements et les limites de la rencontre de deux récits mémoriels distincts.

Tout d'abord, grâce à l'analyse des archives mises à disposition par les associations organisatrices, des comptes rendus des manifestations réalisées entre 2011 (date des premières rencontres) et 2014, et d'échanges avec les organisateurs successifs, nous analyserons la manière dont s'est constitué ce réseau singulier d'activistes de la mémoire républicaine. Cette mise en contexte éclairera l'ampleur prise par ces journées et leur écho auprès des institutions et des universitaires. Ce faisant, une question majeure s'impose : comment les militants parviennent-ils à faire dialoguer les échelles locales et nationales dans un contexte transfrontalier ?

Ensuite, en se concentrant plus spécifiquement sur les rencontres bordelaises des 9, 10 et 11 octobre 2015, il s'agira de questionner le double ancrage de ces journées, à la fois françaises et espagnoles. En mobilisant les outils classiques de l'anthropologie tels que l'observation participante des journées, des réunions de préparation puis de bilan mais aussi des échanges formels et informels avec les participants ou encore un recueil de matériaux mis à disposition sur internet ou par l'intermédiaire des listes de diffusions des associations, nous livrerons une ethnographie de ces journées (pour une réflexion sur l'enquête de terrain voir, entre autres, Céfaï, 2010). Elle permettra d'interroger les thématiques abordées et les référents mobilisés pour dépasser les frontières géographiques. Nous découvrirons comment les descendants de républicains espagnols résidant en France parviennent à (s')intégrer dans les discours revendicatifs. C'est alors, en filigrane, un aspect central qui se déploie : les imaginaires que chacun des protagonistes projette sur la situation, passée et présente, de son voisin.

Enfin, l'étude du manifeste rédigé au terme des premières rencontres et réactualisé chaque année permettra de porter la focale sur ces différentes échelles, spatiales (local, national, transnational) et temporelles (passé, présent et futur) sur lesquelles joue et auxquelles se joue la récupération de la « mémoire historique » lors de ces journées. L'objectif est de questionner, à partir de pratiques concrètes et « au ras du sol » (Revel, 1996), les enjeux de ces rencontres transfrontalières. Ainsi apparaîtront les tenants et aboutissants d'un consensus à la fois historique et revendicatif, en constante (re)création par-delà et au-delà des Pyrénées.

## Les rencontres transfrontalières : création et mise en place d'un « modèle » d'organisation

### 2011, construction des rencontres transfrontalières

En Aragon, en 2004, la Direction Générale du patrimoine culturel du Département d'éducation, culture et sport fonde le programme régional Amarga Memoria [mémoire amère] dans l'objectif :

« De agrupar toda una serie de iniciativas, tanto institucionales como promovidas por otras entidades y colectivos sociales, tendentes a recopilar

el conocimiento de una de las etapas más importantes de nuestra historia contemporánea; esto es, la comprendida entre la II República y la recuperación de las libertades democráticas, incluyendo, por lo tanto, el trágico periodo de la guerra civil y la posterior dictadura franquista' ». (Descriptif du programme sur le site du Gouvernement d'Aragon)

En 2009, alors que des commémorations de la fin de la guerre d'Espagne vont être organisées à Oloron-Sainte-Marie (Haut-Béarn), le Gouvernement d'Aragon prend contact avec les autorités françaises et les regroupements mémoriels locaux. De ces premiers échanges naissent des rapprochements entre les militants d'associations localisées de part et d'autre de la frontière. La Fundación Bernardo Aladrén<sup>2</sup> de Saragosse et l'association Terres de mémoire(s) et de luttes d'Oloron-Sainte-Marie, soutenues par d'autres regroupements mémoriels, mettent en place un projet d'échange scolaire entre l'Aragon et l'Aquitaine, intitulé « Routes de la Mémoire ». En 2011, les institutions étatiques régionales se désengagent du projet Amarga Memoria mais les activistes aragonais et français se mobilisent, soucieux de maintenir les projets collaboratifs en cours, tout autant que d'en engager de nouveaux.

C'est dans ce cadre que sont créées en 2011 les rencontres transfrontalières, afin de constituer un réseau d'associations assez étendu pour faire entendre une voix commune au-delà de l'espace local et faire valoir, à l'échelle des deux pays, l'importance de la récupération de la « mémoire historique ». Il est particulièrement intéressant de constater que l'origine de ces journées est constamment énoncée par les militants, dans un récit qui permet de rappeler leurs objectifs tout en les réinscrivant dans une continuité temporelle. Ainsi, en 2016, alors que les « Sixièmes rencontres » sont organisées de nouveau à Saragosse, l'un des promoteurs des journées, membre de la Fundación Bernardo Aladrén, rappelle :

« Y se planteó la posibilidad de hacer encuentros periódicos para debatir, confrontar propuestas desde el movimiento memorialista en defensa de una causa que consideramos esencial, que consideramos que es una causa de justicia democrática. [...] muchas veces es cierto, las asociaciones, hemos sentido solos pero que pedíamos que esta idea de la defensa de

1 « De regrouper toute une série d'initiatives, institutionnelles ou promues par d'autres entités et collectifs sociaux, qui visent à compiler les connaissances sur une des étapes les plus importantes de notre histoire contemporaine ; celle comprise entre la Seconde république et la récupération des libertés démocratiques, en incluant, par conséquent, la tragique période de la guerre civile et la dictature franquiste qui lui a fait suite ». URL : <http://www.patrimonioculturaldearagon.es/amarga-memoria>, consulté le 24 avril 2016.

2 Bernardo Aladrén, militant syndical UGT (Union générale des travailleurs) et élu municipal de la capitale aragonaise, est fusillé le 10 août 1936. La Fondation qui porte son nom, créée en 2001 et liée à l'UGT-Aragon, organise des activités culturelles à Saragosse.

la memoria fuera calando las instituciones<sup>3</sup> ». (J.R.V.H., présentation à la presse des sixièmes rencontres transfrontalières de Saragosse, le 29 septembre 2016)

C'est ainsi que le 24 octobre 2011 entre trente et cinquante personnes se réunissent à Saragosse pour la première édition et font le choix de réitérer annuellement cette manifestation, de part et d'autre de la frontière. Ces rencontres se concluent par la rédaction d'un « Manifeste de défense de la mémoire historique républicaine<sup>4</sup> ». Cet intitulé fait littéralement référence à la « Ley 52/2007, del 26 de diciembre, por la que se reconocen y amplían derechos y se establecen medidas en favor de quienes padecieron persecución o violencia durante la guerra civil y la dictadura<sup>5</sup> » aussi appelée loi de mémoire historique. Malgré les longues négociations qui ont précédé sa promulgation (Macé, 2012), cette loi n'a toutefois pas satisfait la société civile. À peine votée, elle s'attire de nombreuses critiques : les uns lui reprochent de rouvrir les blessures du passé, les autres estiment qu'elle ne va pas assez loin, en particulier en n'annulant pas les décisions des tribunaux franquistes (Aróstegui, 2009).

Si, dès le départ, ces journées sont pensées dans la volonté commune de « récupérer la mémoire historique », il est important de noter que cette expression, tout comme la loi de 2007, donnent lieu à des interprétations multiples (voir, entre autres, Ortiz Heras, 2006 et Ruiz Torres, 2007). Toutefois, cette pluralité des sens est dépassée par la mise en commun des actions et des engagements lors de journées telles que celles ici étudiées. Les programmes et les comptes rendus des années suivantes témoignent des implications des acteurs, entre local, national et international. C'est par l'analyse de ce « jeu d'échelles » mémoriel que la richesse et le dynamisme de ces rencontres peut être saisi.

3 « Et nous avons envisagé la possibilité de faire périodiquement des rencontres pour débattre, confronter les propositions du mouvement mémorialiste pour la défense d'une cause que nous considérons essentielle, une cause que nous considérons être une cause de justice démocratique. [...] de nombreuses fois, c'est certain, nous, associations, nous nous sommes sentis seuls mais nous avons demandé à ce que cette idée de la défense de la mémoire imprègne les institutions ».

4 Manifeste souscrit côté espagnol par : Foro por la Memoria de Aragón (AFMA), Fundación Bernardo Aladrén, Amical de Mauthausen y otros campos y de todas las víctimas del nazismo, Asociación Charata de Uncastillo, Asociación Cultural Rebollar, Asociación de Familiares de Amigos de Asesinados y Enterrados en Magallón (AFAAEM), Asociación de Familiares de Asesinados en Torrijo de la Cañada, Asociación por la Recuperación e Investigación Contra el Olvido (ARICO), Asociación Pozos de Caudé, Círculo Republicano Galán y García Hernández de Jaca, Ateneo Republicano de Teruel ; et côté français par : Association Amicale du camp de Gurs, Mémoire de l'Espagne Républicaine (MER) Pau et Terres de Mémoire(s) et de Luttes.

5 « Loi 52/2007, du 26 décembre 2007, pour que soient reconnus et étendus les droits et que soient établis des moyens en faveur de ceux qui ont souffert de persécution ou de violence durant la guerre civile et la dictature ».

## 2012-2013, la place grandissante de la justice internationale

Oloron-Sainte-Marie, ville des Pyrénées-Atlantiques, siège de Terres de mémoire(s) et de luttes, est choisie pour accueillir la deuxième édition, les 6 et 7 octobre 2012. Les échanges se structurent autour d'une actualité récente : l'arrivée au pouvoir du Parti populaire (PP, droite) le 20 décembre 2011. Ce changement politique marque la fin de l'octroi des budgets pour l'application de la loi de 2007, ce qui impacte directement les actions des militants espagnols. Cette perméabilité aux variations politiques et sociales, tout autant qu'à ce que les participants nomment les « actualités républicaines », est l'une des caractéristiques des journées. Mais celles-ci mettent également à l'honneur les activités, réalisées ou en cours, des dix-sept associations représentées, avant de se conclure par la réactualisation du manifeste afin d'y inclure le fruit des débats.

Mais l'intérêt principal de ces deuxièmes rencontres transparait dans le sous-titre qui leur est donné, « La Memoria Histórica, una cuestión de dignidad y de justicia democrática<sup>6</sup> ». C'est bien la question de la justice qui, à partir de 2013 et pour les années à venir, s'impose comme la revendication majeure portée par les participants à ces journées.

Les 28 et 29 septembre 2013, c'est à Jaca (Aragon) que se déroule la « Troisième rencontre des associations de la Mémoire historique républicaine ». Le Cercle républicain Galán et García<sup>7</sup> de Jaca, qui organise l'événement, convie les représentants des associations et des institutions. Le compte rendu réalisé par un militant du Cercle républicain Manolín Abad de Huesca<sup>8</sup>, souligne la présence d'édiles locaux français (maire d'Oloron-Sainte-Marie, représentante de la mairie de Toulouse, membre du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques) et espagnols (représentant de la Diputación provincial de Huesca, président de la Comarca de La Jacetania, ancien directeur général du Patrimoine culturel du gouvernement d'Aragon). Au fil des ans, certaines collectivités locales, sans apporter des financements en faveur d'actions pour de la « mémoire historique », montrent leur appui à la cause républicaine, par leur présence à ce type d'activités ou en mettant à disposition des associations des auditoriums et des salles de réunion institutionnelles.

Mais les organisateurs invitent également des universitaires à donner des conférences sur les politiques publiques mémorielles menées en Espagne, à travers l'enseignement scolaire de la mémoire historique, la répression économique

6 « La mémoire historique, une question de dignité et de justice démocratique ».

7 Capitaines de la *Sublevación de Jaca*. Ce soulèvement contre la monarchie, organisé le 12 décembre 1930, a débuté par la proclamation de la Seconde république au balcon de la mairie de la ville. Les troupes marchant vers Huesca ont été arrêtées et les deux capitaines fusillés le 14 décembre 1930.

8 URL : <http://www.neofato.es/jaca13.htm>, consulté le 24 avril 2016.

envers les républicains durant la dictature, ou encore la récente décision de démantèlement du monument en hommage aux brigadistes internationaux<sup>9</sup>. Ce dernier exemple montre, de nouveau, le dynamisme des associations tout autant que leur adaptation à l'actualité.

C'est aussi en 2013 que se renforce la thématique de la judiciarisation, sujet de la conférence inaugurale. Celle-ci est pensée dans une volonté d'internationalisation des actions en faveur de la mémoire. Cet aspect est particulièrement important pour les militants mémoriels, tant français qu'espagnols, car la loi d'amnistie de 1977 exclut toute possibilité de jugement des exactions perpétrées durant la dictature. Cette loi, que les membres des associations qualifient le plus souvent de Ley de punto final [Loi de point final], « impidió exigir responsabilidades penales a los responsables de los crímenes franquistas, lo que a la vez tuvo un efecto legitimador de la violencia política franquista frente a la sociedad española, ya que dichos crímenes nunca fueron presentados públicamente como tales<sup>10</sup> ». (Yusta Rodrigo, 2011).

Lors de ces rencontres, initialement pensées comme lieu d'échange entre militants, c'est progressivement la volonté de mobilisation de réseaux internationaux qui prend le pas. Les participants cherchent des intermédiaires susceptibles de porter leur demande de judiciarisation des faits commis durant la guerre et la dictature : Organisation des nations unies (ONU), Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) ou encore Asociación Pro Derechos Humanos. Cet effort prend place dans une tendance plus large de judiciarisation de l'histoire et de la mémoire. Initié à l'échelle européenne après la Seconde Guerre mondiale (voir, entre autres, Claverie, 2012) ce mouvement s'est déployé internationalement au travers du concept de justice transitionnelle, depuis les années 1980 (voir, entre autres, Lefranc (dir.), 2006). Les modalités d'action proposées, extrêmement variées dans l'espace et dans le temps, articulent « un rôle à la fois répressif – punir les criminels ; réparateur – contribuer à la renaissance des victimes ; transitionnel – accompagner le passage de la guerre à la paix, de la dictature à la démocratie, notamment par les processus d'épuration ; réconciliateur – reconstruire une unité nationale ou régionale éclatée ; mémorielle

9 Le mémorial, inauguré le 22 octobre 2011 dans la cité universitaire de Madrid, un des lieux où ont combattu les brigades internationales, a suscité de nombreuses réactions, avant, pendant et après son édification. En 2013, en l'absence du permis de construire adéquat, le Tribunal suprême de justice de Madrid ordonne son démantèlement. Cette décision a suscité la colère des associations revendiquant la mémoire de la République espagnole dans plusieurs pays (lettres ouvertes, pétitions, lettres à des ministres et ambassadeurs, etc.). En définitive, si le mémorial est resté en place, il est intéressant de prendre en considération ce cas révélateur des tensions mémorielles qui persistent en Espagne.

10 « empêche d'exiger les responsabilités pénales aux responsables des crimes franquistes, ce qui a pour effet à la foi de légitimer la violence politique franquiste face à la société espagnole, alors même que ces crimes n'ont jamais été présentés publiquement comme tels ».

et historique – produire un récit du passé à valeur édifiante pour le présent et l’avenir » (Rouso, 2016, p. 201, les italiques sont de l’auteur).

Alors que les rencontres de 2014 auraient dû se tenir en France, en l’absence d’association candidate pour les accueillir, c’est l’Asociación de Familiares y Fusiliados de Navarra 1936 (AFFNA36) qui s’engage à les réaliser.

### **2014, faire appliquer la loi de mémoire historique : la Navarre comme exemple**

Progressivement, une forme de « modèle » du déroulement des journées s’installe. Au-delà de la rencontre entre activistes de la mémoire, des conférences de juristes et d’universitaires sont programmées. L’histoire et le droit international sont deux disciplines prisées qui mettent en œuvre deux mouvements, en apparence contradictoires, mais qui sont parfaitement complémentaires. Si d’une part, une forme de déterritorialisation de la justice prend forme, se transmet et se répand, d’autre part, c’est une territorialisation de la mémoire qui a cours. Cette alternance entre deux échelles offre l’opportunité aux organisateurs de mettre en lien les espaces de revendication et les échelles d’analyse. À ce titre, les quatrième rencontres qui se sont déroulées à Pampelune les 12, 13 et 14 septembre 2014 sont particulièrement révélatrices. Le sous-titre « Navarra, Ganando Memoria / Nafarroa, Oroimena Irabazten / La Navarre, gagne en mémoire », traduit à la fois en basque et en français, dévoile cet ancrage à la fois local et transnational.

La Navarre est considérée par les Français et les Aragonais comme étant à l’avant-garde des actions mémorielles, grâce aux réalisations conjointes des militants associatifs et des institutions locales. La promulgation, en 2013, de la « Ley Foral 33/2013, de 26 de noviembre, de reconocimiento y reparación moral de las ciudadanas y ciudadanos navarros asesinados y víctimas de la represión a raíz del golpe militar de 1936<sup>11</sup> » reflète la prise en compte de la mémoire historique par un gouvernement régional. Elle est constamment citée en exemple par les associations aragonaises qui sollicitent son équivalent.

Au-delà de cette loi, ce sont les réalisations des associations navarraises qui sont mises à l’honneur (inauguration de plaque, accueil officiel par des édiles locaux, exhumations, etc.). Ainsi, ces journées transfrontalières, tout en mettant en contact des membres d’associations mémorielles de différentes localités, participent à la diffusion de revendications et de modalités d’actions. Ainsi, les conquêtes mémorielles d’un lieu sont adaptées à d’autres contextes locaux pour ensuite y être portées en tant que revendications. C’est ce dont témoigne un

11 « Loi forale de reconnaissance et réparation morale des citoyennes et citoyens navarrais assassinés et victimes de la répression suite au coup d’état militaire de 1936 ». Texte disponible en ligne, URL : <http://www.lexnavarra.navarra.es/detalle.asp?r=32889>, consulté le 24 avril 2016.

article d’opinion, publié par un militant de la Fundación Bernardo Aladrén dans un journal aragonais :

« En primer lugar, hay que decirlo, nos sorprendió que, frente al habitual memoricidio de la derecha española, en este caso, las instituciones navarras (de mayoría conservadora) estuvieron a la altura. [...] De todo ello deberían tomar nota muchos ayuntamientos aragoneses, sobre todo el de Zaragoza, pues también aquí hay que honrar a los regidores muertos por su compromiso político con la República, entre ellos, Bernardo Aladrén al cual, por cierto, el ayuntamiento de la capital de Aragón se comprometió formalmente a dedicarle una calle... hace 7 años... y todavía la seguimos esperando<sup>12</sup> ». (J.R.V.H., article publié dans le Periódico de Aragón, le 21 septembre 2014)

Les avancées consenties par les institutions sont réelles, mais ce n’est pas pour autant que les associations locales se retirent de la scène revendicative. Pour les organisateurs de ces rencontres, de nombreuses choses restent à accomplir, tant à l’échelle locale que nationale. Ces rassemblements, de plus en plus médiatisés, sont l’occasion de faire entendre leur voix auprès des pouvoirs publics. Lors de la présentation à la presse des journées de 2014, la présidente de l’AFFNA36 énonce clairement les engagements à prendre et les actions à réaliser :

« Pero entre otras reivindicaciones pendientes, la primera: quedan los restos de más de mil fusilados en Navarra sin recuperar, y esto corre prisa, se acaba el tiempo, y a este fin hay que dedicar una partida presupuestaria. Hay que declarar los Lugares de Memoria Histórica de Navarra, en cumplimiento de la Ley, que instaura esta figura para recordar los principales emplazamientos de la represión franquista y homenajear a las víctimas de la Guerra Civil y la Dictadura. Queda simbología fascista por retirar, Monumento a los Caídos por liquidar<sup>13</sup> ». (O.A., présentation à la presse des quatrième rencontres transfrontalières de Pampelune, le 12 septembre 2014)

12 « En premier lieu, il faut le dire, nous avons été surpris par le fait que, face à l’habituel mémoricide de la droite espagnole, dans ce cas, les institutions navarraises (de majorité conservatrice) ont été à la hauteur [...]. De tout ceci de nombreuses mairies aragonaises devraient prendre note, et surtout celle de Saragosse, car ici aussi il faut honorer les conseillers municipaux mort pour leur engagement politique envers la République, parmi eux, Bernardo Aladrén, à qui, d’ailleurs, la mairie de la capitale d’Aragon s’était engagée formellement à dédier une rue... il y a 7 ans... et nous continuons à attendre ». URL : [http://www.elperiodicodearagon.com/noticias/opinion/lecciones-republicanas\\_971821.html](http://www.elperiodicodearagon.com/noticias/opinion/lecciones-republicanas_971821.html), consulté le 24 avril 2016.

13 « Mais d’autres revendications sont en suspens, la première : les ossements de plus de mille fusillés en Navarre restent à récupérer, et c’est urgent, le temps passe, et pour cela il faut dédier une ligne budgétaire. Il faut déclarer les lieux de mémoire historique de Navarre conformément à la loi, il faut instaurer ce concept pour rappeler les principaux emplacements de la répression franquiste et rendre hommage aux victimes de la guerre civile et de la dictature. Il reste à retirer la symbolologie fasciste, le monument aux morts à liquider ». URL : <http://www.affna36.org/affna36/cronica-diaria-de-los-iv-encuentros-transfronterizos-de-memoria-historica/>, consulté le 18 novembre 2016.

Cette restitution chronologique de la construction du projet permet de prendre conscience de l'ampleur prise par ces rencontres transfrontalières pendant leurs quatre premières années d'existence, tant par l'augmentation du nombre de participants que par la présence d'élus ou encore par leur écho dans les médias et sur les sites internet dédiés. Progressivement, une structure type s'impose, entre valorisation des acquis et revendications locales. Cependant, elle laisse une marge d'adaptation en fonction des actualités républicaines, locales ou nationales. Mais un enjeu principal, la judiciarisation des crimes franquistes, s'impose au cœur de ces rencontres. Les participants cherchent à contourner la loi d'amnistie de 1977 et, pour ce faire, invitent des juristes, des historiens et des acteurs d'organisations non-gouvernementales (ONG) à venir présenter les recours possibles.

Si entre 2011 et 2014, seules les deuxièmes rencontres transfrontalières se sont déroulées en France, celles de 2015 ont été organisées à Bordeaux. Leur ethnographie permet d'analyser plus en profondeur le double enjeu très spécifique que portent ces manifestations lorsqu'elles se tiennent sur le territoire français. En effet, la déterritorialisation de la justice mais aussi la très nette volonté de co-écriture d'un récit commun doivent, dans ce cas, jouer sur une reconnaissance du parcours spécifique des exilés et de leurs descendants.

### 2015 : Quelle(s) mémoire(s) pour les descendants d'exilés en France ?

Les rencontres de 2015 organisées les 9, 10 et 11 octobre par les membres de l'association bordelaise iAy Carmela! et du regroupement d'associations françaises iCaminar!<sup>14</sup> invitent à interroger la construction de revendications consensuelles. Comment les promoteurs de ces journées françaises parviennent-ils à mobiliser des référents « parlant » pour les Espagnols alors même que leurs demandes, à l'échelle de la France, restent centrées sur une mise en lumière d'épisodes spécifiquement français : la reconnaissance des camps de concentration<sup>15</sup> français et l'implication de leurs aïeux durant la Seconde Guerre mondiale. Pour ce faire, un travail précis sur les contenus des interventions, sur la réception qui en est faite, mais aussi sur la manière dont les informations énoncées sont sélectionnées puis rediffusées par les participants est indispensable.

14 iCaminar!, la Coordination nationale d'organisations nationales mémorielles des descendants et amis des exilés de l'Espagne républicaine est un regroupement de onze associations françaises, est créée le 31 mai 2014 à Toulouse. L'objectif est : « la coordination de nos efforts et la mutualisation de nos moyens, nous apporterons davantage de crédibilité auprès des institutions locales, départementales, nationales. Elles faciliteront les actions communes appelées à se développer dans un cadre transfrontalier » (charte de coopération, diffusée en version papier lors de sa création).

15 Ce terme est celui employé par mes interlocuteurs. Utilisé initialement par les autorités de la Troisième République française, il est rapidement remplacé par celui de « camp d'internement ».

### « Vérité, justice et réparation »

Le programme se déploie autour du sous-titre révélateur, « Vérité, justice et réparation : quel espoir pour l'Espagne ? », qui laisse très clairement entrevoir le paradoxe de ces journées, organisées en France mais proposant une réflexion sur (et à partir de) l'expérience espagnole. À l'image des années précédentes, le public a assisté à des conférences, participé aux débats inter-associatifs et à la rédaction du manifeste. Parmi les activistes français, certains déplorent qu'avec le temps, les interventions de « professionnels » aient pris une place de plus en plus importante, au détriment de la rencontre et du partage entre militants<sup>16</sup>, objectif initial de ces journées. S'ils ne nient pas les apports des discussions avec les universitaires, ils constatent néanmoins que ce n'est pas le lieu adéquat pour la tenue de ce genre de conférences. Pourtant ces interventions sont largement commentées et discutées avant que leurs points saillants (aux yeux des activistes) ne soient réintégrés dans un discours collectif qui ouvre des pistes de réflexion et des modalités possibles de lutte. Ainsi, les adhérents de iCaminar! ont rédigé et largement fait circuler un compte rendu des journées qui inclut des résumés des interventions et la lecture qu'eux-mêmes en font. Ce texte renseigne sur ce que les organisateurs souhaitent voir retenu de ces rencontres, ce qui à leurs yeux en fait la richesse.

La première demi-journée est consacrée à une réflexion sur la justice internationale, livrée par des juristes et des historiens. La conférence inaugurale, d'une membre du syndicat de la magistrature et de la coalition française pour la Cour pénale internationale (CPI), est intitulée « Crimes contre l'humanité : la réponse de la justice pénale internationale ». L'oratrice présente la notion de crime contre l'humanité, qu'elle réinscrit dans sa profondeur historique, réaffirmant l'imprescriptibilité de ces actes. Le Statut de Rome de la CPI, ratifié par l'Espagne le 19 octobre 2000, définit à l'article 7 les crimes contre l'humanité : « des actes [...] commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile et en connaissance de cette attaque<sup>17</sup> ». Selon elle, à l'échelle de l'Espagne, la loi d'amnistie de 1977 « empêche encore à ce jour le travail de mémoire et de réhabilitation des victimes et de leurs familles » (D.B., le 9 octobre 2015).

La deuxième intervention, d'un professeur du département d'histoire contemporaine de l'université de Madrid, fait écho à cette réflexion, en présentant « Une politique de répression systématique et planifiée (mise en œuvre et formes des violences et des crimes dans un cadre légal et institutionnel de la répression franquiste) ». Dans son intervention, il revient sur les mécanismes de répression

16 Discussion informelle lors d'une réunion de bilan des journées bordelaises, le 28 novembre 2015.

17 Statut de Rome de la CPI, article 7. URL : [http://legal.un.org/icc/statute/french/rome\\_statute\(f\).pdf](http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute(f).pdf), consulté le 12 décembre 2016.

de la dictature, élaborés et perfectionnés durant la guerre. À son sens, l'absence de remise en cause de ces sentences militaires pose, dans le fond, le problème de la légitimité du régime franquiste. Celui-ci représente-t-il « l'ordre institutionnel en vigueur [ou une] dictature militaire » ? (G.G.B., le 9 octobre 2015).

Par une mise en relation du cadre pénal international actuel, de la définition de la notion de crime contre l'humanité et d'un regard porté sur le système de répression mis en œuvre par la dictature, les intervenants entendent ouvrir des pistes de réflexion sur la possible judiciarisation des exactions commises pendant la dictature. Durant le débat, les participants reviennent sur les actions possibles aux échelles individuelle et associative, afin de traduire en justice les acteurs de la répression franquiste.

Le lendemain, un historien, chercheur au CNRS et membre du Centre d'histoire sociale du XX<sup>ème</sup> siècle, propose de décentrer le regard pour le porter sur la figure de la victime. Sous le titre « Lutte pour la mémoire et la centralité des victimes : un phénomène international », il revient sur les évolutions concernant la mémoire et en particulier l'apparition de la figure de la victime, depuis les années 1960-1970. Au travers des exemples des Commissions de la vérité, créées en Amérique latine comme éléments de transition, ou des fosses communes des fusillés de 1935-1938 en Union soviétique, il invite les participants à élargir leur regard à d'autres cas et à restituer l'expérience dans le contexte plus large et international. Le compte rendu de cette communication (diffusé par mail) se conclut en ces termes : « Aucune société ne peut échapper durablement à une confrontation avec son passé ». Ces mots soulignent l'idée que les militants souhaitent voir retenue et transmise concernant cette présentation : la justice pour tous.

Les journées sont aussi un espace dédié à la réflexion sur une situation typiquement espagnole. Lors de sa présentation un maître de conférences honoraire à l'université de Pau souligne les manques de la loi de 2007 : « Le texte de la loi Zapatero comporte quelques avancées limitées, mais refuse la principale revendication : l'annulation des procès, condamnations et sentences arbitraires du franquisme » (Ibid.). Puis des représentants d'associations d'Aragon et de Navarre exposent les modalités régionales d'application de cette loi de mémoire historique, dans ce qui devient un partage d'expérience.

La même trame se tisse, entre une déterritorialisation de la justice et une application de la loi de mémoire historique sur le sol espagnol. Cependant, ces rencontres laissent en apparence peu de place aux récits mémoriels portés par les descendants français d'espagnols républicains, militant sur le sol français. C'est alors que la figure de l'exilé va créer un point de jonction entre local, national et

international, mais aussi entre hier, aujourd'hui et demain.

### **La mémoire de l'exil : entre hier et aujourd'hui**

Dès l'inauguration des journées, le président de iCaminar! annonce le sens qu'il souhaite voir donner à ces journées en demandant une minute de silence « en hommage à toutes les victimes de l'injustice, de la barbarie, de la terreur et de toutes les formes de totalitarisme du monde entier » (Ibid.). Cette anecdote démontre une volonté de considérer la condition de victime dans un regard universalisant. Elle amène également à réfléchir aux thématiques qui permettent aux participants français d'être pleinement intégrés aux revendications de mémoire historique. À ce titre, la dernière intervention, par son contenu et par l'accueil très enthousiaste que lui réservent les auditeurs (applaudissements nourris et commentaires dithyrambiques), offre l'opportunité d'observer l'une des modalités de prise en compte de la mémoire, au-delà des frontières.

Le Président de l'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) et ancien secrétaire général de la Ligue des droits de l'Homme France (LDH) prononce l'allocution de clôture, « États et protection des droits de l'Homme : moyens d'action de la communauté internationale ». Le conférencier précise immédiatement le sous-titre qu'il souhaite apporter à sa contribution, « Espagne 1935-2015, un passé qui ne doit pas passer ». Cette référence à l'ouvrage d'Éric Conan et Henry Rousso (1996), consacré à la mémoire de la France et de l'épisode de Vichy, permet à l'orateur de souligner son ambition de faire dialoguer les pays et d'ouvrir sa réflexion à l'international. Les bornes chronologiques proposées, de 1935 à 2015, démontrent quant à elles une prise en compte dépassant largement la guerre d'Espagne pour intégrer des interrogations contemporaines.

Il propose de faire dialoguer le passé et le présent : « Notre actualité récente, commune, a fait ressurgir de nos mémoires des images et des mots, des faits et des méfaits. Ce que l'on appelle communément la crise des réfugiés reproduit sous nos yeux les mêmes phénomènes que ceux qui suivirent partout et de tout temps les exactions, les crimes des dictatures à leur prise de pouvoir » (D.G., le 10 octobre 2015). Mais il met également en relation le local et l'international : « Arménie 1915, Italie 1923, Allemagne 1933, Espagne 1936 [...], en Amérique du Sud, en Asie, en Afrique, en Europe même, en Grèce [...], au Chili bien sûr en 1973. [...] Et je reviens au présent, toutes ces personnes qui arrivent en Europe » (Ibid.). C'est bien alors que la figure de l'exilé devient centrale : « Elles sont considérées comme les causes d'une crise des réfugiés et/ou des migrants alors qu'elles sont les conséquences d'une vraie crise double, celle de l'instabilité du monde et celle de l'Europe » (Ibid.).

Dès lors, et au-delà du statut de victimes nécessitant vérité et justice, l'intervenant



propose de réintégrer l'expérience de l'exil dans les discours et les revendications. Cette épreuve du déracinement permet à différents groupes sociaux, de pays distincts et d'époques variées, de se réunir dans un vécu douloureux commun. L'objectif est, par la mise en avant du personnage de l'exilé, de proposer les bases d'un rassemblement autour de valeurs communes. Un des enjeux sous-jacents à ces rencontres transfrontalières apparaît plus nettement. Il s'agit de trouver un accord, un langage commun entre Français et Espagnol, susceptible de les réunir. Si la figure de l'exilé mobilise l'expérience française elle fait également écho aux valeurs républicaines dont sont porteurs les militants résidents d'un côté ou de l'autre des Pyrénées. Ce faisant, la mémoire historique dépasse les frontières spatiales et temporelles, pour être réintégrée dans une lutte politique et sociale bien présente. La solidarité et la défense des droits de l'Homme sont au cœur de cette présentation qui fait appel à des référents évocateurs pour tous.

« LAEDH appelle à construire sur cette solidarité élémentaire, mais humanitaire et individuelle, une défense collective et politique des droits. [...] Comment ne pas voir que ces questions sont aussi celles qui, toutes choses égales par ailleurs, et sans vouloir faire de comparaisons historiques terme à terme, se sont posées en 1936 et se posent à chaque fois que des mouvements de population vers l'exil sont provoqués par la répression pratiquée par ceux qui viennent d'arracher le pouvoir par la violence ou bien veulent le conserver par la terreur. Et que les mêmes situations posent les mêmes questions ». (Ibid.)

Ainsi, dans ce discours, militant et ancré dans les opinions politiques et sociales défendues par la LDH, en mettant en regard des situations historiques et temporelles différentes, l'orateur propose une réflexion sur le statut de réfugié et sur l'expérience de l'exil. Considéré comme un chemin imposé, conséquence de la guerre et de la dictature, il permet aux activistes français d'intégrer la mémoire de l'Espagne républicaine, selon un angle spécifique. Mais ce discours mobilise également les ambitions d'universalisation de la justice en dépassant les événements des années 1930 pour investir une temporalité plus large : « Dans le sujet qui nous intéresse aujourd'hui, défendre l'universalité des droits c'est faire revenir sur le devant de la scène les manquements et les crimes qui ont marqué l'histoire des pays » (Ibid.). Mais l'objectif mémorialiste n'est pourtant pas oublié, car l'intervenant propose au public des démarches concrètes et des médiateurs internationaux : « Des instruments d'action existent au niveau du Comité des droits de l'Homme de l'ONU, du Comité contre les disparitions forcées, du Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des Droits de l'Homme et des députés européens » (Ibid.).

Le débat qui s'enclenche au terme de cette intervention témoigne de l'approbation du public. Les personnes qui prennent la parole soulignent toutes la nécessité de mener un « combat universel » (terme utilisé par l'un des participants). Si le premier commentateur rappelle le rôle et l'engagement des membres des brigades internationales durant la guerre, c'est bien pour ramener la réflexion sur un terrain contemporain. À son sens, il faut que les associations cessent de se combattre entre-elles mais bien qu'elles s'unissent car « notre division fait leur force ». Une femme, fille d'espagnols ayant émigré pour des raisons économiques au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>, insiste sur l'indispensable abolition des clivages entre les différentes catégories de l'exil : « Luttons [...] ensemble pour une même raison, [...] la reconnaissance de l'humanité, notre humanité ». Enfin, l'un des organisateurs, président de MER 47<sup>19</sup>, conclut les journées de conférences en mêlant Espagne, France et international mais aussi passé, présent et futur :

« On part d'ici avec tout une série de luttes, de solidarités. C'est en nous rassemblant tous, [...], des deux côtés de la frontière, nous les enfants de ceux qui se sont réfugiés en France, qui ont été exilés [...] et de l'autre côté, ceux qui ont vécu le franquisme pendant quarante ans. [...] Et je crois qu'il y a de grands espoirs pour que demain, en Espagne comme ailleurs dans le monde, les idées des droits de l'Homme, de la justice [s'imposent] ». (A.M., le 10 octobre 2015)

D'un côté de la frontière, les activistes espagnols mettent au cœur de leurs revendications un travail, voulu avec les institutions, pour obtenir l'accomplissement de la loi de 2007 à l'échelle régionale et nationale. En France, les militants associatifs, en mobilisant la figure de l'exilé intègrent et s'intègrent dans une mémoire spécifiquement espagnole. Mais l'enjeu majeur de ces rencontres, qui offrent la possibilité aux activistes des deux côtés de la frontière pyrénéenne de se rencontrer, est la volonté de judiciarisation des crimes du franquisme pour atteindre un idéal de « vérité, justice et réparation ». Si des ancrages locaux spécifiques font écho aux parcours des uns et des autres, c'est bien le consensus qui prime. Il doit permettre de faire reconnaître un récit « co-construit » de la Seconde république, de la guerre et de ses suites. L'étude du manifeste adopté chaque année au terme de ces journées est particulièrement révélatrice de l'articulation entre judiciarisation internationale et doléances locales et nationales.

### **Passés, présents et futurs : le Manifeste**

18 Concernant les différentes vagues d'immigration d'espagnols en France, voir, entre autres, Collectif, 1991 et Lillo, 2006.

19 Mémoire de l'Espagne républicaine du Lot-et-Garonne.

Lors de la première rencontre qui s'est déroulée en 2011 à Saragosse, les participants ont rédigé un « Manifesto en defensa de la memoria histórica republicana ». Composé de six articles et signé par l'ensemble des représentants des associations présentes. Réactualisé annuellement au terme des journées, il pose à l'écrit les bases communes et les revendications partagées par les activistes français et espagnols. Considérer ce texte dans ses versions successives permet de révéler la manière dont les organisateurs investissent les rencontres. Plus spécifiquement, dans le cas des ajouts faits à Bordeaux, il s'agit de questionner la manière dont les français parviennent à intégrer à ce document leurs demandes de reconnaissance mémorielle par l'État français.

### Déterritorialiser la justice et revendiquer une mémoire pour l'Espagne

Les premières lignes du « Manifeste pour la défense de la mémoire historique républicaine » énoncent le cadre dans lequel s'inscrivent les rencontres organisées depuis 2011.

« Las inconmensurables víctimas del franquismo siguen estando olvidadas y silenciadas, cuando no ultrajadas y despreciadas en la España de hoy. Los crímenes del régimen de Franco continúan protegidos por la impunidad que le ha otorgado hasta hoy la democracia española. [...] Las organizaciones y asociaciones que enarbolamos la bandera de la memoria democrática, reivindicamos la verdad, la justicia y la reparación para las víctimas de la historia de la democracia española. La memoria de estas víctimas también debiera acompañar a las futuras generaciones<sup>20</sup> ». (Manifesto..., adopté à Saragosse le 24 octobre 2011)

Cette introduction, jusqu'alors reproduite à l'identique, est complétée lors des rencontres bordelaises, d'une dernière phrase : « L'Espagne ne sera une démocratie véritable que lorsqu'elle aura satisfait à cette exigence » (Manifeste..., adopté à Bordeaux le 11 octobre 2015). Cette doléance se place très clairement sur le territoire espagnol mais ce sont les activistes français qui l'énoncent

en ces termes. Ils réaffirment ainsi leur soutien aux associations mémorielles

20 « Oubli et silence dans le meilleur des cas, outrage et mépris souvent, tel est le sort que réserve l'Espagne d'aujourd'hui aux victimes indénombrables du franquisme. Les crimes du régime de Franco sont toujours protégés par l'impunité que leur a accordée jusqu'à aujourd'hui la démocratie espagnole. Nous, organisations et associations qui brandissons le drapeau de la mémoire démocratique, nous revendiquons la vérité, la justice et la réparation pour les victimes de l'histoire de la démocratie espagnole. La mémoire de ces victimes a vocation à accompagner aussi les générations futures » (Version française du manifeste de 2015).

espagnoles et leur engagement dans la politique actuelle de l'Espagne. Reprise à l'unisson par les militants espagnol présents à Bordeaux, cette formulation est par ailleurs réintégrée dans le manifeste adopté le 2 octobre 2016 à Saragosse, lors des sixièmes rencontres. La jonction entre les deux côtés des Pyrénées repose en grande partie sur cette implication des descendants d'exilés dans des revendications spécifiquement espagnoles.

Chaque article débute par un verbe conjugué à la première personne du pluriel, marquant une fois de plus le consensus qui résulte de ces rencontres : nous déclarons, nous exigeons, nous réclamons, nous encourageons, etc. Dans ses grandes lignes, le texte fait écho aux interventions qui ont ponctuées les différentes journées et revendique très clairement l'application de la loi de mémoire historique : allocation des moyens financiers adéquats, suppression des symboles franquistes dans les espaces publics et dans les églises. Ainsi, dès sa version de 2011, ce texte fait référence à la situation politique espagnole et insiste sur la nécessaire application aux échelles locales et nationales de la loi de 2007.

« La inclusión en dicha ley [de 2007], en aplicación de la legislación penal internacional (suscrita por España en 1985 y recogida en el art. 23.4 de la Ley Orgánica del Poder Judicial) y del principio de justicia universal, de la consideración de "crímenes contra la humanidad" y, por tanto imprescriptibles (art. 7 de los Estatutos de la Corte Penal Internacional) de los cometidos por el franquismo<sup>21</sup> » (Manifesto..., adopté à Saragosse le 24 octobre 2011).

Le manifeste dénonce par ailleurs le « délaissement juridique » des victimes et de la cause de la mémoire historique. Les associations signataires demandent la création d'une « commission de la Vérité sur les crimes franquistes » ; la réouverture du « Bureau des victimes de la guerre civile et de la dictature », fermé en 2012 (dont l'une des missions était de coordonner les exhumations).

Il incite par ailleurs les associations signataires et les familles de victimes à « internacionalizar las exigencias de memoria, dignidad y justicia [...] recurriendo a todas las vías legales posibles en las que poder interponer demandas y querellas para juzgar y condenar este tipo de crímenes »<sup>22</sup> (Manifesto..., adopté à Jaca le 29 septembre 2013). À l'écrit comme à l'oral, l'internationalisation de la justice

21 « Inclure dans ladite loi [de 2007], en application de la législation pénale internationale (signée par l'Espagne en 1985 et reprise dans l'article 23-4 de la Loi Organique du Pouvoir Judiciaire), le principe de justice universelle, la reconnaissance en « crimes contre l'humanité », imprescriptibles (article 7 des statuts de la CPI), des crimes commis par le franquisme » (Version française du manifeste de 2015).

22 « internationaliser les exigences de mémoire, de dignité et de justice [...] en recourant à toutes les voies légales permettant d'engager des procès pour juger et condamner ce type de crimes » (Version française du manifeste de 2015).

joue un rôle central dans l'objectif de traduire en justice les exactions franquistes. Il s'agit alors de trouver les intermédiaires permettant de contourner la loi d'amnistie de 1977 ou de la faire abroger. Par exemple, le lien est explicitement fait avec la Querella Argentina coordonnée par le réseau CEAQUA (Coordinadora estatal de apoyo a la Querella Argentina contra crímenes del franquismo). Cette action, engagée auprès des juridictions argentines « con el objetivo de que se investiguen los crímenes cometidos por los integrantes de la dictadura franquista, se identifica a sus responsables y se los sancione penalmente<sup>23</sup> ».

En plus de ces demandes de justice internationale et d'application de la loi de mémoire historique à l'échelle nationale, le manifeste inclut des doléances locales. Celles-ci sont ajoutées au texte chaque année par les organisateurs des rencontres. Si dans un premier temps il s'agissait de mettre en avant des actions menées ou en cours, le manifeste s'est peu à peu institué en tant que support aux revendications. Un paragraphe écrit en 2011 est consacré, par exemple, au projet « Routes de la Mémoire » développé entre Aragon et Aquitaine. Concernant ces échanges scolaires qui ont donné lieu aux premières rencontres transfrontalières, les participants affirment : « que el modelo propuesto por Las Rutas de la Memoria puede hacerse extensivo, con las adaptaciones necesarias, a los proyectos educativos de otras Comunidades Autónomas españolas y departamentos franceses que pudieran estar interesados en esta materia<sup>24</sup> » (Manifesto..., adopté à Saragosse le 24 octobre 2011). Le 14 septembre 2014, un article ajouté fait part de demandes ancrées en Navarre, concernant les « lieux de mémoire ». Les militants exigent : « la retirada de los restos de los generales liberticidas Emilio Mola Vidal y José Sanjurjo Sacanell [...] de la cripta del Monumento a los Caídos de Pamplona. [...] Instamos igualmente a las administraciones publica a abordar la conversión del Fuerte de San Cristóbal en Lugar de Memoria<sup>25</sup> » (Manifesto..., adopté à Pampelune le 14 septembre 2014).

Ce manifeste intègre ainsi, au fil du temps, un ensemble de projets et de revendications qui s'inscrivent à différentes échelles spatiales et temporelles. Les journées bordelaises de 2015 mettent en œuvre, sur le sol français, des exigences typiquement espagnoles, tout en tentant de faire reconnaître la spécificité de l'exil

23 « dans l'objectif qu'une enquête soit menée sur les crimes commis par les membres de la dictature franquiste, que les responsables soient identifiés et sanctionnés pénalement ». Présentation du Réseau AQUA. URL : <http://www.ceaqua.org/querella-argentina/>, consulté le 20 décembre 2016.

24 « Nous estimons que le modèle proposé par Les Routes de la Mémoire peut s'étendre, avec les adaptations nécessaires, aux projets éducatifs d'autres Communautés Autonomes espagnoles et de départements français qui pourraient être intéressés par les sujets » (Version française du manifeste de 2015).

25 « que soient retirés de la Crypte du Monument aux Morts de Pamplona, les restes des généraux liberticides Emilio Mola Vidal et José Sanjurjo Sacanell. [...] Nous demandons aussi aux administrations publiques d'envisager la transformation du Fort de San Cristobal en Lieu de Mémoire » (Version française du manifeste de 2015).

de leurs aïeux. L'étude des points développés dans le manifeste adopté cette année-là permet de mieux saisir une forme de reterritorialisation française de la mémoire historique espagnole.

### Entre France et Espagne : un rôle fédérateur

Le manifeste, réactualisé et adopté à Bordeaux le 11 octobre 2015, inclut un certain nombre d'ajouts qui sont révélateurs de la volonté des participants français de reterritorialiser, à l'échelle de la France, les mémoires de l'Espagne. Les rédacteurs mettent en œuvre les mêmes échelles de revendications : justice internationale, reconnaissance nationale, mémoire(s) locale(s) et réaction à l'actualité.

Le deuxième article, dédié à la déterritorialisation de la justice est complété d'un encart concernant directement les français : « Nous encourageons les associations mémorielles, les partis et syndicats de France, lieu de résidence d'une partie importante de l'exil espagnol, à ouvrir la voie judiciaire au moyen de procès et actions qui poussent la justice française à enquêter sur les crimes franquistes » (Manifeste..., adopté à Bordeaux le 11 octobre 2015). En s'engageant à inciter les différents acteurs de la scène citoyenne et politique française à œuvrer en faveur de la justice internationale, les organisateurs démontrent leur participation aux vellétés de judiciarisation internationale.

L'article 10, intégralement inséré en 2015, souligne avec fermeté la nécessité d'une reconnaissance de l'exil espagnol en France. Son ajout concerne spécifiquement les réclamations des associatifs français : la reconnaissance, par l'État français, de l'accueil réservé aux exilés espagnols républicains par la Troisième République française, et la participation de ces derniers à la résistance en France.

« Nous soutenons également les actions menées par les associations mémorielles françaises pour faire reconnaître la contribution apportée par les Républicains espagnols à la lutte antifasciste et à la Libération de la France.

Nous soutenons leurs actions destinées à conserver et transmettre la mémoire de la Retirada et de l'exil républicain, des camps de concentration et des mesures répressives prises à l'encontre des réfugiés espagnols ainsi que pour faire vivre les lieux de mémoire qui en sont les témoins.

Comme elles, nous affirmons la lourde responsabilité du gouvernement français de la troisième République dans la politique de non-intervention qui a laissé le champ libre aux forces fascistes.

Ce même gouvernement qui devait réserver un accueil dépourvu d'humanité aux républicains espagnols dans les camps de concentration

français en février 1939 provoquant la mort de milliers d'entre eux puis organiser leur travail forcé dans les C.T.E [compagnies de travailleurs étrangers] après avoir nommé Philippe Pétain ambassadeur de France auprès de Franco à Burgos [le 2 mars 1939] alors que la guerre n'était pas terminée.

Nous nous associons aux démarches entreprises à l'initiative de la coordination nationale ¡Caminar! pour, qu'à l'instar de l'Argentine, soit instituée en France une journée nationale d'hommage à l'exil de l'Espagne Républicaine ». (Ibid.)

Par ce paragraphe, les instigateurs des journées s'incluent dans les volontés de reconnaissance espagnoles. Ici, l'utilisation du « nous » laisse entrevoir que ce paragraphe, rédigé par des Français, réunit l'ensemble des participants, au-delà de leurs lieux de résidence ou de leurs nationalités. Il permet également de souligner les points de jonction entre les deux pays, en rappelant des événements affectant et concernant les deux nations. En adoptant ce texte, les associations espagnoles légitiment à leur tour les actions mémorielles réalisées par les activistes français.

Ce manifeste, à l'image de celui adopté à Pampelune en 2014, introduit une demande locale, ici liée spécifiquement à la mémoire des républicains telle qu'elle est travaillée par les français. Le 3 juin 2015, un jardin en hommage aux combattants de la Nueve<sup>26</sup> est inauguré par Anne Hidalgo en présence du roi d'Espagne. Si l'annonce de la pose de cette plaque a été particulièrement bien reçue par les militants français, la venue du roi d'Espagne a suscité leur indignation. La coordination ¡Caminar!, a marqué cette protestation par la rédaction d'une lettre ouverte, daté du 10 juin 2015, destinée à la maire de Paris. Dans ce courrier, les signataires soulignent qu'en Espagne, « à l'heure actuelle, les crimes du franquisme restent impunis, que des symboles franquistes sont toujours présents dans bon nombre de villes. Le roi d'Espagne a-t-il une seule fois rendu hommage aux républicains espagnols dans son propre pays ? A-t-il condamné les crimes du franquisme ? » (Lettre ouverte de ¡Caminar! à destination d'Anne Hidalgo). L'article numéro 11 du manifeste engage l'ensemble des participants, qu'ils soient français ou espagnols, à se rallier à cette protestation. Une fois de plus le lien est fait entre local, national et transnational.

Enfin, le texte de 2015 prend fin sur une phrase qui permet de réintégrer les

26 Ces espagnols exilés, intégrés à la 2<sup>e</sup> Division blindée (DB) du général Leclerc, regroupés au sein de la 9<sup>e</sup> compagnie commandée par le capitaine Dronne, « à dominante espagnole avec des officiers issus de l'armée républicaine » (Dreyfus-Armand, 1999, p. 121-122). Cette compagnie participe à un détachement qui entre dans Paris le 24 août 1944, alors même que les troupes allemandes ne se rendent que le lendemain, précipitant la libération de la ville (voir aussi Mesquida, 2011).

valeurs républicaines, consensus de base de ces rencontres par-delà les Pyrénées : « Plus généralement, nous nous engageons à défendre les valeurs universelles de liberté, d'égalité, de laïcité et de justice sociale dont était porteuse la République Espagnole » (Manifeste..., adopté à Bordeaux le 11 octobre 2015). Par cette conclusion, l'intégralité des participants se retrouvent. Les valeurs de la Seconde république, revendiquées par les activistes espagnols, sont également celles reçues en héritage familial par les activistes français. C'est alors une mise en relation entre passé et présent qui s'opère et ce afin de se rassembler et de lutter pour le futur.

En se réunissant, les militants français et espagnols cherchent à faire entendre un certain nombre de revendications parmi lesquelles « vérité, justice et réparation » pour toutes les victimes du franquisme. Le manifeste, trace écrite et diffusée aux institutions (partenaires ou à convaincre), pose les jalons du travail commun : déterritorialisation de la justice mais aussi reterritorialisation de la récupération de la mémoire historique. Les journées de 2015 témoignent des bases du récit que co-écrivent les participants. Ces derniers, en réinscrivant les valeurs portées par la Seconde République espagnole au présent, ouvrent un espace de lutte étendu dans l'espace et dans le temps qui propose un idéal pour le futur.

## Conclusion

Oscillant entre plusieurs échelles d'action, du local à l'international, ces journées font se rencontrer des militants issus de part et d'autre des Pyrénées qui participent à la co-écriture d'un récit de la guerre, incluant la Seconde république, la guerre, la dictature et l'exil. Deux mouvements, en apparence opposés, mais parfaitement complémentaires, sont à l'œuvre : déterritorialisation de la lutte et reterritorialisation des mémoires. Commémorer ensemble ne va pas de soi, et au-delà des impératifs de « vérité, justice et réparation » énoncés, il est indispensable de construire des doléances communes, incluant les situations spécifiques. La défense d'un ensemble de valeurs très actuelles, ancrée dans l'idée de démocratie républicaine, fait émerger une revendication majeure : « l'espoir demain d'une Espagne pleinement démocratique considérant son passé sans haine ni désir de vengeance mais rendant vérité, justice et réparation à ceux qui ont été les victimes de leur lutte pour la liberté. Vérité, justice, réparation : quel espoir pour l'Espagne ? La République, bien sûr ! ¡Viva la República! ». (E.D. Président de ¡Caminar! lors de cérémonie à la mairie de Bordeaux, le 9 octobre 2015). La mobilisation de référents républicains (liberté, égalité, justice, etc.) issus de la Seconde république pose les jalons, au présent, d'un discours qui se projette très clairement dans le futur.

Ces premières investigations invitent à poursuivre l'enquête tant les questions qui demeurent en suspens sont nombreuses : comment les activistes espagnols reçoivent-ils les doléances émises depuis le sol français ? Les Français parviennent-ils à conserver leur place lorsque les rencontres sont organisées en territoire espagnol ? Comment l'irruption d'acteurs institutionnels (lors des élections municipales et régionales de 2015 en Espagne par exemple), porteurs de stratégies et de sensibilités politiques différentes, amène à une négociation/renégociation des rôles de chacun dans ces actions mémorielles ? Comment revendiquer une identité singulière dans un jeu de places renouvelé ? Quelles nouvelles alliances se font et se défont ? Autant de questions auxquelles seule une enquête approfondie pourra tenter de répondre.

## Bibliographie indicative :

Aróstegui, J. 2009, « La Ley de Memoria Histórica: reparación e insatisfacción », Patrimonio cultural de España, [En ligne]  
URL : [www.mecd.gob.es/cultura.../08\\_PCEI\\_Ley\\_Reparacion.pdf](http://www.mecd.gob.es/cultura.../08_PCEI_Ley_Reparacion.pdf)

Céfai, D. (dir.) 2010, L'engagement ethnographique, Paris, EHESS, coll. En temps & lieux.

Chaput, M.-C. et Taillot, A. 2013, « Le franquisme face à la justice », Matériaux pour l'histoire de notre temps, n° 111-112, p. 39-48.

Claverie, É. 2012, « Mettre en cause la légitimité de la violence d'État », Quaderni [En ligne]  
URL : <http://quaderni.revues.org/579> ; DOI : 10.4000/quaderni.579

Collectif, 1991, Exil politique et migration économique. Espagnols et Français au XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, Paris, CNRS.

Conan, É. et Rousso, H. 1996, Vichy, un passé qui ne passe pas, Paris, Gallimard, coll. Folio.

Dreyfus-Armand, G. 1999, L'exil des républicains espagnols en France. De la guerre civile à la mort de Franco, Paris, Albin Michel.

Dreyfus-Armand, G. et Temime, É. 1995, Les camps sur la plage, un exil espagnol, Paris, Éd. Autrement, coll. Français d'ailleurs, peuple d'ici.

Hartog, F. et Revel J. (dirs.) 2001, Les usages politiques du passé, Paris, EHESS, coll. Enquête.

Lefranc, S. (dir.) 2006, Après le conflit, la réconciliation ?, Paris, M. Houdiard.

Lillo, N. 2006, « La Emigración española a Francia a lo largo del siglo XX: una historia que queda por profundizar », Migraciones y Exilios, n° 7, p. 159-180.

Macé, J.-F. 2012, « Los conflictos de memoria en la España post-franquista (1976-2010) entre políticas de la memoria y memorias de la política », Bulletin hispanique, [En ligne]  
URL : <https://bulletinhispanique.revues.org/2150#tocto1n6>

Mezquida, E. 2011, *La Nueve* 24 août 1944. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris, Paris, le Cherche midi, coll. Documents.

Moulinié, V. et Sagnes, S. 2011, *Des exilés politiques aux vaincus magnifiques : mémoire des républicains espagnols (février 1939)*, Carcassonne, Groupement audois de recherche et animation ethnographique.

Ortiz Heras, M. 2006, « Memoria social de la guerra civil: la memoria de los vencidos, la memoria de la frustración », *Historia actual online*, [En ligne]  
URL : <https://dialnet.unirioja.es/servlet/articulo?codigo=2195714>

Revel, J. (coord.) 1996, *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard, Le Seuil, coll. Hautes études.

Rouso, H. 2016, *Face au passé. Essais sur la mémoire contemporaine*, Paris, Belin, coll. Histoire.

Ruiz Torres, P. 2007, « Los discursos de la memoria histórica en España », *Hispania Nova Revista de Historia Contemporánea*, [En ligne]  
URL : <http://hispanianova.rediris.es/7/dossier/07d001.pdf>

Smaoui, S. 2014, « Sortir du conflit ou asseoir la lutte ? Exhumer et produire des « victimes républicaines en Espagne » », *Revue française de science politique*, n° 64, p. 435-458.

Yusta Rodrigo, M. 2011, « ¿« Memoria versus justicia »? La « recuperación de la memoria histórica » en la España actual », *Amnis*, [En ligne]  
URL : <https://amnis.revues.org/1482>

---

### Pour citer cet article

---

#### Référence électronique

PRUDOR, Anélie, « Les 'rencontres transfrontalières de la mémoire historique de l'Espagne républicaine' : entre internationalisation des luttes et territorialisation des mémoires », *Revue Miroirs* [En ligne], 5|2017, mis en ligne le 30 juin 2017, <http://www.revuemiroirs.fr/links/5/article4.pdf>

---

#### Auteur

Anélie PRUDOR Université Toulouse 2 Jean Jaurès  
Doctorante  
LISST-Centre d'anthropologie sociale UMR 5193  
Membre scientifique à la Casa de Velázquez  
[a.prudor@gmail.com](mailto:a.prudor@gmail.com)

---

Droits d'auteur

© RevueMiroirs.fr

## « Finding the balance<sup>1</sup> » : le rôle transfrontalier des associations du secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne

Pierre-Alexandre Beylier, Université Grenoble-Alpes

### Résumé

Cet article analyse la façon dont la société civile représentant le secteur privé s'est organisée en Amérique du Nord en réponse aux mesures sécuritaires mises en place suite aux attentats du 11 septembre 2001. Ces dernières ayant induit un phénomène d'épaississement de la frontière Canada/États-Unis qui a eu un impact négatif sur les relations commerciales des deux voisins nord-américains, les représentants du secteur privé ont dû s'organiser et développer un activisme économique afin de rendre davantage de flexibilité à la frontière. Leur rôle actif a permis notamment la mise en place d'un accord bilatéral entre le Canada et les États-Unis, l'accord « Par-delà la frontière ».

**Mots-clés :** frontière, Canada, États-Unis, intégration, sécurité, activisme économique

### Abstract

This paper analyzes how the civil society that represents the private sector has organized itself since 9/11 as a response to the security measures put in place in North America. These security measures have contributed to a « thickening » of the Canada/US border, which has had a negative impact on the Canada/US trading relationship. As a consequence, the representatives of the main sectors and the most important companies have launched a new kind of « economic activism » in order to lobby the American and the Canadian governments and impart some flexibility back to the international border. Their active role has namely led to the implementation of a bilateral agreement between the two North American neighbors, the « Beyond the Border Agreement ».

**Keywords :** border, Canada, United States, integration, security, economic activism

<sup>1</sup> Titre d'un rapport publié en 2009 par la Chambre de Commerce du Canada.

Riches d'une relation commerciale qui est la plus importante au monde, le Canada et les États-Unis comptent parmi les pays les plus intégrés de la planète. Ils ont, en effet, su développer, depuis le 19<sup>e</sup> siècle, des liens économiques, politiques et culturels, aussi divers et nombreux qu'enchevêtrés, des liens qui leur ont garanti prospérité et proximité. Mais ces liens, ils les doivent surtout à leur frontière commune, une frontière qu'ils ont historiquement transcendée.

Alors que traditionnellement, les frontières constituent davantage un hiatus, une fracture « stérilisante » (Pradeau, 1993, 227) qui marginalise les espaces qu'elles séparent, certaines ont, au contraire, connu un « retournement du stigmate en ressource, devenant ainsi une source de prospérité en raison des différentiels qu'elle[s] crée[nt] » (Amilhat-Szary, 2015, 85). La frontière américano-canadienne, a, pour sa part, connu un schéma inverse : alors que tout au long du 20<sup>e</sup> siècle elle était une frontière-ressource, hautement défonctionnalisée<sup>2</sup>, elle est devenue un stigmate, dans le sillage des attentats du 11 septembre. En raison de son ouverture et de son caractère non-défendu, elle a attiré l'attention de l'administration Bush qui, la considérant comme vulnérable, a déployé, sur toute sa longueur, un dispositif de sécurité massif pour lutter contre le terrorisme (Hufbauer *et al.*, 2003, 133). Dès lors, elle s'est retrouvée prise entre deux visions, à la fois source de prospérité mais aussi vecteur de la menace terroriste<sup>3</sup>, et l'équilibre entre ces deux visions a été difficile à atteindre, provoquant au contraire de nombreux dysfonctionnements. Confrontée à des mutations inédites, elle est rentrée dans une ère nouvelle, structurée par la sécurité (Drache, 2004, 88), et les réseaux transfrontaliers qui s'étaient construits à travers elle s'en sont trouvés impactés de façon négative.

Afin de lutter contre ce qui est maintenant communément désigné comme un « épaissement de la frontière », la société civile canadienne s'est donc mobilisée. Toutefois, dans le contexte nord-américain, moins qu'un moteur à l'intégration, la société civile est davantage considérée comme un obstacle à celle-ci (Drainville, 1997, 126), (Macdonald, 2004). Lorsqu'un accord de libre-échange est négocié entre le Canada et les États-Unis à la fin des années 1980, il rencontre, en effet, une vive opposition de la part de la société civile canadienne. Mus par une peur épidermique de l'impérialisme américain, ses détracteurs craignent qu'une relation

<sup>2</sup> La frontière Canada/États-Unis se distingue des frontières européennes dans le sens où, après un court épisode conflictuel, suite à la Révolution américaine, qui a fait d'elle une frontière défendue, aucune infrastructure défensive n'a été construite après 1870 (Stacey, 1950).

<sup>3</sup> Dès les années 1990, la frontière Canada/États-Unis attire l'attention des médias et politiques américains. Selon certains, sa dimension non défendue fait d'elle une frontière « poreuse » et une « porte d'entrée » pour les terroristes. Cette rhétorique sera reprise avec vigueur après les attentats de 2001 et donnera naissance à des rumeurs infondées comme la rumeur persistante selon laquelle les terroristes à la tête des attaques du 11 septembre seraient rentrés par le Canada (Beylier, 2016).

trop prononcée avec le voisin du sud ne conduise le Canada à une refonte de ses programmes sociaux par le biais d'une harmonisation plus poussée en matière sociale, voire politique (Thompson et Randall, 2008, 275-276). Ce débat n'est pas nouveau. Déjà à la fin du 19<sup>e</sup> siècle le thème du libre-échange avait été un thème clivant entre nationalistes et continentalistes qui avaient chacun une vision différente du Canada (*Ibid.*).

Toutefois, la société civile est par définition très composite et est constituée de groupes dont les intérêts varient en fonction du sujet abordé. Le but de cette communication est donc de s'attarder sur une partie de la société civile, les représentants du secteur privé, qui, dans le contexte nord-américain, non seulement se détachent quant à leur positionnement en matière d'intégration économique mais sont également plus actifs dans ce domaine. Il s'agira de démontrer comment ils se sont mobilisés depuis 2001 en se structurant de façon transnationale afin de résoudre les problèmes auxquels la frontière Canada/États-Unis est confrontée depuis 15 ans.

Une première partie présentera rapidement l'évolution que la frontière a connue depuis les attentats du 11 septembre 2001 avant d'analyser la façon dont la société civile s'est mobilisée pour pallier les effets négatifs de cette dernière et pour mettre en place ce que l'on peut qualifier d'activisme économique libéral. Nous nous demanderons, pour finir, si les objectifs ont été atteints et si l'intégration continentale a bénéficié de cette mobilisation.

### **L'épaississement de la frontière et l'enrayement des réseaux transnationaux : Etat des lieux**

#### ***La situation d'avant le 11 septembre 2001 : intégration et continentalisation***

A l'aube du 11 septembre 2001, la frontière Canada/États-Unis jouit d'une situation exceptionnelle à l'échelle mondiale. Ayant vu ses infrastructures stratégiques très vite démantelées dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle, elle est devenue, au 20<sup>e</sup> siècle « la plus longue frontière non-défendue au monde » (Stacey, 1950). Très peu surveillée, elle est traversée très rapidement par les individus qui se soumettent à des contrôles sommaires et la considèrent davantage comme une « incommodité administrative » (Drache, 2004, 35). A cela s'ajoute l'élimination des barrières tarifaires qui a eu lieu suite à l'adoption de deux accords de libre-échange en 1988 et 1992 et qui a conduit à une libéralisation des échanges et des investissements entre les deux pays. En somme, en 2001, la frontière Canada/États-Unis est une frontière hautement défonctionnalisée puisque ses composantes stratégique-défensive, économique-commerciale et migratoire sont quasi-inexistantes.



Cette ouverture fait donc d'elle une frontière très active, site de flux divers et nombreux. Chaque jour, elle est traversée par 40 000 containers, plus de 1,9 milliard de dollars de marchandises et près de 300 000 personnes (Clarkson, 2003, 68-69). Pour la plupart de ces entreprises et de ces individus, la frontière était une réalité du quotidien, qui n'est pas ressentie comme une véritable frontière et qui se franchit en quelques secondes.

Toutefois, plus qu'une simple relation d'échanges, c'est une relation véritablement intégrée qui a émergé. A titre d'exemple, dans le domaine commercial, les entreprises n'échangent pas seulement des produits finis mais elles les fabriquent ensemble, 40% à 50% du commerce étant un commerce intra-entreprises ou entre entreprises affiliées (*Standing Committee on International Trade*, 2009, 2). Le secteur automobile est devenu un véritable modèle en la matière. Il a tôt fait d'installer des succursales au Canada et d'intégrer sa chaîne de production afin de rationaliser les coûts de production, une voiture traversant pas moins de sept fois la frontière au cours de son processus de fabrication. S'est donc mis en place un système en flux tendus (*just-in time*), à travers une frontière ouverte, fluide et prévisible pour que les entreprises profitent des avantages comparatifs que chaque pays a à offrir (Godfarb, 2007). Après avoir été pionnier, le secteur automobile a été suivi par d'autres à l'instar de l'agro-alimentaire ou de l'aéronautique. Une relation très intime d'interdépendance s'est donc nouée à travers cette frontière ouverte qui a permis aux deux économies américaine et canadienne de s'intégrer de façon avancée. Mais lorsque les attentats du 11 septembre surviennent, ce système fluide et ouvert s'enraye, mettant ainsi à mal la fondation de la prospérité de la relation américano-canadienne.

### **La frontière intelligente : Conséquence sur les réseaux transnationaux**

Suite aux attentats sur le *World Trade Center* et le Pentagone, la frontière Canada/ Etats-Unis – tout comme l'ensemble des frontières américaines – fait l'objet d'une politique de sécurisation avancée, servant ainsi de levier central dans la guerre contre le terrorisme que l'administration Bush lance (Andreas, 2003, 1). Cependant, malgré la volonté d'atténuer les effets négatifs de cette sécurisation, à travers la mise en place d'une « frontière intelligente » qui allie sécurité et facilitation des flux, cette entreprise s'est traduite par une rigidification de celles-ci et des réseaux transnationaux commerciaux et humains qui s'étaient construits à travers la frontière. Le commerce transfrontalier a été impacté en premier lieu. Après une décennie d'augmentation exponentielle<sup>4</sup>, il a connu une stagnation dans les années

4 Le commerce bilatéral est passé de 242 milliards de dollars (CDN) en 1994 à 409 milliards de dollars en 2000. Puis, jusqu'en 2003, ce dernier diminue pour atteindre les 391 milliards de dollars, avant de réaugmenter mais dans des proportions moindres, en oscillant entre 500 et 600 milliards de dollars selon les années (Statistiques Canada, 2016).

2000. Même si la sécurisation de la frontière n'est pas le seul facteur responsable, plusieurs études lui attribuent toutefois un rôle central : Globerman et Storer démontrent, à l'aide de formules statistiques, que, dans les années qui suivent le 11 septembre, les exportations canadiennes vers les Etats-Unis sont 26% en dessous des niveaux attendus si les attentats n'avaient pas eu lieu (Globerman et Storer, 2006, 11). L'impact se poursuit même jusqu'en 2006-2007, avec des exportations 37% en dessous des niveaux attendus, ce qui représente un manque à gagner de près de 35 milliards de dollars (Globerman et Storer, 2008, 182-183). En substance, le commerce transfrontalier est beaucoup plus cher, les critères d'admission beaucoup plus nombreux, les retards à la frontière beaucoup plus fréquents. Cela fait que la sécurité agit comme une sorte de « protectionnisme caché » qui dissuade les échanges : les mesures sécuritaires ont donc des effets similaires aux droits de douane que le libre-échange avait pourtant permis d'éliminer (Beylier, 2016).

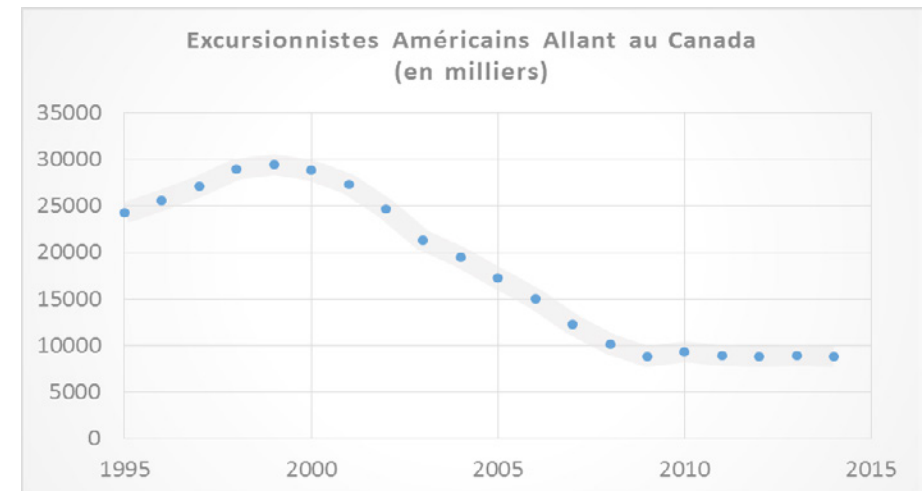


Figure 1: Excursionnistes américains allant au Canada  
(Source : North American Transportation Statistics)

Par ailleurs, les marchandises ne sont pas les seuls flux à être impactés par les mesures de sécurité. Pour des raisons similaires, certains groupes d'individus se sont également détournés de la frontière, notamment les « excursionnistes<sup>5</sup> » américains (Macias, 2007) qui avaient pour habitude de traverser la frontière pour moins de 24 heures. Ils étaient plus 27,3 millions d'Américains à se rendre au Canada en 2001 et ne sont plus que 8,8 millions à faire le voyage en 2014, soit une diminution de près de 80% (North American Transportation Statistics, 2016)<sup>6</sup>.

5 Cette terminologie « excursionnistes »/ « touristes » est empruntée à Marie-Carmen Macias.

6 Les touristes américains, quant à eux, qui traversent la frontière pour plus de 24 heures, sont passés de 15 millions en 2001 à 11 millions en 2014, une nette baisse mais moins importante que pour les excursionnistes.

Alors qu'elle jouait un rôle de moteur dans l'économie nord-américaine, la frontière Canada/États-Unis est devenue un obstacle aux échanges, un frein à l'intégration transfrontalière.

Aussi, afin de protester contre ce changement, une partie de la société civile – les associations de défense des intérêts du secteur privé – s'est grandement mobilisée depuis 2001. Elles ont exercé un lobbying intensif auprès des gouvernements américain et canadien, signe d'un activisme économique libéral ayant pour objectif principal que la frontière regagne sa flexibilité d'antan.

### Activisme économique libéral : des efforts transnationaux

Comme une frontière est bilatérale par nature et que les flux concernent les deux pays dont elle est l'interface, les efforts déployés par le secteur privé pour atténuer les effets négatifs de la politique de sécurisation frontalière l'ont été dans un cadre transnational pour être plus efficaces. Afin de mieux cerner ce lobbying, il convient tout d'abord de dresser l'état des lieux des acteurs qui s'en sont fait les porteurs principaux avant d'analyser leurs actions.

#### Le paysage institutionnel

Loin d'être simple et monolithique, le paysage institutionnel de cet activisme économique est très divers et fragmenté. Il existe plusieurs types de structures, à plusieurs niveaux.

En premier plan, nous trouvons des organismes binationaux à l'instar de la *Canada/US Business Association*, créée en 1992 et surtout active dans la région des Grands Lacs, de la *Canadian American Business Council* (1987) ou encore de la *Canadian American Border Trade Alliance*. Ces structures représentent les principales entreprises qui font battre le cœur de l'économie nord-américaine, telles que Boeing, Ford, Bombardier, Google, General Motors, etc... Les secteurs automobile, aéronautique et agro-alimentaire, qui sont les plus intégrés de part et d'autre de la frontière, sont très nettement représentés au sein de ces deux dernières structures<sup>7</sup>.

Alors que les deux premières associations ont un champ d'action beaucoup plus général, la *Canadian American Border Trade Alliance* met davantage l'accent

---

Les voyageurs canadiens ont connu une diminution similaire, quoique moins forte, dans les années qui ont suivi le 11 septembre 2001, mais leur nombre a très vite ré-augmenté, dès 2004 pour les touristes et seulement à partir de 2010 pour les excursionnistes.

<sup>7</sup> Voir <http://www.cusbaonline.com/our-members> et <http://canambta.org/about-us/board-of-directors/>, pages consultées le 1<sup>er</sup> juin 2017.

sur l'efficacité de la frontière. Elle se définit par ailleurs comme une structure « *grassroot* » qui met en relations des acteurs privés et publics. Parmi son comité consultatif senior, on compte par exemple d'anciens ambassadeurs, tels que Gary Doer et David Wilkins, un ancien haut-fonctionnaire du département d'État, Roger Noriega, ainsi qu'un ancien directeur de l'Agence des Services Frontaliers du Canada, Luc Portelance<sup>8</sup>.

À côté de ces structures transnationales, il existe également des acteurs nationaux qui s'insèrent toutefois dans une logique transnationale en fonctionnant en partenariat avec leurs équivalents dans l'autre pays. L'acteur le plus notable dans le domaine économique est la Chambre de Commerce du Canada. Elle est le centre de gravité d'un réseau qui regroupe 200 000 entreprises canadiennes de toute taille, dans tous les secteurs d'activité<sup>9</sup> mais, surtout, elle travaille de concert avec la *US Chamber of Commerce*, notamment pour ce qui a trait aux problèmes que rencontre la frontière Canada/US depuis 2001. Travaillant à des objectifs similaires, on trouve également le *Business Council of Canada* ainsi que *Canadian Exporters and Manufacturers* qui représentent les entreprises et les secteurs de l'économie canadienne, tout en fonctionnant de façon informelle avec des entreprises américaines partageant des intérêts communs (Myers, 2012).

Ensuite, à un troisième niveau, il existe également des structures locales. Étant donné la longueur de la frontière – 8891 kilomètres – certains groupes locaux ont été créés pour défendre les intérêts spécifiques de certaines régions. Dans la région des Grands Lacs, la seule et « vraie méga-région transfrontalière » (Carroué et Collet, 2012, 191), plusieurs structures ont vu le jour à l'instar du *Council of the Great Lakes Region*, du *Council of the Great Lakes Industries*, du *Great Lakes Manufacturing Council*, et de la *Great Lake Metro Chamber Coalition*, qui est un réseau d'institutions locales. Toutes travaillent à garantir la compétitivité de la région, la plupart en mettant l'accent sur le développement durable de la région, afin d'allier dynamisme économique et protection de l'environnement. Toutes placent, par ailleurs, leur action sous une égide coopérative binationale<sup>10</sup>. Enfin, certaines structures s'occupent de certaines parties de la dyade, tels que le *Pacific Corridor Enterprise Council*, ou encore la *Quebec-New York Corridor Coalition*<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> Voir <http://canambta.org/about-us/board-of-directors/>, page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2017.

<sup>9</sup> Voir <http://www.chamber.ca/fr/la-chambre/>, page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2017.

<sup>10</sup> Voir <https://councilgreatlakesregion.org/>, <http://cgli.org/>, et <http://www.greatlakesmanufacturingcouncil.org/>, pages consultées le 1<sup>er</sup> juin 2017.

<sup>11</sup> Comme 37 États américains ont le Canada comme premier marché d'exportation, des structures binationales d'État à province, ou, le plus souvent d'État à Canada ont également été créées pour promouvoir la coopération économique à l'échelle fédérée/provinciale à l'instar de la *Canada/Arizona Business Council*, *Canada Business Association of North Carolina*, *Canada-Tampa Bay Chamber of Commerce*, *Ohio/Canada Association*.

Un dernier niveau vient compléter l'édifice institutionnel : les structures continentales voire internationales telles que la *Border Trade Alliance*, NASCO (*North American Strategy for Competitiveness*) et l'*International Trade Alliance*. Ces organes ont pour objectif principal de promouvoir le commerce international mais certaines de leurs préoccupations ont trait à la fluidité des frontières en général et de la frontière Canada/États-Unis, en particulier.

Loin d'être exhaustif, ce paragraphe a, avant tout, pour but de donner à voir le paysage institutionnel dans lequel évolue la société civile représentant le secteur économique. Il ne s'agit que d'un échantillon des acteurs de cet activisme économique, qui met l'accent sur les plus importants et les plus actifs dans le domaine. Il est toutefois intéressant de voir qu'au-delà de son caractère quelque peu complexe, la société civile a déployé un réseau transfrontalier qui est multi-scalaires, sans toutefois qu'il n'y ait de hiérarchie entre les différents niveaux. Ce réseau tentaculaire et composite ressemble davantage à une mosaïque dont la lacune principale est le manque d'unification. Bien qu'ils représentent les mêmes secteurs de l'économie, les mêmes entreprises, bien qu'ils défendent des intérêts proches, voire similaires, leur action n'a pas été structurée, tout du moins jusqu'à récemment, dans une macrostructure qui donnerait davantage d'ampleur à leur lobbying. Si une grande majorité de ces organismes ont vu le jour dans les années 80 et 90, au moment où les accords de libre-échange ont été négociés entre le Canada, les États-Unis, et plus, tard, le Mexique, ce n'est que récemment, dans les années 2000, qu'une nouvelle tendance a émergé avec la mise en place de structures ayant pour objectif de chapeauter les organismes susmentionnés et/ou leurs membres. Le premier exemple est le collectif *Business for Better Borders* (B3) dont les membres qu'il regroupe représentent 35% du volume commercial qui s'échange entre le Canada et les États-Unis (Kennedy, Restrepo, 2011). Mais là encore, un manque de coordination est à souligner puisqu'une seconde association, *Americans for Better Borders*, créée à l'initiative de la Chambre de Commerce américaine se présente comme une coalition qui regroupe tous ces organismes et même d'autres<sup>12</sup>. Dans le même esprit, les 15, 16 et 17 juin 2016, un sommet Canada/États-Unis a été organisé à Columbus en Ohio avec plus de 50 représentants d'entreprises, associations défendant les intérêts du secteur privé et politiques. L'objectif était de mettre en place un forum bilatéral afin de discuter, globalement, du commerce bilatéral, mais aussi d'aborder plus spécifiquement certains thèmes ayant trait à la frontière. Le plus intéressant c'est que ce sommet est une première. L'un de ses fondateurs, Christopher Sands, le présentait, en mars 2016, comme suit : « the Summit will mark the first time in recent memory where the majority of national and regional Canada-U.S. business groups will meet under one roof with political leaders on each side of the border to discuss the future of the two-way relationship » (Sands, 2016).

12 Voir <http://www.abbecoalition.org/>, page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Bien qu'institutionnellement « faibles », ces différents forums, coalitions, collectifs, sont malgré tout révélateurs d'une logique qui vise à fédérer la société civile du secteur économique. Ce réseau transfrontalier composite, fait de liens enchevêtrés et de responsabilités qui se chevauchent est donc en cours d'unification. Même si ces efforts n'en sont qu'à leurs balbutiements, la logique n'en demeure pas moins signifiante et elle a pris une ampleur toute particulière en réaction à la politique de renforcement de la sécurité frontalière mise en place par Washington depuis 2001. Ces structures ont vu leur rôle assumer une place centrale en Amérique du Nord, se voyant insuffler une mission nouvelle.

### **Missions et Actions**

Défendant les intérêts du secteur privé, tous ces organismes se présentent comme « la voix » du secteur privé. Cette expression que l'on retrouve souvent dans le discours<sup>13</sup> marque une réelle volonté de représenter le secteur privé, de s'en faire le porte-parole. Toutefois, au-delà d'une simple mission de promotion des intérêts de leurs membres, ces différentes structures tentent d'adopter une approche transnationale en faisant fusionner les intérêts de leurs membres avec des intérêts similaires dans l'autre pays, l'objectif ultime étant de promouvoir l'intégration et les liens entre entreprises par-delà la frontière<sup>14</sup>.

Afin d'atteindre ces différents objectifs, la société civile s'est grandement mobilisée depuis 2001, organisant une pléthore d'actions, qui se distinguent en deux grandes catégories : le *lobbying*, d'une part, et les opérations de communication, d'autre part. Le premier type d'actions se fait à travers l'envoi de lettres « officielles » aux représentants des pouvoirs publics, la prise de contact directe avec ces derniers – afin de faire remonter les préoccupations du secteur privé et notamment les problèmes concrets rencontrés au niveau de la frontière (Myers, 2012) – mais il existe également des actions plus indirectes qui prennent la forme de rapports d'étude accompagnés de listes de recommandations qui visent à améliorer le fonctionnement de la frontière. À côté de ces opérations de *lobbying*, des opérations de communication et de « prise de conscience » sont également mises sur pied. Il s'agit pour la société civile représentant le secteur privé d'organiser des conférences, des symposiums ou de participer à ces événements lorsqu'ils sont organisés par le gouvernement ou par des universitaires. À titre d'exemple, la *Canadian/American Border Trade Alliance* a organisé – ou co-organisé – pas moins de 47 réunions nationales et internationales depuis 2001 alternant les lieux entre le Canada et les États-Unis : « The Canadian/American Border Trade Alliance holds scheduled international and regional member meetings coupled with effective communications, updates,

13 Voir <http://www.cusbaonline.com/about-us>, <http://www.cme-mec.ca/english/who-we-are/our-history.html> et <http://www.cabc.co/policy-priorities.html>, pages consultées le 1<sup>er</sup> juin 2017.

14 Voir <http://www.cme-mec.ca/english/who-we-are/our-history.html>, page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2017.

issue alerts and a strong array of working task forces<sup>15</sup> ». L'objectif de ces réunions est de rendre publique l'information collectée en amont sur la frontière afin d'en améliorer sa compréhension et de porter à la connaissance des pouvoirs publics et de l'opinion publique les enjeux qui l'entourent (<http://canambta.org/about-us/our-purpose/>, 2016). L'exemple de la *Canadian/American Border Trade Alliance* n'est pas limité à cet organisme en particulier mais est symptomatique de l'action déployée par l'ensemble des structures mentionnées ci-dessus qui ont réellement fait de ce genre d'événements un axe d'action prioritaire comme si les gouvernements étaient déconnectés de la réalité et des conséquences de la politique sécuritaire. A un niveau supérieur, le sommet de l'Ohio de juin 2016 a mis en avant des objectifs similaires. Présenté comme le fondement d'une relation bilatérale « saine et forte » dont l'un des piliers doit être la « circulation sécurisée des marchandises, capitaux, idées et individus à travers la frontière afin d'assurer prospérité et sécurité mutuelles<sup>16</sup> », cette réunion a été l'occasion pour l'ensemble de la société civile de réfléchir sur les stratégies à adopter afin de coordonner les opérations de lobbying, de favoriser les réseaux transfrontaliers et de promouvoir l'engagement de la société civile, dans le but ultime d'améliorer la relation bilatérale (*Columbus Statement on U.S.-Canadian Relations*, 2016). Le nom du sommet – *Strategies, Advocacy, Gateway, Engagement* (S.A.G.E.) – n'en est pas moins révélateur de la dynamique qui souhaite être créée. Parmi les intérêts que ces différentes structures s'attachent à défendre on retrouve, pour toutes : la flexibilité de la frontière pour que les échanges aient lieu de façon plus fluide et surtout pour que le coût du commerce transfrontalier soit moindre, la rentabilité du système de production en flux tendus dont les avantages se sont érodés avec la sécurisation de la frontière, mais également la compétitivité à l'échelle internationale car avec la perte de flexibilité de la frontière, alliée à une perte de rentabilité, c'est l'attractivité des deux pays qui s'en trouve affectée ainsi que leur capacité à être compétitifs sur la scène internationale<sup>17</sup>. A titre d'exemple, une automobile construite en Amérique du Nord peut traverser la frontière jusqu'à sept fois dans son processus de fabrication. Elle doit donc faire face aux problèmes frontaliers – inspections, retard, informations, etc... – autant de fois, alors qu'une automobile asiatique ne traverse la frontière américaine qu'une seule fois et doit donc se soumettre qu'une seule fois aux procédures frontalières (Myers, *op. cit.*). Au final, ce que la société civile a cherché à faire de façon constante et active dans la décennie qui a suivi les attentats du 11 septembre c'est de convaincre les gouvernements canadien et américain d'insérer une composante économique dans la politique de sécurité nationale mise en place depuis 2001 ou, tout du moins, trouver un meilleur équilibre entre sécurité et facilitation.

15 Voir <http://canambta.org/report-archive/>, page consultée le 1<sup>er</sup> juin 2017.

16 « We hold that the management of U.S.-Canadian relations should unleash the secure flows of goods, services, investment, ideas and people across our shared border consistent with mutual prosperity and security ».

17 Loin d'être exhaustif ce paragraphe résume les enjeux généraux qui sont communs aux différents organismes et qui sont soulignés au fil des rapports, des lettres et des réunions.

Finalement après près d'une décennie de pression auprès des gouvernements, et malgré son aspect fragmenté, les efforts de la société civile ont porté leurs fruits. En février 2011, le Canada et les États-Unis signent un accord, « Par-delà la Frontière » (*Beyond the Border*), afin de rendre à la frontière un peu plus de flexibilité. Cependant, le plus intéressant, c'est que cet accord est le résultat d'un processus de consultation extensif et transversal par le biais d'un groupe de travail le *Beyond the Border Working Group*, à travers lequel tous les usagers (*stakeholders*) de la frontière, et notamment ceux du secteur privé, ont pu faire remonter leurs suggestions. Les organismes défendant les intérêts économiques des entreprises américaines et canadiennes ont donc saisi l'occasion pour transmettre toute une série de recommandations dont la plupart ont été incluses dans la mouture finale de l'accord (Kennedy, 2011).

Dans le sillage de cet accord, le résultat a été la publication d'un plan d'action, le 7 décembre 2011, structuré autour de cinq axes : (1) la détection des menaces en amont (« *Addressing threats early* »), (2) la facilitation du commerce, la croissance économique et les emplois (« *trade facilitation, economic growth and jobs* »), (3) la coopération transfrontalière en matière d'application de la loi (« *Cross-border Law Enforcement* »), (4) les infrastructures critiques et la cyber-sécurité (« *Critical Infrastructure and Cybersecurity* ») ainsi que (5) la gestion du partenariat sur le long terme (« *Managing our long-term partnership* ») (*Beyond the Border : A Shared Vision for Perimeter Security and Economic Competitiveness*, 2011).

Sans rentrer dans les détails, les deux maîtres mots de ce plan d'action sont intégration et délocalisation. La logique de cet accord est de faire fusionner certaines facettes du système de sécurité frontalière des deux voisins nord-américains, afin de pousser les contrôles par-delà la frontière et de mettre en place une sécurité renforcée sur le périmètre nord-américain – sans que cela n'aboutisse toutefois à la mise en place d'un périmètre de sécurité en bonne et due forme<sup>18</sup>. Cette délocalisation des contrôles<sup>19</sup> vise, ainsi, à atténuer la pression qui pèse sur le site même de la frontière afin de faciliter les flux transfrontaliers. Dans le même esprit, l'accord prévoit en outre l'harmonisation de certains contrôles afin d'éviter toute duplication, selon la règle du « *cleared once, accepted twice* » ainsi qu'une coopération accrue en matière de

18 Un périmètre de sécurité équivaldrait à la mise en place d'une zone de libre-circulation à l'image de l'espace Schengen où tous les contrôles auraient lieu à la frontière extérieure de l'espace Canada/États-Unis alors que la sécurité au périmètre ne suit que la logique d'un « périmètre théorique ». Il s'agit en effet de renforcer la sécurité à la frontière extérieure, d'harmoniser certaines mesures de sécurité et d'éviter la duplication de certains contrôles, lorsque cela est possible et dans l'intérêt des deux pays (Kennedy, 2011).

19 On peut par exemple mentionner des initiatives d'harmonisation qui mène à une délocalisation des contrôles au périmètre, à l'instar de la reconnaissance mutuelle des programmes de sécurité du fret aérien, l'harmonisation des données préalables demandées pour les cargaisons qui arrivent de l'étranger, la mise en place d'une stratégie intégrée de sécurité du fret ou encore la reconnaissance mutuelle du contrôle des bagages (*Beyond the Border Action Plan*, 2011).

sécurité à travers, entre autres, l'organisation de patrouilles conjointes et l'analyse commune des menaces (*ibid.*).

Au-delà des mesures en elles-mêmes, qui visent à fluidifier la frontière Canada/ Etats-Unis, ce qui est intéressant c'est que la majorité d'entre elles ont directement été calquées sur les différentes recommandations faites par le secteur privé depuis plus de 10 ans<sup>20</sup>. Sans être un accord de grande ampleur qui changerait totalement la frontière et la gestion mise en place par les deux pays, ce texte regroupe davantage une série de mesures incrémentales visant à faire gagner à la ligne internationale un certain degré de sa flexibilité d'antan, comme le souhaitait depuis des années le secteur privé.

Enfin, il convient de signaler que le secteur privé dispose d'un quasi-monopole dans le domaine. Même s'il a un aspect fragmenté, il est, somme toute, assez bien structuré au sein d'un réseau transnational alors que le reste de la société civile manque de structures semblables. Localement il existe quelques associations mais elles sont peu nombreuses et ont joué un rôle seulement périphérique dans la mise en place de l'accord Par-delà la frontière, alors qu'elles sont impactées de la même façon par les mesures de sécurité (Kennedy, *op. cit.*).

Au-delà, de son impact concret sur la politique sécuritaire, l'activisme économique mis en place par la société civile revêt également une signification toute particulière à grande échelle. En effet, par son articulation dans un réseau transfrontalier, elle contribue à l'intégration continentale.

### La société civile, l'un des moteurs de l'intégration continentale

Comme nous l'avons montré ci-dessus, l'intégration continentale a connu un essoufflement relatif, avec une diminution des flux transfrontaliers, en raison de la guerre contre le terrorisme. Cependant, après l'échec du *Security and Prosperity Partnership*, une initiative trilatérale lancée en mars 2005 par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique afin d'atténuer les effets négatifs de la politique sécuritaire mise en place après les attentats de 2001<sup>21</sup> (Bélanger, 2012), l'accord Par-delà la

1. 20 A ce titre, voir les rapports de la Chambre de Commerce du Canada, *Finding the Balance*, et *Strengthening our ties* qui dressent une liste de recommandations dont la plupart figurent dans l'accord final (*Finding the Balance: Shared Border of the Future*, Ottawa, Canadian Chamber of Commerce, 2009 et *Strengthening our Ties: Four Steps Toward a More Successful Canada-U.S. Partnership*, Ottawa, The Canadian Chamber of Commerce, 2010).

21 Le *Security and Prosperity Partnership* reprend les objectifs de l'accord sur la frontière intelligente, à savoir trouver un meilleur équilibre entre sécurité et commerce. Cette initiative s'articule autour de 112 mesures et de vingt groupes de travail – dix pour la sécurité et dix pour la prospérité. Ne reposant que sur la volonté des trois pouvoirs exécutifs américain, canadien et mexicain, l'initiative meurt en 2008, faute d'un engagement fort de leur part. Son échec tient également à son faible niveau d'institutionnalisation et de

frontière vient redonner un souffle nouveau à l'intégration continentale. Par sa mobilisation, le secteur privé a donc contribué, certes avec moins d'ampleur, à un retour à l'intégration, mais une intégration d'une nouvelle forme.

### L'intégration nord-américaine

Tout d'abord, l'intégration nord-américaine est très spécifique et, surtout, différente de l'intégration européenne. En effet, contrairement à l'Union Européenne où l'intégration a été le résultat d'un projet politique dans le sillage de la deuxième Guerre mondiale, en Amérique du Nord, l'intégration continentale a davantage été le fruit de « forces naturelles » (Beylier, 2016) : les économies américaine et canadienne se sont entremêlées au fil des siècles – par les échanges, les investissements, les migrations – et ce n'est que vers la fin des années 1980 que les gouvernements sont venus entériner ces phénomènes par une politique officielle, le libre-échange. En d'autres termes, en Europe, l'intégration est venue du haut (approche *top-down*) alors qu'en Amérique du Nord, elle est venue du bas (approche *bottom-up*) (Dupeyron, 2007). La seconde différence c'est qu'en Amérique du nord, l'intégration est avant tout économique et l'intégration « politique » prend une forme « non-institutionnelle ». Il n'y a en effet aucun texte ressemblant à l'Acte Unique européen de 1986, aucune institution supranationale – hormis des structures de résolution des disputes commerciales (MacDougal, 2006, 32). En d'autres termes, il s'agit avant tout d'une « intégration négative » suivant le précepte de dérégulation du « *thou shall not* » : moins de taxes, moins de droits de douane et moins de contrôles de la part des gouvernements (Drache, 2004, 75-76).

Aussi, dans ce contexte-là, le manque d'organisation à petite échelle, de la société civile dans son intégralité, explique-t-elle, en partie la léthargie qui envahit la frontière Canada/ Etats-Unis et les réseaux transnationaux dans leur ensemble depuis le 11 septembre. A défaut d'avoir une mobilisation globale venant du bas, les dirigeants seront moins enclins à adopter des politiques innovantes, dans un contexte où l'intégration continentale a toujours été traitée en suivant une *bottom-up approach* et non une *top-down approach*. Par conséquent, le secteur privé s'est senti assez isolé et ce n'est qu'à l'issue d'une mobilisation conséquente et durable que l'accord « Par-delà de la frontière » a pu être adopté – dans un contexte politique plus ouvert avec la présidence d'Obama.

Ce que cela nous apprend sur l'intégration post 11 septembre, c'est qu'elle change de forme et revêt une dimension davantage « politique ».

judiciarisation, le partenariat ne se fondant sur aucun traité et n'ayant donc aucune force légale (Bélanger, 2012).

### L'intégration Post 9/11 : Une Intégration non plus seulement économique mais davantage politique

Afin de mieux comprendre l'intégration transfrontalière, le géographe franco-canadien Emmanuel Brunet-Jailly a mis au point un modèle théorique structuré autour de 4 facteurs d'intégration – la culture transfrontalière, (« *local cross-border culture* »), les forces du marché et les flux commerciaux (« *market Forces and Trade Flows* »), les activités ayant trait aux politiques (« *policy activities* ») et les forces transfrontalières de politique locale (« *local cross-border political clout* ») – la présence de chacun, à différents degrés, promouvant ainsi davantage l'intégration. Les deux premiers facteurs ont grandement souffert du renforcement de la sécurité frontalière depuis 2001, comme cela a été démontré dans la première partie. La politique nationale, a également, été impactée négativement par le nouveau contexte sécuritaire, notamment en raison d'un manque de coopération notable sous les deux administrations Bush. Toutefois, le dernier facteur, qui couvre finalement une réalité assez large, dont l'action du secteur privé, a connu, quant à lui, un regain d'activité de par la mobilisation décrite ci-dessus, venant ainsi contrebalancer le terrain perdu en matière de politique traditionnelle.

On pourrait donc imaginer affiner ce modèle et faire ressortir davantage le rôle de la société civile qu'elle soit locale ou non, le fruit des individus ou du secteur privé pour avoir une meilleure compréhension de l'intégration des frontières. En l'occurrence, dans le contexte américano-canadien, on assiste à l'émergence d'un nouveau type de gouvernance, d'une institutionnalisation politique « privée » qui participe ainsi à l'intégration transfrontalière.

La mobilisation du secteur privé correspond donc à une intégration « politique » en-deçà des systèmes nationaux qui a pris une ampleur toute particulière pour pallier l'absence de gouvernance politique transnationale. Comme souvent, la société civile a su développer des réseaux parallèles dont l'action est venue supplanter, ou tout du moins suppléer, le déficit d'intégration politique que l'Amérique du Nord connaît. On rejoint sur ce point McDougall, pour qui « la micro-intégration [ou intégration à l'échelle locale] peut être le meilleur vecteur potentiel pour créer un changement politique<sup>22</sup> » (McDougall, 2006, 224). Ce qu'il décrit comme la plus importante

« forme institutionnelle d'intégration politique » passe donc par la société civile et par le secteur privé.

22 « Especially in the North American context, micro-integration may have stronger potential to create political change over time than the macro-integration of the three members of the NAFTA » (MacDougall, 2006, 224).

### Conclusion

Même si le renforcement sécuritaire de la frontière a bel et bien engendré une refunctionalisation de celle-ci, il a aussi, involontairement, renforcé les réseaux de coopération transfrontalière. De façon inattendue et paradoxale, par la mobilisation qu'il a engendrée afin de lutter contre lui-même, l'épaississement de la frontière a donc aussi contribué à l'intégration de celle-ci. La société civile, en se substituant aux facteurs traditionnels d'intégration – avant tout économiques et commerciaux – a non seulement dynamisé les liens transfrontaliers – avant même que leurs revendications n'aboutissent – en essayant de trouver une solution aux freins qui les entravent mais a également contribué à redonner, par son action, un semblant de flexibilité à la ligne internationale.

S'est donc mis en place un activisme économique qui, en défendant et en unifiant les intérêts du secteur privé, a permis de modeler – ou tout du moins d'infléchir – la politique frontalière, dans un contexte toutefois favorable, avec l'arrivée de Barack Obama au pouvoir. A travers cette coopération transfrontalière on assiste donc au développement d'un « levier de paradiplomatie » dynamique (Amilhat Szary 2015, 83-84) qui permet au secteur privé de mettre en place une gouvernance satellite influente.

Au final, alors qu'elle est souvent considérée comme un obstacle à l'intégration nord-américaine, la société civile a, ces dernières années, davantage joué le rôle de moteur d'une forme nouvelle, le symbole d'une « régionalisation du bas » : « civil society is thus not so much an inhibitor of integration, but representative of a different form of regionalization, from below » (Policy Opinion, 2004).

Il n'en demeure pas moins qu'avec l'accord « Par-delà la frontière », l'intégration a été remise sur le devant de la scène politique, à trois niveaux : d'abord l'intégration – ponctuelle – de certaines facettes du système frontalier, avec pour objectif principal de favoriser, dans un deuxième temps, l'intégration économique en rendant la frontière plus flexible, et, en bout de ligne, la mobilisation qui a été à l'origine de cet accord et qui a permis une dynamisation de l'intégration des réseaux politiques non-gouvernementaux.

Loin d'être particulier à la frontière Canada/États-Unis, ce phénomène est au contraire central à la plupart des frontières et il permet ainsi de mieux en comprendre leur fonctionnement en deçà des politiques officielles : « dans la plupart des régions du monde, la part des acteurs privés est essentielle dans les mécanismes de coopération qui s'établissent de chaque côté de la frontière » (Amilhat Szary, 2015, 78). Les frontières servent d'interface à deux pays mais également à une multitude d'acteurs dont l'action peut être tout aussi déterminante que celle des gouvernements. De la

coopération locale et informelle à la coopération politique de grande envergure, il n'y qu'un pas et lorsque l'impulsion vient du bas, les répercussions peuvent être tout aussi fortes et durables.

## Bibliographie

Amilhat-Szary, A-L, *Qu'est-ce qu'une frontière aujourd'hui?*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.

*An Examination of Selected Canada-US Border Issues*, Ottawa, Standing Committee on International Trade, Parliament of Canada, 2009.

*Beyond the Border : A Shared Vision for Perimeter Security and Economic Competitiveness*, Ottawa, Office of the Prime Minister of Canada, February 4, 2011 <<http://pm.gc.ca/eng/media.asp?category=1&featureId=6&pageId=26&id=3931>> (consulté le 4 février 2011).

Bélanger, L., « Le Régionalisme « soft » en Amérique du Nord : le cas du Partenariat pour la sécurité et la prospérité », in Jean-Michel Lacroix et Gordon Mace (dirs.) *Politique étrangère comparée : Canada/États-Unis*, Bruxelles, Peter Lang.

Beylier, P-A, *Canada/États-Unis: les enjeux d'une frontière*, 2016, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

*Columbus Statement on U.S.-Canadian Relations*, US/Canda Summit, June 30, 2016, <<http://uscanadasagesummit.com/media/doc/ColumbusDeclaration.pdf>> (consulté le 15 décembre 2016)

Carroué, L. et Collet, D., *Canada, États-Unis, Mexique – un ancien nouveau monde*, Paris, Editions Bréal, 2012.

Clarkson, S., « The View from the Attic » in Andreas, Peter et Bierstecker, Thomas, *The Rebordering of North America*, New York, Routledge, 2003.

Clarkson, S., *Does North America Exist?: Governing the Continent After NAFTA and 9/11*, Toronto, University Press of Toronto, 2008.

Davis, J. W., « The Unguarded Boundary », *Geographical Review*, Vol. 12, No. 4, Oct., 1922.

Drache, D., *Borders Matter*, Halifax, Fernwood Publishing, 2004.

Dupeyron, B., « Cascadia Revisited from European Case Studies: the Socio-Political Space of Cross-Border Networks », *Canadian Political Science Review*, Vol 2, N°2, June 2008, p. 84-103.

Hufbauer, G. C. *et al.*, « Wither NAFTA » in Andreas, Peter et Bierstecker, Thomas, *The Rebordering of North America*, New York, Routledge, 2003.

Drainville, A., « Continental Integration and Civil Society in the Americas » *Social Justice*, Vol. 24, No. 1 (67), *Structures of Power and Inequality* (Spring 1997), pp. 120-147.

Globerman, S. et Storer, P., *The Impact of 9/11 on Canada-US Trade*, Bellingham, Washington, Border Policy Research Institute, Western Washington University, 2006, p 11.

Globerman, S. et Storer, P., « Border Security and Canadian Exports to the United States: Evidence and Policy Implication », in *Canadian Public Policy – Analyse de Politiques*, Vol. XXXV, n°2, 2009, pp 182-183, Montreal, University of Toronto Press.

Kennedy, S. et Restrepo, D., « Recommendations to the Canada/U.S. Beyond the Border Working Group (BBWG) », 2011, <<http://www.cme-mec.ca/download.php?file=gopoqqj.pdf>> (consulté le 25 avril 2016).

McDonald, L., « Civil Society and NA Integration » in *Policy Opinion*, June 2004, <<http://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/north-american-integration/civil-society-and-north-american-integration/>> (consulté le 25 avril 2015).

McDougall, J. N., *Drifting Together, the Political Economy of Canada-US Integration*, 2006 Petersborough, Ontario, Broadview Press.

Macias, M-C, « L'Espace frontalier Mexique/Etats-Unis après le 11 septembre 2001 – Entre processus transfrontalier et transnationaux », *Cahiers des Amériques latines* n°56, 2007/3.

Sands, C., « U.S. Canadian Summit 2016 Along with 40 Canada-US Business Groups Announce the Canada-U.S. Summit 2016 in June », Prweb, March 14, 2016, <<http://www.prweb.com/releases/2016/USCanadaSAGESummit/prweb13261322.htm>> (consulté le 25 avril 2016).

Stacey, C. P., « The Myth of the Unguarded Frontier 1815-1871 », *The American Historical Review*, Vol. 56, No. 1, Oct., 1950, Oxford, Oxford University Press.

Thompson, Jo. et Randall, S., *Canada and the United States: Ambivalent Allies*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2008.

### Entretiens

Simon Kennedy, Deputy Minister, Industry Canada, Chair of the Beyond the Border Working Group, Ottawa, le 13 octobre 2011.

Jayson Myers, CEO, Canadian Manufacturers & Importers, Ottawa, le 11 janvier 2012.

### Sites internet

« Canada/US Business Association », <<http://www.cusbaonline.com/our-members>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Canada/US Business Association », <<http://www.cusbaonline.com/about-us>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Canadian-American Border Trade Alliance », <<http://canambta.org/about-us/board-of-directors/>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Canadian-American Border Trade Alliance », <<http://canambta.org/report-archive/>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Canadian American Business Council », <<http://www.cabc.co/policy-priorities.html>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Canadian Manufacturers and Exporters », <<http://www.cme-mec.ca/english/who-we-are/our-history.html>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Council of the Great Lakes Region », <<https://councilgreatlakesregion.org/>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Council of Great Lakes Industries », <<http://cgli.org/>> (consulté le 15 décembre 2016)

« Great Lakes Manufacturing Council » <<http://www.greatlakesmanufacturingcouncil.org/>> (consulté le 15 décembre 2016)

« North American Travel Statistics », <<http://nats.sct.gob.mx/go-to-tables/table-9-north-american-passenger-travel/table-9-1b-canada-united-states-united-states-canada-travel-by-mode-of-transportation/>> (consulté le 15 décembre 2016)



## Pour citer cet article

---

### **Référence électronique**

BEYLIER, Pierre-Alexandre, « *‘Finding the balance’* : le rôle transfrontalier des associations du secteur privé dans la gestion de la frontière américano-canadienne

», Revue Miroirs (en ligne), Vol.I |2017, mis en ligne le 1<sup>er</sup> juin, 2017,  
<http://www.revue miroirs.fr/links/5/article5.pdf>

---

### **Auteur**

Pierre-Alexandre BEYLIER  
Université Grenoble Alpes  
Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes  
Maître de conférences à l'ILCEA4 (Institut des Langues et Cultures d'Europe,  
Amérique, Afrique, Asie et Australie)  
[pierre-alexandre.beylier@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:pierre-alexandre.beylier@univ-grenoble-alpes.fr)

---

### **Droits d'auteur**

© RevueMiroirs.fr

## Sociedad civil y democracia en América Latina: La movilización legal de las OSC's en la defensa de los derechos de salud

Luz Muñoz (UB), Antonio Zavala (Universidad Panamericana),  
David Moya (UB)

### Resumen:

El papel de las organizaciones de la sociedad civil en América Latina ha sido ampliamente analizado; sobre todo en relación a su aportación en la transición a la democracia de países, como Chile, Argentina, Paraguay y Brasil, o México. La mayor parte de la atención se ha centrado en su papel como promotoras de la participación ciudadana. Sin embargo, se le ha prestado menos atención a las estrategias de movilización política que siguen las organizaciones no gubernamentales (ONG) para intentar influir en el resultado final de las políticas públicas; a estos efectos, existen diversos análisis que se centran en casos individuales y que impiden hacer generalizaciones. Entre las estrategias de movilización política se encuentra el litigio estratégico, que ha sido menos analizado aún que otras estrategias como las campañas mediáticas. Con el objetivo de contribuir al conocimiento que existe sobre este tema, en este artículo analizamos tres casos de movilización legal de ONG en Argentina, México y Colombia, que buscan el correcto despliegue y ejecución de las leyes que defiende los derechos de salud y el control del consumo del tabaco, o bien que buscan impedir un retroceso en los derechos ya ganados por la ciudadanía, en este caso el derecho a la salud. Los tres casos demuestran la importancia del marco legal que constituye la estructura de oportunidad utilizada por las ONG para defender derechos de los ciudadanos, así como la importancia de otros factores organizativos como la existencia de una red transnacional de ONG con experiencia previa que apoyan este tipo de políticas y de otros actores políticos capaces de crear más presión para que el tema entre en la agenda política.

**Palabras clave:** América Latina, ONG, movilización transnacional, derechos de salud, control del tabaco, litigios estratégicos, movilización legal.

**Key words:** Latin-America, NGO, transnational mobilization, health rights, tobacco control, strategic litigation, legal mobilization

## Introducción

Diversos autores, desde Tocqueville, han afirmado que las organizaciones no gubernamentales (ONG) tienen un papel fundamental en el sostenimiento de la democracia. En el caso de América Latina, una gran parte del análisis sobre el estado de la democracia se centra en el papel que tienen las instituciones y las élites para explicar los altibajos en las democracias de América Latina (O'Donnell et al, 1986; Remmer, 1992); al mismo tiempo otros autores también consideran que la sociedad civil es una variable crucial que explica la participación ciudadana en varios de los procesos de transición democrática a finales del siglo XX en regímenes autoritarios como Argentina, Brasil, Chile, Perú o México (Keck y Sikkink, 1998, Collier, 1999; Encarnación, 2002; Ortega Ortiz, 2008). En otras palabras, la sociedad civil, en concreto las ONG<sup>1</sup> se consideran un factor explicativo de la ola de democratización más profunda en la historia de América Latina. Sin embargo, su papel en la consolidación de la democracia no está exento de controversia; existen críticas, dentro y fuera de la academia, contra la «ONG-ización» y su cooptación por parte de las élites tradicionales que las utilizan para justificar la privatización neoliberal (GurzaLavalle y Bueno, 2011). El objetivo de este artículo es centrarnos en una de las estrategias de movilización de las ONG que les permite recuperar el sentido político de sus acciones en tanto que organizaciones encargadas de controlar y vigilar la acción de los gobiernos. En concreto, el objetivo es explorar, a partir de casos empíricos, el uso de los litigios y de la movilización legal por las ONG con el objetivo de revertir leyes o malas praxis de los gobiernos y otras instituciones democráticas, que de esta forma desatienden su función de preservar el respeto a las leyes que protegen a los ciudadanos y de evitar, ellos mismos, caer en malas praxis administrativas.

Análisis previos sobre el uso del litigio y la movilización legal informan sobre diversos casos en los cuáles las ONG han utilizado el litigio como estrategia política para modificar el resultado de las políticas públicas (Cichowski, 2007 y 2013; Sikkink, 2011; González Ocantos, 2014). De acuerdo con estos autores, dos subconjuntos de factores ayudan a explicar cómo y porqué estas organizaciones de la sociedad civil utilizan el litigio estratégico y la movilización legal para lograr sus objetivos: a) Factores institucionales que se pueden enmarcar en la estructura de oportunidad legal (EOL); y b) factores relacionados con las creencias, valores y transferencia de conocimiento entre los actores.

1 Dado que en cada país puede variar la forma y estructura jurídica en la que están organizadas las diferentes organizaciones de la sociedad civil, y que en muchos casos éstas también se consideran Organizaciones No Gubernamentales (ONG), en este artículo se utilizan como sinónimo y a partir de este punto se usa sólo la sigla ONG para evitar confusiones. Para un análisis más a profundidad sobre la conceptualización este tipo de organizaciones ver Muñoz, 2014.

El primer conjunto de factores se refiere a la estructura que regula un tema (marco legal) permite a las ONG tener un argumento jurídico que le da sentido a su acción ante los tribunales a la hora de buscar un cambio en la política con base en cambios basados en las decisiones del sistema de justicia (justicia). Esta estrategia permite en determinados casos sortear una situación de bloqueo con los otros dos poderes, el Ejecutivo y el Legislativo. La arena judicial se considera un escenario en el que se puede modificar la política para proteger o ampliar derechos ya obtenidos o para cambiar la implementación de las políticas. El segundo subconjunto de factores se refiere a los valores y creencias aceptadas por todos los actores involucrados en un tema determinado y la transferencia de conocimiento y de ideas entre ellos. González Ocantos (2014) ha mostrado, por ejemplo, como, en el caso de violaciones de derechos humanos durante la dictadura argentina, las ONG y su red de activistas jugaron un papel crucial en la modificación del pensamiento jurídico. Estas organizaciones transmitieron a través de foros de discusión y formación técnica la necesaria voluntad política a las corporaciones judiciales. A través de campañas de concienciación apoyadas por jueces internacionales familiarizados con doctrinas jurídicas complejas y poco conocidas derivadas de normas internacionales de derechos humanos, las ONG consiguieron un cambio de mentalidad entre los jueces argentinos. Si bien la mayor parte de los estudios previos sobre movilización legal se han centrado en temas de derechos humanos, hay evidencias de que se ha empleado también esta estrategia para otras cuestiones políticas sensibles como los derechos a la salud o al medio ambiente (Vanhala, 2012 y 2013).

Con el objetivo de contribuir al análisis sobre la función de las ONG en las democracias y a su uso de estrategias litigadoras, en este artículo se analizan tres casos ilustrativos del cómo y del porqué las ONG acuden a estrategias de movilización legal para defender el derecho a la salud garantizado en la legislación internacional, y en concreto por el Convenio Marco del Control del Tabaco (CMCT) de la Organización Mundial de Salud (OMS). Los casos analizados son el de Argentina, México y Colombia, en estos países existe lo que se considera una estructura de oportunidad legal para actuar: 1) la adopción de una norma internacional que los obligar a aplicar dicho acuerdo a nivel nacional; 2) la existencia de legislación propia (de ámbito nacional o sub-nacional) de despliegue del marco legal internacional de lucha contra el consumo de tabaco activo y pasivo dirigida a reforzar el derecho a la salud de los individuos. En el artículo se señala igualmente que la disposición de una red de movilización transnacional de ONG es un factor contribuye a reforzar el empleo del litigio como una estrategia política.

El artículo se organiza de la siguiente manera, en la primera sección se contextualiza el papel de las organizaciones de la sociedad civil en la consolidación de la democracia en América Latina desde una perspectiva crítica. En la segunda sección, se hace una breve revisión de la literatura y análisis previos sobre la movilización legal de las ONG y se desarrollan algunas hipótesis explicativas que se comprueban

en la tercera parte; en la cual también se analizan los tres casos que son la base empírica del trabajo. Por último, se resumen las conclusiones y las líneas futuras de investigación.

### **Frágil democratización y sociedad civil en América Latina**

En las últimas décadas, la democracia se ha asentado como el sistema de gobierno dominante en los países latinoamericanos. A pesar de problemas crónicos que impiden una plena consolidación; los ciudadanos la han adoptado plenamente como un sistema político viable para limitar el poder del Estado y proteger los derechos de las minorías y los derechos humanos (Butcher y Balian, 2016). Diversos autores consideran que hay mucho camino por recorrer en la región antes de consolidar una democracia de calidad en todas sus dimensiones: (1) electoral, (2) participativa, (3) de respuesta a la voluntad de la ciudadanía, (4) soberana y (5) sujeta a un sistema de rendición de cuentas (Feinberg et al, 2006; Levine y Molina, 2011). La región ha avanzado sobre todo en la primera de las dimensiones, mejoran los sistemas de control electoral y las garantías del derecho de voto así como en la cuarta dimensión, el control de la soberanía, en cambio la participación ciudadana, la respuesta a la voluntad de la ciudadanía y la rendición de cuentas aún son dimensiones con un avance frágil. Por ejemplo, Diamond (2008) describe los países de América Latina como democracias electorales, que fallan otorgar un papel participativo real a sus ciudadanos.

Las ONG y la sociedad civil en general se consideran un factor clave para reforzar las dimensiones más frágiles en la democratización. Existe un consenso entre los estudiosos del tema en que su papel fue fundamental a la hora de poner fin a gobiernos autoritarios en diversos países latinoamericanos como Chile, Brasil y Argentina (Foley y Edwards, 1996; Held, 1997; Diamond, 1999; Bermeo y Nord, 2000; Keane, 2001; Encarnación, 2002; Kaldor, 2002; Feinberg et al, 2006; Pearce, 2010). En otros países como México, con tradición autoritaria pero que propiamente no eran gobernados por dictaduras, se considera la movilización de la sociedad civil como un factor importante en la transición democrática de los años ochenta (Bartra, 2013). En cambio, no está claro hasta qué punto, la sociedad civil es central en la actual etapa de consolidación, sobre todo en relación a otros factores, como el desarrollo económico y la pobreza, la deslegitimación de la política, o incluso en relación a factores internacionales como la globalización económica y financiera (Feinberg et al, 2006; Avritzer, 2006; Butcher y Balian, 2016).

En la teoría sobre la sociedad civil, una de las ideas centrales es que la densidad de la red de las organizaciones que la conforman constituye una variable explicativa de la fortaleza y la estabilidad de los sistemas democráticos (Diamond, 1999). En las democracias más antiguas, las ONG actúan como vehículos de participación ciudadana, son depositarias de la representación y agregación de los intereses sociales y son un motor ciudadano que vigila y supervisa las actuaciones de los

gobiernos, por tanto, tienen un efecto sobre la calidad democrática sistema político (Uhlín, 2009). Por su parte, Diamond (1999) sostiene que las ONG complementan el papel de los partidos políticos en la estimulación de la participación ciudadana y en la generación de valores democráticos. Por otra parte, su papel en la vigilancia y control del poder de los gobiernos, en particular de las fuerzas de seguridad y de los ejércitos, ayuda a evitar la impunidad, y a que los gobiernos se sientan obligados a rendir cuentas. Ello es crucial en América Latina, donde la tradición política de autoritarismo ha fragilizado la consolidación de los regímenes democráticos contemporáneos.

En una región en la que están presentes en la vida cotidiana los problemas de la pobreza y el desarrollo, desde un punto de vista liberal los argumentos de las deficiencias de los gobiernos para resolver integralmente estos problemas hacen hincapié en la necesidad de las organizaciones de la sociedad civil que organizan los ciudadanos para resolver sus propios problemas básicos. Las políticas de inclusión con participación de organizaciones de la sociedad civil están «destinadas a superar ineficacias institucionales que, debido a las acciones intencionales o no intencionales de los actores gubernamentales y las actitudes sociales, da lugar a situaciones de exclusión social» (World Bank, 2011).

### **La controversia sobre el papel de la sociedad civil en el fortalecimiento democrático: la carga del legado histórico y nuevas formas de organización**

Por otra parte, cuando se habla de calidad y fortalecimiento de la democracia, específicamente sobre la responsabilidad y la capacidad de respuesta de los ciudadanos a través de las organizaciones que los representan, el papel de las ONG no está exento de controversia. Por ejemplo, Brysk (2000: 152) destaca que «aunque muchos partidarios de la democratización son reacios a criticar a la sociedad civil emergente por temor a socavarla, es importante reconocer que la sociedad civil también puede minarse a sí misma a través de sus propios déficits democráticos». Algunos autores recuerdan el legado autoritario y corporativista de algunas de estas organizaciones, un legado que puede dañar el papel de la sociedad civil en la mejora de la calidad de la democracia (Levine y Molina, 2011). Los ejemplos más comunes son las organizaciones ciudadanas, con un legado histórico y liderazgo caudillista, que han deteriorado la democracia en Ecuador y Venezuela en nombre de la defensa de la misma democracia; o incluso también otros casos dramáticos en los que las elecciones en las que los ciudadanos han concedido a ex líderes autoritarios un regreso a los gobiernos como ha ocurrido en Guatemala (Oxhorn, 2006)<sup>2</sup>.

2 Otro ejemplo, aunque distante, sería el regreso del populismo en Europa a través de fuerzas sociales de extrema derecha convertidas en partidos políticos con presencia institucional.

Por su parte, Feinberg et al (2006) sugieren que, en sociedades con divisiones sociales fuertes e instituciones democráticas débiles, las organizaciones de la sociedad civil basadas en prácticas corporativistas y poco apegadas a las reglas democráticas pueden sepultar las instituciones democráticas. Algunos autores, incluso, son más pesimistas y consideran que una participación ciudadana plenamente democrática gracias a las ONG es una utopía en América Latina debido a la cultura política heredada de regímenes autoritarios, caracterizados por el parroquialismo y el caciquismo (Hernández, 2016).

Las organizaciones internacionales en la región también tienen dudas, algunas consideran que el fracaso de las democracias latinoamericanas en la construcción de una gobernabilidad perdurable (integrando a la sociedad civil en la discusión de las políticas públicas) constituye aún un desafío importante. La OEA (Organización de Estados Americanos), por ejemplo, considera que, como fuente de legitimidad, la participación ciudadana a través de la sociedad civil no sólo se justifica en términos normativos, sino que también tiene un sentido práctico. Ello significa que las ONG facilitan la rendición de cuentas por los gobiernos gracias a su movilización, sobre todo cuando ello implica que ponen en marcha recursos que cuestionan objetivamente la actuación de los gobiernos como el conocimiento específico sobre un problema, que puede ser un conocimiento testimonial o moral, o bien científico-técnico (Hernández, 2016). Por otra parte, algunos autores reafirman este último argumento y consideran que hay razones para la esperanza, dado que existen nuevas formas de sociedad civil más acordes con los valores democráticos, siempre que mantengan un papel político activo y vigilen efectivamente la actuación de los gobiernos (Keck y Sikkink, 1998; GurzaLavalle y Bueno, 2011).

Cheresky (2005) sostiene, por ejemplo, que durante las últimas décadas, las ONG en Argentina han logrado superar el «voto cautivo» y el poder de veto de las instituciones a través de la protesta. El desarrollo de esta nueva sociedad civil, que deja atrás la tradición corporativista del país establecida por el peronismo, comenzó a finales de los años setenta con la oposición al régimen militar y la aparición del movimiento en favor de los derechos humanos (Keck y Sikkink, 1998). El movimiento de las Madres de Plaza de Mayo es, probablemente, el ejemplo más conocido de esta nueva ciudadanía que alcanzar su punto culminante en la protesta masiva de 2001, que llevo a la renuncia de Fernando de la Rúa (Cheresky, 2005).

También Gurza Lavalle y Bueno (2011) han demostrado que, en la Ciudad de México y Sao Paulo las ONG se han modernizado, algunas de ellas se han convertido en organizaciones especializadas y profesionalizadas que buscan de manera clara influir en los temas que son tenidos en cuenta en la agenda política de los gobiernos. Argumenta, además, que la especialización no va en contra del cambio social, sino que provoca diferentes repertorios de estrategias y habilidades desarrolladas intencionalmente para influir en las políticas públicas.

En definitiva, es difícil generalizar a la hora de explicar el papel de las ONG en la consolidación democrática en la región. Además de los factores ya mencionados que afectan su comportamiento, existe una importante variedad en su grado de funcionamiento, que en muchos casos depende de su legado histórico, pero también de la estructura institucional y política en la que desempeñan sus actividades. Cada ONG define su estrategia política a partir de su entorno y de factores organizativos internos que delimitan sus objetivos, ello conlleva que existan grados diferentes de movilización y también organizaciones más especializadas que otras en algunas temáticas. El debate sobre su función democrática no está cerrado, pero sí permite entender con más claridad el contexto en el cual se desarrollan, los casos de movilización legal analizados en el resto del artículo.

### **La movilización legal como estrategia de cambio político**

Uno de los elementos clave de la movilización legal y el litigio estratégico es que pone de relieve el papel del sistema judicial como garante del sistema democrático y por tanto como garante del efectivo cumplimiento del derecho ante casos en los cuales los gobiernos incumplen con sus obligaciones de acuerdo con la legislación existente. Al mismo tiempo, ello implica que las ONG se ven sujetas y condicionadas por la estructura del marco legal vigente para establecer una estrategia de movilización legal. En estudios previos, este marco se ha denominado estructura de oportunidad legal (EOL) (Cichowsky, 2006, 2013; Fusch, 2013). De acuerdo con estos autores, existe una EOL para las ONG cuando concurren dos factores: 1) existe al menos una norma o procedimiento que protege el derecho; 2) se puede poner en marcha una acción estratégica en nombre de un interés individual o de grupo porque se puede invocar una norma que permite la presentación de una denuncia ante un tribunal (Cichowsky, 2006).

En un contexto de internacionalización de las normas; sin embargo, no se puede dejar de lado la importancia del desarrollo del derecho internacional. Ello quiere decir que la EOL no está constreñida únicamente al derecho de cada Estado, sino que se inscribe en un marco que va más allá de las fronteras nacionales. Ello es importante, en el caso de la movilización legal de las ONG tal como demuestra campañas de promoción de derecho de estas organizaciones que combinan estrategias de presión internacional con estrategias a nivel nacional (Keck y Sikkink, 1998, González Ocantos, 2014). Las ONG utilizan las leyes y acuerdos internacionales para presionar a sus gobiernos, bien sea para poner en práctica determinados compromisos a través de políticas públicas específicas, bien sea llevando ante los tribunales el incumplimiento de los acuerdos internacionales o por fallos en su implementación, lo que en palabras de Keck y Sikkink genera el patrón del bumerang (cuando no funciona la presión a nivel nacional se busca generar presión desde fuera del sistema con mecanismos de presión internacional).

Estos argumentos, nos permiten establecer una primera expectativa sobre cuándo las ONG utilizarán el litigio estratégico para cambiar o influir en el resultado de la política pública: 1) La preexistencia de una legislación que protege un derecho y/o un tratado internacional abre una oportunidad para presionar a los gobiernos y otros actores de la política a obligar a los gobiernos a través de un procedimiento judicial a que cumplan la ley o bien a que hagan una correcta implementación de la misma. Esta presión puede ser única una advertencia al gobierno como medida preventiva o bien puede concentrarse con una demanda ante un tribunal.

Por otra parte, existen otros factores que son importantes para desempeñar esta estrategia y que tiene que ver con factores organizativos (por ejemplo, recursos y experiencia) y la capacidad de las ONG para crear alianzas. De acuerdo con algunos autores, las ONG necesitan cumplir con algunos principios como, por ejemplo, tener autonomía política y financiera de los gobiernos, pero no sólo, también defender a través acciones políticas valores claramente democráticos (Uhlen, 2009). No obstante, cumplir con estos principios puede ser insuficiente, también es relevante contar con recursos tangibles e intangibles como experiencia y conocimiento profesionalizado sobre defensa y movilización legal, recursos que no son extensibles a todas las ONG. Otros recursos intangibles importantes son la credibilidad y la reputación. Ello significa que los otros actores saben y creen que las ONG que utilizan esta estrategia tienen la capacidad real de actuación. Esta reputación y credibilidad sólo obtiene con experiencia previa, que puede ser de la propia organización o de la red transnacional de ONG que la acompañan en el proceso.

Otra variable que es necesario, tener en cuenta es la capacidad de las ONG para establecer alianzas con otros actores políticos que dan apoyo a su causa, ello permite ampliar la legitimidad de la demanda y conseguir que las élites políticas se posicionen a favor en contra. Estos argumentos, nos permiten establecer una segunda expectativa sobre la movilización legal en el caso de los derechos de salud: 2) la movilización legal de las ONG será más factible cuando exista una experiencia profesional previa reforzada por una red transnacional de ONG que tienen el mismo objetivo, y cuando se cuenta con actores políticos como aliados (por ejemplo, partidos políticos o miembros del poder Ejecutivo y Legislativo). En otras palabras, el litigio estratégico es una técnica con capacidad transformadora si se goza de la compañía adecuada y de recursos que permitan perseverar, ya que es una estrategia de largo plazo que requiere tiempo.

**Movilización legal en defensa de los derechos de salud en América Latina**

Tal y como se explica en el apartado anterior, la existencia de una red transnacional de ONG que tienen el mismo objetivo es una variable importante para explicar la movilización legal como estrategia de cambio político por parte de las ONG. Es por eso que se empieza esta sección con una descripción de esta red transnacional a la cual están vinculados en diferente grado los casos de movilización legal que se analizan en el artículo. Desde los años ochenta diferentes ONG y asociaciones profesionales de la salud empezaron a alertar sobre los daños a la salud del consumo de tabaco no controlado entre de la población vulnerable (principalmente niños y mujeres embarazadas). Un grupo de académicos, además, emprendió acciones para solicitar a la Organización Mundial de la Salud (OMS) que utilizara la autoridad que tenía conferida por los Estados para promover la protección de la salud y la aplicación de la legislación internacional sobre el control del tabaco.

Estos académicos denunciaban que la OMS estaba infra-utilizando esta competencia en perjuicio de miles de personas. En sus argumentos también usaron informes que demostraban que el consumo de tabaco constituía uno de los mayores desastres para la salud pública del siglo pasado (Roemer et al, 2005). A través de una campaña de movilización, esta coalición de actores presentó argumentos convincentes a la OMS para promover un tratado internacional sobre el control del consumo de tabaco. Resumiendo, entre las evidencias, recogieron indicadores sobre la gravedad del problema, como por ejemplo la existencia de 1.250 millones de fumadores en el año 2001, lo que representaba alrededor de un tercio de la población mundial de más de 15 años. Como colofón, además, estimaron que la epidemia mataría a unos 10 millones de personas por año en 2020.

Su movilización condujo a la creación de una red transnacional de ONG que presionó hasta la firma del Convenio Marco de Control del Tabaco (CMCT) de la OMS en 2003. Este tratado internacional, uno de los tratados aprobados más rápidamente en la historia de las Naciones Unidas, establece la obligación para todos los países que hayan ratificado el tratado de regular la producción, venta, distribución, publicidad, así como los impuestos del tabaco siguiendo el CMCT con el objetivo de reducir y limitar su consumo (Nigasaki, 2010). El tratado ha sido ratificado por 180 países, entre ellos 24 países de América Latina<sup>3</sup>. Después de su aprobación, se creó una alianza internacional de 500 ONG, la Alianza para el Convenio Marco (FCA), que forman la llamada comunidad de control internacional del tabaco, cuyo principal objetivo es vigilar el desarrollo, la ratificación y aplicación del CMCT de la OMS. La existencia de este tratado internacional crea el marco jurídico internacional para que se pueda traducir en leyes nacionales o sub-nacionales de los países firmantes.

3 Para una lista completa de países se puede consultar: [https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg\\_no=IX-4&chapter=9&lang=en](https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=IX-4&chapter=9&lang=en)

Este es el caso de los tres casos analizados a continuación: México ratificó el tratado de 2004, y Colombia en 2008; mientras que Argentina es firmante del tratado, pero no lo ha ratificado aún.

**Movilización legal vs. negligencia en el cumplimiento de la ley de consumo de tabaco. Ciudad de Buenos Aires, Argentina**

La ONG Asociación de Derechos Civiles (ADC)<sup>4</sup>, especializada en asuntos legales relacionados con la protección de los derechos de los ciudadanos, y la Fundación Interamericana del Corazón (FIC Argentina)<sup>5</sup> dedicada a proteger los derechos de salud y la protección de la población vulnerable de los peligros del consumo de tabaco, se unieron para iniciar un litigio estratégico en contra de la ciudad autónoma de Buenos Aires en 2013. La denuncia tenía como objetivo obligar al cumplimiento de la ley nacional y sub-nacional que prohíbe el consumo de tabaco en los bares de Buenos Aires, inspirada en las principales directrices de la CMCT de la OMS. El argumento legal se basaba en la existencia de una ley sub-nacional que contemplaba el control del tabaco como medida para garantizar el derecho a la salud de los ciudadanos.

Ambas ONG tienen experiencia previa en proceso judicial y cuentan entre sus empleados con expertos jurídicos. Además de estos recursos, son ONG estables; ACD fue creada en 1995 mientras que FIC Argentina se crea en 2008 como socio de la Fundación Interamericana del Corazón (FIC)<sup>6</sup>, una ONG internacional con sede en Washington, Estados Unidos. La matriz internacional tiene un papel fundamental como proveedora de información, experiencia y apoyo financiero para FIC Argentina. Fue creada en 1992 por la Federación Mundial del Corazón con el apoyo de la Asociación Americana del Corazón, la Sociedad Interamericana de Cardiología, y otras fundaciones del corazón a lo largo y ancho del continente americano.

4 Para más información ver: <http://www.adc.org.ar>.

5 Para más información consultar: <http://www.ficargentina.org>

6 El objetivo principal de FIC es la lucha contra todo tipo de enfermedades cardiovasculares, incluyendo ataques al corazón y enfermedades de los vasos sanguíneos, la presión arterial y accidentes cerebro vasculares, que según la propia organización es la causa número uno de muerte en todos los países del continente americano.

El litigio estratégico se inició en diciembre de 2013 con la presentación de una acción de amparo colectivo<sup>7</sup> en contra del gobierno de la ciudad de Buenos Aires, fundado en la tutela de los derechos e intereses de los ciudadanos en los términos del artículo 14 de la Constitución de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires. Las ONG consideraban que habían agotado el resto de alternativas de negociación e incidencia con el gobierno de la ciudad para promover el cumplimiento de la normativa de control de tabaco. Dada la falta de respuesta alguna a tales acciones, recurrieron al litigio ante lo que consideraban una violación sistemática de la ley, y una transgresión de los derechos de grupos vulnerables (jóvenes y los trabajadores de lugares donde sí se permitía fumar).

En el amparo se exigía la efectiva implementación de la normativa de control de tabaco número 1.799 decretada por la legislatura de la ciudad de Buenos Aires en 2005 y modificada por la ley 3.718 en diciembre 2010. Esta ley, que también es una ley sub-nacional, “tiene por objeto la regulación de aspectos relativos al consumo, comercialización y publicidad del tabaco en todo el ámbito de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires a los fines de la prevención y asistencia de la salud pública de sus habitantes”<sup>8</sup>. El litigio estratégico se inició ante el Juzgado Contencioso Administrativo y Tributario N° 12 y recogía entre sus argumentos la obligación de los gobiernos sub-nacionales de cumplir sus propias normas de control de tabaco y la normativa nacional de protección de salud y del derecho a trabajar en un ambiente sano. Además de los argumentos legales, el amparo se sostenía en evidencias de estudios, incluyendo los resultados de una encuesta realizada en octubre de 2013 por FIC Argentina, según la cual dos de cada tres jóvenes de 15 a 29 años han sido expuestos al humo de tabaco en lugares de acceso público de la ciudad. La encuesta, que fue presentada como prueba ante el juez para subrayar el bajo cumplimiento de la ley, aportaba pruebas sobre la violación de la norma y la falta de control en boliches, salas de juego, universidades, bares y en oficinas públicas.

En la demanda se solicitaba al juez que incluyera una serie de acciones inmediatas para que la ciudad pudiera compensar el incumplimiento de la ley, entre ellas la implementación de campañas de comunicación social para sensibilizar, educar y socializar sobre los alcances de la ley. Además, se proponían campañas específicas de sensibilización a los dueños de salas de juego, bares y lugares de baile, más acciones de monitoreo de cumplimiento, y la garantía de que los fondos obtenidos por multas e infracciones a la ley sean destinados a «acciones de prevención y lucha contra el consumo del tabaco que implemente el gobierno de la Ciudad». Todo ello de acuerdo,

7 [http://www.ficargentina.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=297%3Aamparo-colectivo-contra-gobierno-de-la-ciudad-de-buenos-aires-ley-de-control-de-tabaco-&catid=11%3AAmbientes-100-libres-de-humo&Itemid=22&lang=es](http://www.ficargentina.org/index.php?option=com_content&view=article&id=297%3Aamparo-colectivo-contra-gobierno-de-la-ciudad-de-buenos-aires-ley-de-control-de-tabaco-&catid=11%3AAmbientes-100-libres-de-humo&Itemid=22&lang=es)

8 Artículo 1, de Ley de Control del Tabaco N° 1799/05 de la Legislatura de la Ciudad Autónoma de Buenos Aires,

según la demanda, con lo establecido por el artículo 28 de la ley 1.799. Por último, se pide al juez la puesta en funcionamiento de un Comité Asesor Interdisciplinario, establecido en el artículo 5 de la misma ley una mayor transparencia en los procesos de denuncias y la aplicación de multas.

El caso fue rechazado en febrero de 2015<sup>9</sup>, pues el juez decidió que la controversia o causa era inexistente, lo cual inhabilita la procedencia de la instancia judicial de conformidad con lo que se dispone en los artículos 116 de la Constitución nacional y 106 de la Constitución de la ciudad. Se trata de un importante revés, puesto que ello implica que el sistema de justicia a través de un fallo judicial considera que no puede desempeñar un papel en la supervisión de las políticas públicas. Las ONG que forman la coalición, como estrategia para continuar con el litigio cambiaron la sede del caso a un tribunal de instancia superior presentando un recurso de apelación ante el Tribunal Superior. El principal argumento era que el objetivo de la demanda era salvaguardar derechos de incidencia colectiva, circunstancia que constituía una causa de trascendencia constitucional.

El Tribunal Superior de Justicia de la Ciudad de Buenos Aires resolvió no aceptar la demanda, no por los argumentos legales en relación al problema, sino incumplimiento en los requisitos que debe reunir el caso, en concreto se argumentó que la presidenta de FIC Argentina, Verónica Schoj presentó la documentación que la acredita como representante legal de la organización. En julio de 2015 el Tribunal Superior solicitó dicha documentación a la Asociación por los Derechos Civiles (ADC), quien representa la causa en tribunales, pero la ONG no se percató del requerimiento debido a un error involuntario. FIC presentó una solicitud de revocación del rechazo de la demanda, alegando excesivo rigor formal, falta de notificación específica y la violación del derecho de acceso a la justicia, establecido en la Constitución Nacional. En 2016, se presentó un «recurso extraordinario», solicitando que el Tribunal Supremo Federal acepte el caso, con lo cual el litigio aún está en curso.

### El litigio como estrategia de incidencia política. México

El gobierno de México ratificó la CMCT de la OMS en 2004, a partir de aquí el gobierno nacional y algunos gobiernos sub-nacionales incorporaron dichos principios en su legislación. El marco legal nacional que protege los principios de la CMCT es la Ley General para el Control del Tabaco de 2008. Esta ley se reformó en

9 El resultado de la acción judicial fue comentado y publicado en la revista digital Diario Judicial de la ciudad de buenos aires el 19 de febrero de 2015. La información se puede consultar en <http://www.diariojudicial.com/nota/72044/-/www.diariojudicial.com>

2010 para reforzar las medidas de control, aumentando el impuesto sobre el tabaco para evitar su consumo. Algunos gobiernos sub-nacionales como el gobierno del Distrito Federal incluso se avanzaron con leyes propias como la Ley de Protección de la Salud de los no fumadores aprobados por la Asamblea Legislativa de la Ciudad de México<sup>10</sup> aprobada en 2004, la cual establece la obligación de contar con espacios ciento por ciento libres de humo de tabaco en todas las zonas cerradas. Ambas leyes colocan al país en la primera línea de las políticas de control de tabaco en América Latina. No obstante, una vez establecido el marco legal, el reglamento que lleva a su implementación se considera que debilita los principios de la ley.

Algunas de las ONG que supervisan el despliegue y ejecución de la política, han establecido una coalición que les permite actuar en diferentes niveles con el objetivo de incidir en la política. Se trata de la Fundación InterAmericana del Corazón (FIC) con sede en México<sup>11</sup>, quien es la responsable de liderar el trabajo de base en Ciudad de México para las iniciativas nacionales, y de Comunicación, Diálogo y Conciencia (CODICE)<sup>12</sup>, una ONG que tiene la misma función a nivel sub-nacionales con diferentes filiales en algunos estados del país. Esta coalición ha actuado utilizando la amenaza de iniciar un litigio como estrategia de incidencia política en dos casos en los que la legislación se ha puesto en peligro por negociaciones políticas que pretendían reducir el impacto de la ley en la industria de ocio y restauración. En 2015, un grupo parlamentario de la Asamblea Legislativa del Distrito Federal propuso cambios a la Ley de Establecimientos Comerciales con el objetivo de permitir el consumo de tabaco en espacios cerrados. Eso fue considerado por la coalición de ONG como una regresión y una potencial vulneración de la Ley de Protección a la Salud de los No Fumadores, al invalidar algunos de sus principios gracias a la reforma de una ley del mismo nivel.

Sin una discusión previa en comisión legislativa, el diputado de la Asamblea Legislativa del Distrito Federal, Federico Doring (diputado por el Partido Acción Nacional, PAN) propuso al pleno la discusión de la reforma de la Ley de Establecimientos Comerciales en el pleno de la Asamblea. FIC México y CODICE iniciaron una campaña de denuncia y de incidencia política con el objetivo de atraer

10 La Ciudad de México recientemente pasó por un periodo de transición que ha convertido a la ciudad en otro estado de la República. Anteriormente, la ciudad tenía el estatus de distrito federal, no obstante siempre ha tenido un órgano legislativo el cual tiene un nombre distinto (Asamblea Legislativa) respecto de los otros estados del país cuyo pode legislativo se denominada Congreso estatal.

11 Fundación InterAmericana del Corazón México es una organización dedicada a promover el derecho a la salud en favor de los sectores vulnerables de la población, para reducir las enfermedades cardiovasculares, cerebro vasculares y crónicas en general en México, mediante la educación, la incidencia política y la investigación. <http://ficmexico.org>.

12 Codice, Comunicación, Diálogo y Conciencia, S.C. es una Organización No Gubernamental con registro legal desde el 2005. Trabaja en diversos temas, especialmente el de la comunicación relacionada con la salud integral: control de tabaco, laicidad, derechos sexuales y reproductivos. <http://www.codicesc.org>.

aliados políticos<sup>13</sup>. La campaña significó a Doring como un diputado posicionado en favor de la industria del tabaco. La campaña se basó en la idea de persuadir al congreso sub-nacional de aprobar la reforma bajo la amenaza de iniciar un litigio ante un tribunal de alta instancia inmediatamente después de la aprobación de la reforma. Las ONG y sus aliados políticos llevaron a cabo una serie de acciones para conseguir el posicionamiento del gobernador del Distrito Federal, Miguel Ángel Mancera, y el Secretario de Salud de la Ciudad, Armando Ahued, a favor de detener lo que la campaña señalaba como revés embarazoso para la ciudad y un riesgo grave para la salud pública.

En su campaña, la coalición de ONG consiguió un aliado político estratégico, la Comisión de Derechos Humanos de la Ciudad de México (CDHDF)<sup>14</sup>, quien envió una carta a la Asamblea Legislativa para advertirla sobre la posible violación de los derechos humanos, específicamente el derecho de salud, si la reforma a Ley de Establecimientos Comerciales se aprobaba en los términos originales. La CDHDF también advirtió a los legisladores locales que dicha acción desencadenaría una ola de litigios y la intervención de la Corte Suprema para decidir el alcance de ambas leyes. Junto con la campaña, la CDHDF organizó foros de discusión y emitió notas de prensa de la gravedad de la situación en la Asamblea<sup>15</sup>.

En otro ejemplo, la coalición de ONG, FIC-México y Codice, siguen la misma estrategia en Nuevo León, en donde el gobierno sub-nacional había aprobado en 2013 una Ley de protección contra la exposición al humo del tabaco. Esta ley sub-nacional va más allá de los derechos protegidos por la Ley de protección de los derechos de salud de carácter nacional. Sin embargo, el Congreso de Nuevo León reformó la ley con el objetivo de modificar el principio de espacios cien por cien libres de humo. La iniciativa legislativa fue aprobada en sólo diez días con el argumento de que en su estado original la ley afectaba a la industria de restaurantes y ocio, la reforma permitiría por lo tanto zonas de fumadores reinstaladas en los establecimientos públicos. El gobernador de Nuevo León, Jaime Rodríguez Calderón, reaccionó vetando la ley puesto que se considera que la medida entra directamente en conflicto con el derecho constitucional a la salud. En su argumentación, el gobernador destacó que

13 El inicio de los sucesos está descrito por la prensa. La periodista especialista en temas de economía y salud Maribel Ramírez Coronel escribió una columna expresando su rechazo en *El Economista*, unos de los diarios nacionales más reconocidos. <http://economista.com.mx/columnas/salud-negocios/2015/04/28/asambleistas-df-pretenden-suavizar-ley-antitabaco>

14 La Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal (CDHDF) se creó el 30 de septiembre de 1993. Es el más joven de los organismos públicos de defensa de los derechos humanos que existen en México, los cuales tienen fundamento en el Artículo 102, apartado B, de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos, que contempla la institución del Defensor del Pueblo. <http://cdhdfbeta.cdhdf.org.mx>.

15 Esta campaña está documentada en la memoria anual de la CDHDF 2015, que se puede consultar en el siguiente enlace 2015. <http://cdhdf.org.mx/wp-content/uploads/2016/03/informe-anual-2015-3.pdf>



los espacios cien por ciento libres de humo de tabaco es un derecho defendido por una ley nacional que no puede ser suprimido por una ley de carácter sub-nacional. Dicho en otras palabras, el veto del gobernador se basa en la inconstitucionalidad de la reforma y, en parte, responde a la lógica de evitar su impugnación ante el Tribunal Supremo tal como habían alertado la coalición de ONG (FIC-México y Codice).

Desde la reforma de la ley, y como en el caso del Distrito Federal, la coalición inicia una campaña de denuncia que pone el acento en el debilitamiento de la ley y en la pérdida de derechos fundamentales para los ciudadanos de Nuevo León<sup>16</sup>. Su estrategia de incidencia política consistía en presionar con el argumento de una movilización legal, es decir tenían contemplado iniciar un litigio al cual dieron publicidad en los medios de comunicación sub-nacionales y nacionales. En resumen, en ambos casos los legisladores locales rebasan los límites de sus competencias para contravenir un derecho reconocido por una ley nacional.

### **Cuando el gobierno excede su autoridad y hace una interpretación de la ley contraria a derecho. Colombia**

Las estrategias de movilización la ONG Corporate Accountability International (CAI)<sup>17</sup>, con una oficina regional para América Latina en Colombia, se basan en la experiencia previa y en el conocimiento de la matriz internacional de la ONG con sede en Boston. CAI nació fruto de la plataforma ciudadana que inició el primer boicot mundial que tuvo éxito contra una corporación multinacional, conocida como la Coalición en contra de la Fórmula Infantil en 1970. Su movilización se basó en una serie de litigios en contra de empresas en Estados Unidos pero, su mayor éxito fue la campaña mundial contra uno de los productos estrella de la compañía suiza Nestlé, alegando que la lactancia materna estaba siendo sustituida por la fórmula del bebé como resultado de una agresiva campaña publicitaria de la multinacional. El boicot consiguió que se apruebe un código para la comercialización de la fórmula para bebés en Naciones Unidas, con normas para toda la industria sobre su venta y comercialización.

Cuatro décadas más tarde, en diciembre de 2013, CAI Colombia inició un litigio reclamando la prohibición completa de la publicidad del tabaco en contra de la Superintendencia de Industria y Comercio, ante el Consejo de Estado, que en Colombia es el Tribunal Supremo de lo Contencioso Administrativo y Cuerpo

<sup>16</sup> Diarios locales se han hecho de esta movilización, como por ejemplo el diario digital Publimetro. Para más información se puede consultar <https://www.publimetro.com.mx/mx/noticias/2013/07/02/reglamento-antitabaco-genera-intensa-polemica.html>.

<sup>17</sup> ONG que nace inicialmente en Boston, especializada en derechos humanos, salud pública y medio ambiente. Su trabajo se centra en realizar campañas que desafían los abusos de algunas de las corporaciones más poderosas del mundo. <https://www.stopcorporateabuse.org>

Supremo Consultivo del Gobierno, por violación a la Constitución y a la Ley 1335 de 2009, de prevención de daño de la salud de los menores y población no fumadora. El litigio busca la declaración de nulidad de las Circulares 005 y 011 en las que se regula cómo se pueden exhibir productos de tabaco en puntos de venta, contradiciendo la Ley 1355 en la en la que se dicta una prohibición completa.

El argumento legal de CAI es que la circular inhibe la prohibición total de toda forma de publicidad, promoción y patrocinio de productos de tabaco, incluyendo los que están en los puntos de venta establecida por la ley nacional. Asimismo, la demanda señala la Superintendencia ha excedido sus facultades legales a través de normativa secundaria. La estrategia de movilización legal de CAI además consiste en crear alianzas políticas con otros actores relevantes que dan apoyo al litigio, en concreto el Defensor del Pueblo, organismo responsable de llevar el caso al Consejo de Estado. De acuerdo con CAI y el Defensor, las circulares 005 y 011 de 2012 son inconstitucionales, ya que regulan la exposición de productos de tabaco, en contra de la prohibición absoluta de la promoción y publicidad que se basa en los acuerdos internacionales suscritos por Colombia, principalmente en el CMCT de la OMS y en la Ley 1109 de 2009 que ratifica el tratado.

Después de la demanda inicial de CAI, el Defensor del Pueblo añadió cuatro razones legales para apoyar la causa: La primera fue la preexistencia de una ley internacional. Se destacó, por ejemplo, que Colombia está obligada a cumplir sus compromisos internacionales impuestos por la firma y ratificación del CMCT de la OMS; y que han sido incorporados por la Ley 1109 de 2006<sup>18</sup>. El segundo argumento presentado por el Defensor del Pueblo se basa en el hecho de que los contenidos expuestos en la circular violan otros derechos fundamentales, como: la protección de las mujeres durante el embarazo y después del parto; y los derechos un medio ambiente sano y la salud. La implementación, por lo tanto, de la circular representaría un retroceso en la protección de los derechos al permitir la exposición de los productos de tabaco y sus derivados en los puntos de venta.

El tercer argumento, y uno de los más poderosos legalmente, es la falta de competencia de la Superintendencia de Industria y Comercio para emitir actos administrativos (Circular 005 y 011), que exceden la constitucionalidad de las leyes. De acuerdo con CAI y el Defensor del Pueblo, la SIC se excedió en su facultad reglamentaria utilizando normativa secundaria que debe estar subordinada a la ley y a la Constitución. El cuarto argumento señala que la SIC utilizó una motivación falsa para regular la exhibición pública de productos de tabaco a la venta, puesto que ya existía una legislación previa que prohibía de manera absoluta la publicación y promoción de dichos productos.

<sup>18</sup> El texto además también fue reconocido por el Tribunal Constitucional en la sentencia C-665 de 2007.

En agosto de 2016, la corte (Consejo de Estado)<sup>19</sup> dio la razón a la coalición de ONG y reconoció la necesidad de proteger los derechos a la vida y la salud, y las obligaciones de Colombia bajo el CMCT. Además concluye, en respuesta a los argumentos de la contraparte, que los derechos de la economía y los negocios no son absolutos, por lo que las restricciones impuestas por la ley son compatibles con la libertad de empresa y la libre iniciativa privada y, por lo tanto. Es notable el uso explícito de la Corte del CMCT, y en específico el artículo 13 de las directrices para interpretar las ambigüedades en la ley nacional. El Tribunal también utiliza las directrices para la interpretación de las normas del Tratado y las obligaciones de las partes de conformidad con estas normas. Además, vale la pena señalar que, de acuerdo con el Tribunal, la expresión comercial puede estar restringida en un grado mayor que otra voz, ya que está más estrechamente vinculado a la libertad de empresa que a la libertad de expresión.

Sin embargo, el caso sigue abierto ya que la contraparte decidió llevar el caso al Tribunal Constitucional, alegando que las medidas legislativas que prohíben la publicidad y promoción de productos de tabaco, violan la libertad de empresa y los principios de la libre economía siendo por ello inconstitucionales. El caso aún espera una decisión de la Corte Constitucional, lo que demuestra que la movilización legal es una estrategia costosa y que requiere también de capacidad de espera.

Mientras tanto, la movilización legal de la coalición de ONG ha ido acompañada de otras acciones para reforzar los argumentos centrales de la demanda, por ejemplo CAI ha coordinado el apoyo de varias acciones legales como el *amicus curiae*, en las que se ha incluido a la Campaña por Niños Libres de Tabaco, y la Universidad George Washington, a través del Instituto O'Neill<sup>20</sup>; y se ha hecho énfasis en el derecho internacional de derechos humanos, el papel del CMCT y sus directrices para proteger la salud. La coalición también ha coordinado el apoyo de FIC Argentina y FUNDEPS<sup>21</sup>. El trabajo de ambas ha consistido a demostrar como la industria tabacalera utiliza la exhibición de productos (visualización) como una estrategia de marketing, utilizando los argumentos de un especialista en marketing. En suma, la coalición de ONG complementa la estrategia del litigio estratégico con otras estrategias que ayudan a mantener la atención en el tema y su inclusión en la agenda política.

19 Esto ha quedado así recogido en diversos medios de comunicación, como la radio nacional colombiana Radio Caracol. Esta información se puede consultar en [http://caracol.com.co/radio/2016/08/25/judicial/1472142356\\_283516.html](http://caracol.com.co/radio/2016/08/25/judicial/1472142356_283516.html)

20 El Instituto O'Neill fue creado por la Universidad de Georgetown en 2007 el centro con el objetivo de investigar la relación entre derecho y sociedad, principalmente entre derecho público y privado y el análisis de políticas de salud. <http://www.law.georgetown.edu/oneillinstitute/>

21 La Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables (FUNDEPS) es una ONG que trabaja en temas de desarrollo sustentable y el respeto a los derechos humanos, mediante la incidencia en políticas públicas a nivel local, nacional e internacional. <http://www.fundeps.org>

## Conclusiones

Este artículo se centra en el papel de las organizaciones de la sociedad civil, de forma general, en su función como actores que fortalecen la democracia en América Latina; y de forma particular como actores políticos estratégicos en la defensa de los derechos ciudadanos mediante la movilización legal. El objetivo es plantear casos en los que las ONG, a través de diferentes estrategias de movilización, son capaces de mantener un perfil político que les permite de manera efectiva tener un papel activo en la defensa de la democracia. Para ello se han analizado tres casos de movilización legal de ONG locales en Argentina, México y Colombia, pero que cuentan con el apoyo de una red transnacional de ONG con experiencia en la defensa de los derechos de la salud.

Los datos recabados de los tres casos de litigios estratégicos nos permiten contrastar las expectativas que habíamos planteado, en primer lugar en los tres casos es importante la preexistencia de una legislación que protege un derecho y/o un tratado internacional abre una oportunidad para presionar a los gobiernos y otros actores de la política a obligar a los gobiernos a través de un procedimiento judicial a que cumplan la ley o bien a que hagan una correcta implementación de la misma. En los tres casos, la existencia de un marco legal que protege el derecho a la salud con base en el CMCT se usa como estructura de oportunidad legal que facilita la vía y la argumentación del litigio, aunque con resultados desiguales e inciertos. En el caso de Argentina y Colombia, los casos han sido largos (se inician en 2014 en el primer caso, y en 2013 en el segundo caso) y el resultado aún es incierto. En el caso de México, en cambio, existe un patrón diferente, la amenaza de la movilización legal ya ha sido suficiente como medida persuasora, evitando que las reformas legales que buscaban un retroceso en el control del tabaco tuvieran éxito. Los casos de México muestran que la advertencia de iniciar un litigio estratégico es una medida fiable de presión política que demostró ser útil. Es interesante que en el caso de la Asamblea Legislativa de la Ciudad de México ni siquiera ha sido necesario llegar al corte y en el caso del estado de Nuevo León, el gobernar actuó directamente vetando la ley del Congreso sub-nacional.

Por otra parte, las coaliciones de ONG analizadas y la estrategia de campaña que acompaña a litigio (o amenaza de litigio) en los tres casos también son evidencias de que la movilización legal de las ONG será más factible cuando existe una experiencia profesional previa reforzada por una red transnacional de ONG que tienen el mismo objetivo, y cuando se cuenta con actores políticos como aliados (por ejemplo, partidos políticos o miembros del poder Ejecutivo y Legislativo). En los tres casos, la existencia de una red transnacional de ONG con experiencia previa en casos de litigio, es un recurso valioso a la hora de iniciar un litigio. La red transnacional y otras ONG se convierten en aliados importantes, pero no sólo los casos de México también demuestran que contar con aliados políticos como las

defensorías del pueblo puede ser un recurso crucial para incluir el tema en la agenda política y conseguir mayor presión.

A partir de aquí, es importante ir más allá y analizar otros casos de litigio estratégico para comparar nuestras primeras observaciones en otro contexto y otros temas. Como investigación futura, a partir de este artículo surgen preguntas interesantes que tendrían que ser analizadas, por ejemplo cómo afecta la existencia de gobierno multinivel la estrategia de movilización de las ONG, en el caso de los sistemas federales de América Latina ha sido un factor que ha surgido en dos de los tres casos analizados. Por último, otra pregunta relevante sería cómo las características de la coalición de ONG (nacional o transnacional) influyen en el éxito o fracaso de la estrategia de litigios.

## Referencias

Armony, A. C., 2004, *The Dubious Link Civic Engagement and Democratization*, Stanford, Stanford University Press, 312 p.

Avritzer, L., 2006, "Civil Society in Latin America in the Twenty-First Century: Between Democratic Deepening, Social Fragmentation, and State Crisis", en Feinberg, R. et al, *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York, Palgrave MacMillan, 35-57 p.

Bartra, R., 2013, *The Mexican Transition. Politics, Culture, and Democracy in the Twenty-First Century*, Chicago, Chicago University Press, 192 p.

Bermeo, N. y P. Nord, 2000, *Civil society before democracy*, Lanham, Maryland: Rowman & Littlefield Publishers, 320 p.

Butcher, J. y B. Balian, 2016, "Latin America and the Caribbean Revisited: Pathways for Research", Special Issue on Third Sector in Latin America, *Voluntas, Journal of the International Third Sector*, 27, pp 1-18.

Brysk, A., 2000, "Democratizing civil society in Latin America", *Journal of democracy*, 11,3, pp 151-165.

Cichowsky, R., 2007, *The European Court and Civil Society: Litigation, Mobilization and Governance*, Cambridge, Cambridge University Press, 310 p.

Cichowsky, R., 2013, "Legal Mobilization, Transnational Activism and Gender Equality in the EU", *Canadian Journal of Law and Society*, 28, 2, pp 209-227.

Chandhoke, N., 2004, "The 'Civil' and the 'Political' in Civil Society: The Case of India," en Burnell, P. y P. Calvert (eds), *Civil Society in Democratization*, London: Frank Cass, 1-24 pp.

Cheresky, I., 2006, "Citizenship and Civil Society in Renascent Argentina", en Feinberg, R. et al, *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York, Palgrave MacMillan, 87-120 pp.

Collier, R. B., 1999, *Paths towards Democracy: the Working Class and Elites in Western Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 244 pp.

Diamond, L., 1999, *Developing democracy: Toward consolidation*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 367 pp.

- Diamond, L., 2008, *The spirit of democracy. The Struggle to Build Free Societies Throughout the World*, New York, Times Books, 464 pp.
- Encarnación, O. G., 2002, "On Bowling leagues and NGOs: a critique of Civil Society's revival", *Studies in Comparative International Development*, pp 116-131.
- Feinberg, R., C. H. Waisman y L. Zamosc, 2006, *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York, Palgrave MacMillan, 196 pp.
- Foley, M. y B. Edwards, 1996, "The paradox of civil society", *Journal of democracy*, 7, 3, 38-52 pp.
- Fusch, G., 2013, "Strategic Litigation for Gender Equality in the Workplace and Legal Opportunity Structures in Four European Countries", *Canadian Journal of Law and Society*, 28, 2, 189-208 pp.
- González, E., 2014, "Persuade Them or Oust Them. Crafting Judicial Change and Transitional Justice in Argentina", *Comparative Politics*, 46, 4, 479-498 pp.
- Gurza, G. y N. Bueno, 2011, "Waves of change within civil society in Latin America: Mexico City and Sao Paulo", *Politics and Society*, 39, 3, 415-450 pp.
- Held, D., 1997, *La democracia y el orden global. Del Estado moderno al gobierno cosmopolita*, Barcelona: Piados, 383 pp.
- Hernández, A., 2016, "The Participation of Civil Society Organizations in Public Policies in Latin America", *Voluntas, Journal of the International Third Sector*, 27: 86-104.
- Kaldor, M., 2002, "The idea of global civil society", *International Affairs*, 79, 3, 583-593 pp.
- Keck, M. y K. Sikkink, 1998, *Activism beyond borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press, 249 pp.
- Keane, J., 2001, "Global Civil Society?", en Anheier y Kaldor, *Global Civil Society 2001*, Oxford University Press, 200 pp.
- Levine, D. y J. E. Molina, 2011, *The quality of democracy in Latin America*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 260 pp.
- Muñoz, L., 2014, "A vueltas con las ONG: perspectivas teóricas sobre su papel en el proceso político", *Revista Mexicana de Análisis Político y Administración Pública*, 3, 2, 277-297 pp.

- Nikogosian, H., 2010, "WHO Framework Convention on Tobacco Control: a key milestone", *Bulletin of the World Health Organization*, 88, 2, 83 pp.
- O'Donnell, G., P. Schmitter, y L. Whitehead, eds, 1986, *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 78 pp.
- Ortega Ortiz, R., 2008, *Movilización y democracia. España y México*, México, El Colegio de México, 297 pp.
- Oxhorn, P., 2006, "Conceptualizing Civil Society from the Bottom Up: A Political Economy Perspective", en Feinberg, R. et al, *Civil Society and Democracy in Latin America*, New York, Palgrave MacMillan, 59-85 pp.
- Pearce, J., 2010, *Participation and Democracy in the Twenty-First Century City*, London, Palgrave Mcmillan, 263 pp.
- Remmer, K. L., 1992, "The process of democratization in Latin America Studies", *Comparative International Development*, 27, 4, 3-24.
- Roemer, R., A. Taylor y J. Lariviere, 2005, "Origins of the WHO Framework Convention on Tobacco Control", *American Journal of Public Health*, 95,6, 936-938.
- Sikkink, K., 2011, *The Justice Cascade How Human Rights Prosecutions Are Changing World Politics*, New York, W. W. Norton Co, 352 pp.
- Vanhala, L., 2009, "Disability Activists in the Supreme Court of Canada: Legal Mobilization and Accommodating Social Movements", *Canadian Journal of Political Science*, 42, 4, 981-1002 pp.
- Vanhala, L., 2013, "The Comparative Politics of Courts and Climate Change", *Environmental Politics*, 22, 3, 447-474 pp.
- Uhlin, A., 2009, "Which Characteristics of Civil Society Organizations Support What Aspects of Democracy? Evidence from Post-communist Latvia", *International Political Science Review*, 30,3, 271-295 pp.
- World Bank, 2011, "On the edge of uncertainty: Poverty reduction in LAC during the great recession and beyond", Washington DC.

---

**Pour citer cet article**

---

**Référence électronique**

MUÑOZ, Luz ; ZAVALA, Antonio ; MOYA, David, “ Sociedad civil y democracia en América Latina”, Revue Miroirs [En ligne], 5|2017, mis en ligne le 30 juin 2017, <http://www.revuemiroirs.fr/links/5/article6.pdf>

---

**Auteurs**

Luz Muñoz, Universitat de Barcelona (UB)

Antonio Zavala, Universidad Panamericana de México

David Moya, Universitat de Barcelona (UB)

---

Droits d'auteur

© RevueMiroirs.fr